COLLECTIVITE DE CORSE

RAPPORT
N° 2021/E4/256

ASSEMBLEE DE CORSE

4 EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2021

REUNION DES 22 ET 23 JUILLET 2021

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

CONTU AMMINISTRATIVU DI A CULLITTIVITÀ DI CORSICA PAR L'ANNU 2020

COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ DE CORSE POUR L'EXERCICE 2020

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission des Finances et de la Fiscalité

CULLETTIVITÀ DI CORSICA
COLLECTIVITÉ DE CORSE

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le rapport est inscrit en annexe.

CULLETTIVITÀ DI CORSICA
COLLECTIVITÉ DE CORSE

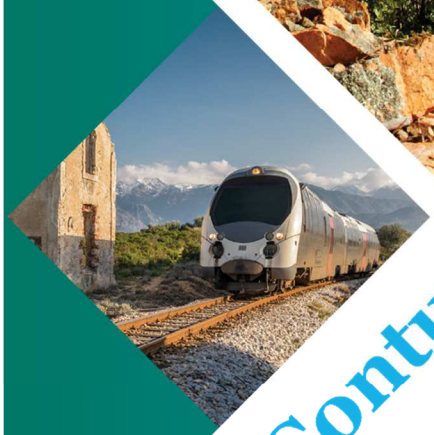
Innuvazione
Innovation

Attrattività
Attractivité

Sulidarità
Solidarité

Numata
Rayonnement

Spannamentu
Épanouissement



Contu Amministrativu
Compte Administratif
2020

WWW.ISULA.CORSICA

INTRODUCTION GENERALE **3**

LE COMPTE ADMINISTRATIF EN CHIFFRES **4**

PARTIE 1 : CONSTITUTION DES RESULTATS COMPTABLES 2020 ..... **9**

1. LE RESULTAT DE FONCTIONNEMENT LARGEMENT IMPACTE PAR DES FACTEURS EXCEPTIONNELS 9
2. UN SOLDE D'EXECUTION EN SECTION D'INVESTISSEMENT DEFICITAIRE 12
3. UN RESULTAT CUMULE DE 30,077 M€ QUASI STABLE PAR RAPPORT 2019. 14

PARTIE 2 : SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE **15**

1. LES DEPENSES 16
   1.1 Les dépenses réelles de fonctionnement *17*
   1.2 Les dépenses réelles d'investissement *29*
   1.3 Les flux financiers entre la CdC et les agences et offices *34*
2. LES RECETTES 37
   2.1 Les recettes réelles de fonctionnement en forte baisse *39*
   2.2 Les recettes d'investissement *51*
   2.3 Les restes à recouvrer au 31/12/2020 ..... *54*
3. LA SITUATION FINANCIERE 56
   3.1 La constitution de l'épargne *57*
   3.2 Le financement des investissements 2020 ..... *59*

PARTIE 3 : BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE AU 31/12/2020 ..... **60**

1. LE BILAN DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME AU 31/12/2020 61
2. LE BILAN DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT AU 31/12/2020 65
3. LE BILAN SUR LA DECISION DE TOILETTAGE EFFECTUEE EN 2020 68
4. LES AUTORISATIONS 2018-2020 69

PARTIE 4 : PRESENTATION DES DEPENSES REELLES VENTILEES PAR CHAPITRE FONCTIONNEL **71**

1. SERVICES GENERAUX : 77
2. GESTION DES FONDS EUROPEENS : 77
3. SECURITE : 78
4. ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE : 78
5. CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORT ET LOISIRS : 79
6. SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS APA ET RSA) : 80
7. APA : 81
8. RSA : 81
9. AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT : 82
10. ACTION ECONOMIQUE : 83
11. ENVIRONNEMENT : 83
12. TRANSPORTS : 84

PARTIE 5 : ETAT DE LA DETTE **85**

PARTIE 6 : PRESENTATION SYNTHETIQUE DU BILAN COMPTABLE **89**

1. DESCRIPTIF DE L'ACTIF 90
   1.1 Actif immobilisé *90*
   1.2 Actif circulant *91*
2. DESCRIPTION DU PASSIF 92
   2.1 Capitaux permanents *92*
   2.2 Provisions *93*
   2.3 Dettes non financières *93*

CONCLUSION **94**

ANNEXES **95**

ANNEXE 1 ..... **96**

ANNEXE 2 ..... **97**

INTRODUCTION GENERALE

Le compte administratif 2020 s'inscrit dans un cadre règlementaire prévu au titre des dispositions des articles L1612-12 et suivants, ainsi qu'à l'article L4422-15 du code général des collectivités locales.

C'est l'occasion pour la Collectivité de Corse d'arrêter les résultats comptables de l'exercice et rendre plus largement compte de sa situation financière.

Ainsi, à la clôture de l'exercice, le vote du compte administratif, précédé de celui du compte de gestion, constitue l'arrêté des comptes de la collectivité. Il permet de dégager le résultat de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement ainsi que les restes à réaliser des deux sections.

La crise sanitaire qui s'est progressivement doublée d'une crise sociale et économique a impacté très lourdement la situation budgétaire de la Collectivité de Corse.

Le budget 2020 a, dans un premier temps, porté les réponses urgentes votées par l'Assemblée de Corse pour faire face à cette situation inédite. Ce sont ainsi environ 25 M€ qui ont été déployés afin de financer des acquisitions de matériels (masques, gels hydro alcooliques, matériels informatiques), mais également pour porter, à travers le Plan SALVEZZA, des dispositifs exceptionnels de soutien en faveur des entreprises et du monde associatif. Enfin, la Collectivité a injecté près de 8 M€ supplémentaires à son budget 2020 pour accompagner les bénéficiaires sociaux.

De surcroît, la crise a profondément affecté les recettes courantes nettes de la Collectivité. Déviant de la tendance spontanée de l'ordre de +1,5% à +2% par an, qu'elles enregistrent à l'accoutumé, les recettes ont enregistré une perte de l'ordre de 30 M€. Comme craint, dès les prémices de la crise, la Collectivité a été plus exposée que les régions et départements de droit commun du fait, d'une part de ses recettes spécifiques très sensibles à la conjoncture (taxe transport et TICPE locale) et d'autre part, du fait de certains effets particuliers propre à son territoire (repli des droits de mutation).

Enfin, au regard du risque de taux de change accentué par les craintes politiques et les risques économiques induits par la crise, le Président du Conseil Exécutif de Corse a souhaité neutraliser le risque financier lié aux emprunts structurés hérités du Conseil départemental di u Cismonte, et ce malgré le fait qu'aucune solution n'ait pu être trouvée avec l'Etat après deux années de négociations et des solutions financières techniques proposées par la Collectivité, pour honorer les engagements pris à l'encontre du Président de l'ex conseil départemental. Si ces opérations permettent de neutraliser le risque financier et le surcout d'intérêts payés à des taux supérieurs à 20% tout en ouvrant droit pour la Collectivité à des prêts aux conditions de marge très favorable, faveur précieuse dans un environnement bancaire qui se tend depuis la crise, elles impactent significativement le résultat de l'exercice 2020 à hauteur de 48,7 M€ au titre des indemnités compensatoires et 14 M€ pour la déconsignation des sommes versées depuis 2018.

Toutefois, malgré ce contexte qui est venu bouleverser de manière inédite les équilibres financiers de la Collectivité de Corse (baisse de 30 M€ des recettes, hausse de 25 M€ des dépenses liées à la crise sanitaire et une neutralisation des emprunts toxiques qui impose, au-delà des écritures comptables de l'année, l'alourdissement du stock de dette à hauteur du refinancement de l'indemnité de remboursement anticipé pour plus de 70 M€), la Collectivité de Corse affiche, à l'issue de sa troisième année d'existence, un résultat cumulé de 30,07 M€, quasi stable par rapport à 2019 (29,289 M€).

Lourdement impactés par les chocs financiers absorbés durant l'année 2020 et par les décisions de l'Assemblée de Corse pour répondre à l'urgence de la crise, les ratios financiers se sont mécaniquement dégradés mais restent loin des seuils de vigilance communément admis.

LE COMPTE ADMINISTRATIF EN CHIFFRES

1,249 Md€
Les dépenses réelles du CA 2020

4 420
Les effectifs de la CDC au 31 décembre 2020

879,898 M€
Le dette de la CDC au 31 décembre 2020

1,20 %
L'évolution de la consommation entre 2019 et 2020

3 378 €
Le montant des dépenses par habitant (dépenses réelles ventilées)

141,924 M€
Le montant de l'épargne brute au CA 2020

336 M€
Le montant des dépenses au titre des **transports** du CA 2020

Evolution 2019 / 2020
+ 3,67 % les dépenses réelles de fonctionnement hors provisions
- 2,94 % les recettes réelles de fonctionnement

261,8 M€ de dépenses structurantes d'investissement, dont **47%** sous maîtrise d'ouvrage

35 M€
Mobilisés au titre de la culture, de la vie sociale, de la jeunesse, des sports et des loisirs

67 M€
Le montant des dépenses en faveur de l'aménagement des territoires

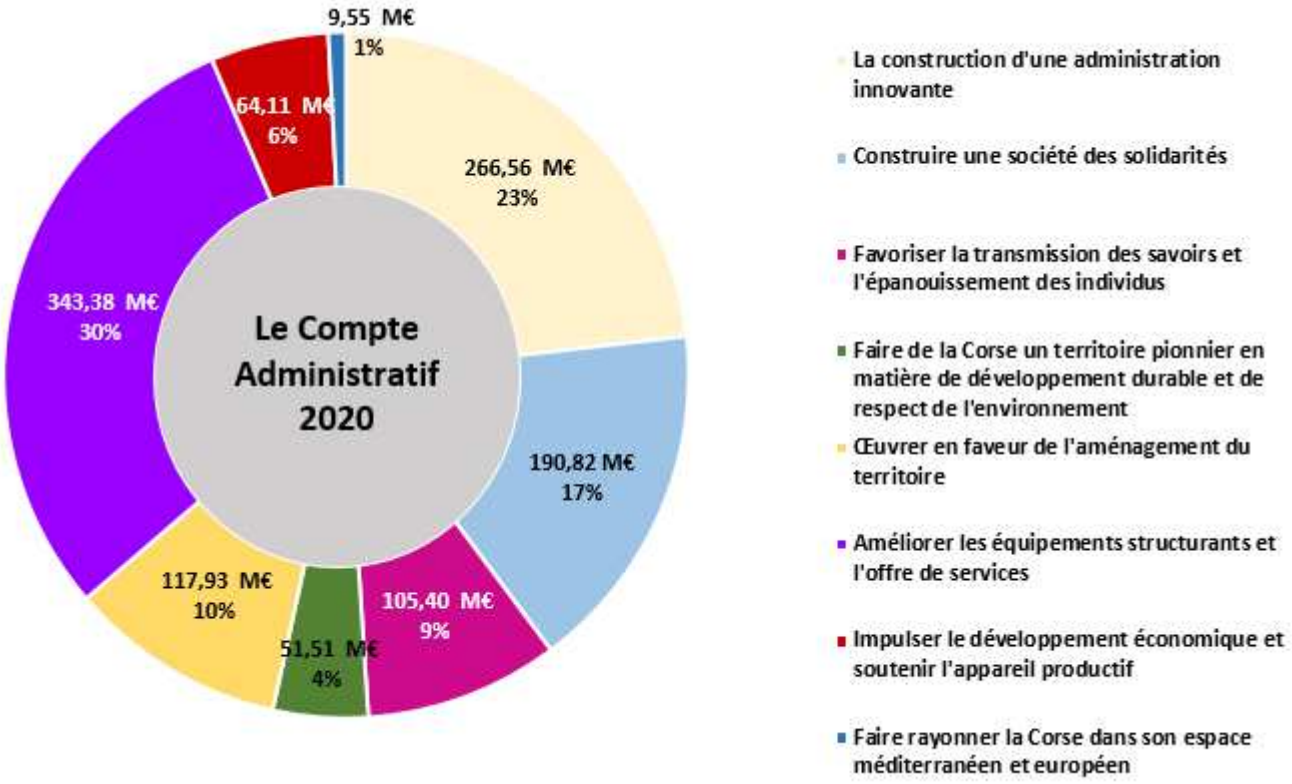
62 M€
Mobilisés en faveur de l'environnement et de la transition énergétique

68 M€ injectés en faveur de **l'action économique**

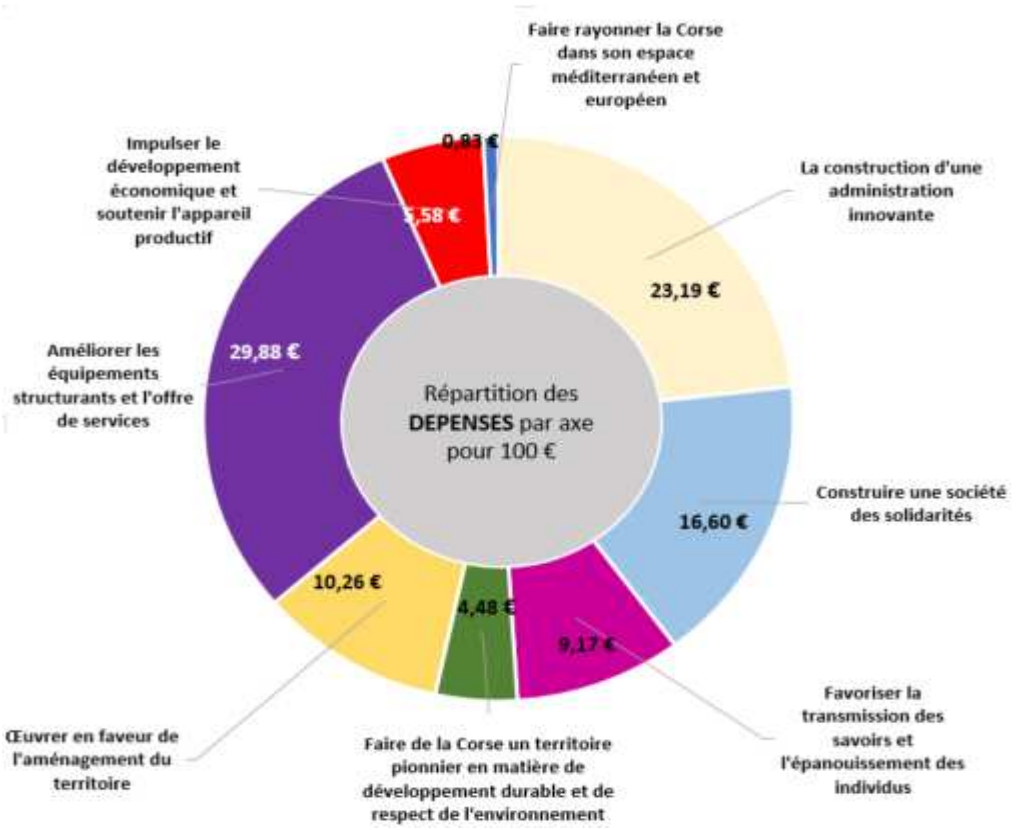
561 €
Le montant de la politique sociale par habitant du CA 2020, laquelle représente **191 M€**

93 M€
Mobilisés au titre de l'enseignement et la formation professionnelle

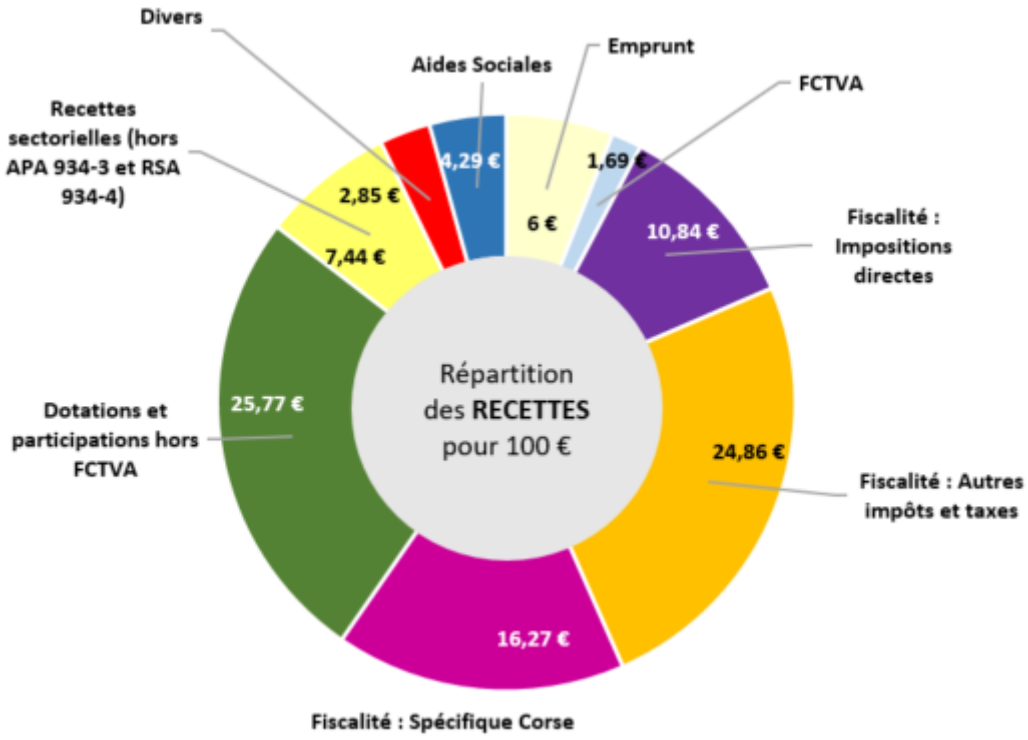
Les dépenses par axes stratégiques



Répartition des dépenses par axes stratégiques base 100€



Répartition des recettes du Compte Administratif base 100€



La construction d'une administration innovante

266,56 M€

23%

190,82 M€

17%

Construire une société des solidarités

Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus

105,40 M€

9%

Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire

117,93 M€

10%

Faire de la Corse un territoire pionner en matière de développement durable et de respect de l'environnement

51,51 M€

4%

Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif

64,11 M€

6%

Améliorer les équipements structurants et l'offre de services

343,38 M€

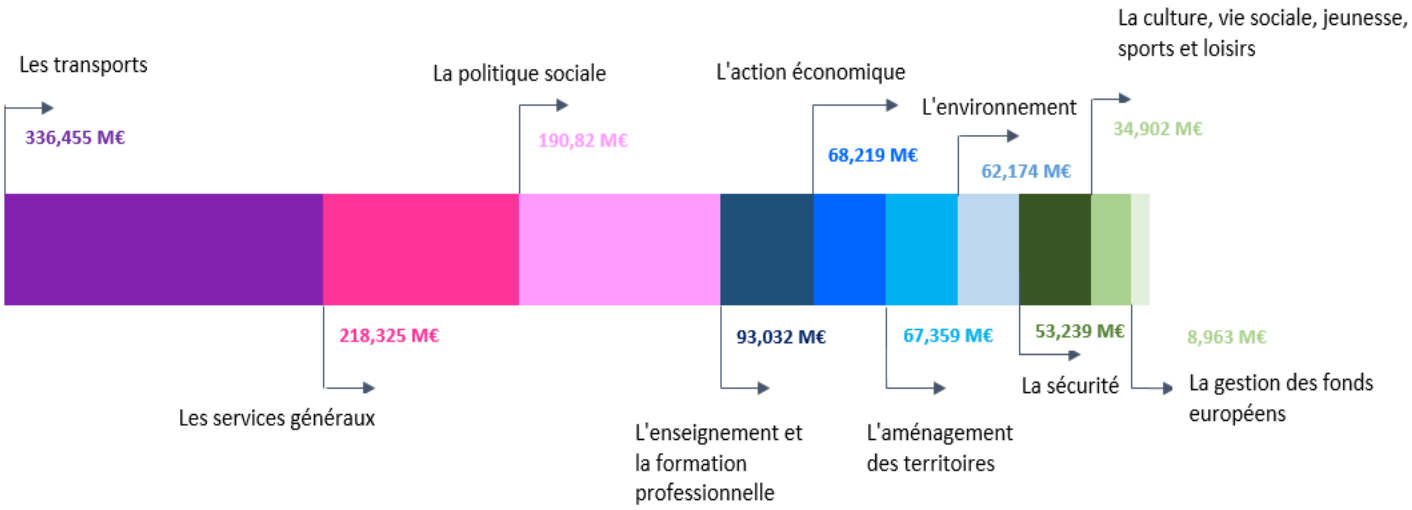
30%

Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen

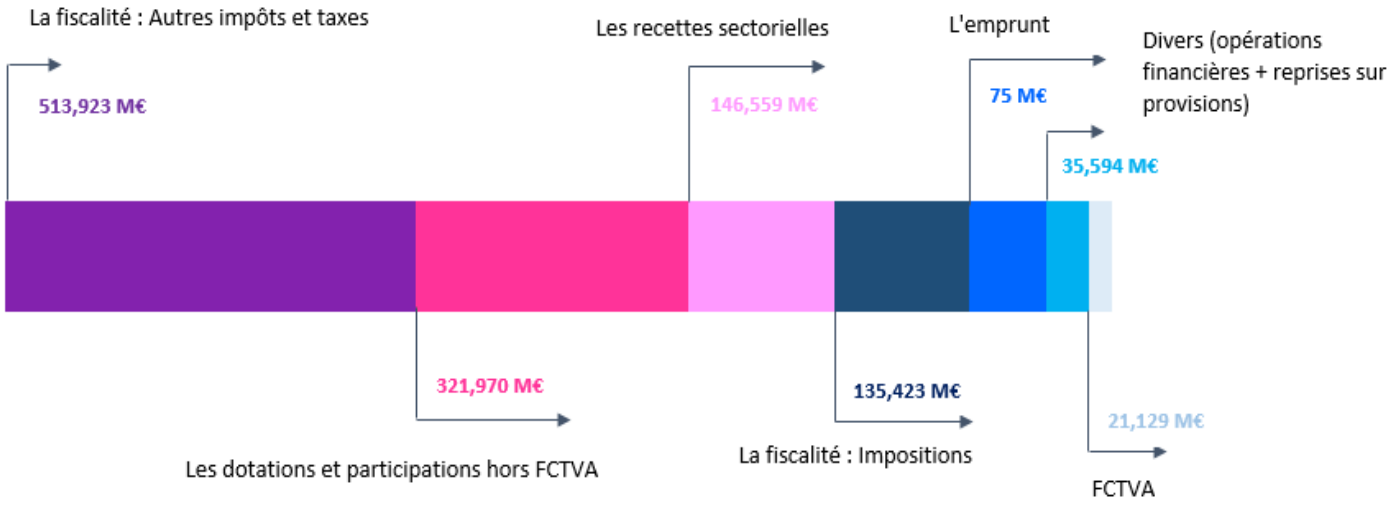
9,55 M€

1%

Le niveau des dépenses par chapitre fonctionnel



Le niveau des recettes (répartition fonctionnelle)



Partie 1 : Constitution des résultats comptables 2020

Synthèse :

Le compte administratif 2020 de la Collectivité de Corse affiche un résultat cumulé arrêté à 30,077 M€ stable par rapport à 2019 (29,289 M€), malgré des résultats comptables largement affectés par trois facteurs exceptionnels :

- ***La neutralisation du risque financier induit par les emprunts structurés de l'ex-département di u Cismonte, retranscrit comptablement par 48,7 M€ de charges au titre des indemnités compensatoires et 14 M€ pour la déconsignation réalisée depuis 2018,***
- ***Des dépenses imprévues engagées par la Collectivité pour faire face à la crise sanitaire à hauteur de 25 M€,***
- ***Une perte de recettes de l'ordre de 30 M€, bien supérieure à celles enregistrée par les régions et départements de droit commun du fait de l'existence de recettes spécifiques très sensibles à la conjoncture.***

A la clôture de l'exercice, le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la Collectivité de Corse.

Cet arrêté permet de dégager :

- le résultat proprement dit (section de fonctionnement) ;
- le solde d'exécution de la section d'investissement ;
- les restes à réaliser des deux sections.

1. Le résultat de fonctionnement largement impacté par des facteurs exceptionnels

Le résultat de la section de fonctionnement est constitué par le cumul :

- du résultat de l'exercice (cumul des titres émis et des annulations de mandats – cumul des mandats émis et des annulations de titres),
- du résultat reporté.

Les mouvements de dépenses et de recettes par chapitre font apparaître un niveau de recettes de 1 215,6 M€ et un niveau de dépenses de 1 155,2 M€.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
930 Services généraux	209 976 121,98	6 052 379,19
930-5 Gestion des fonds européens	38 457,13	0,00
931 Sécurité	48 486 132,88	1 544 016,00
932 Enseignement, formation pro apprentissage	74 609 051,12	7 206 969,13
933 Culture vie soc jeunesse sport loisirs	21 656 153,31	2 049 900,32
934 Santé et action sociale (hors APA RSA)	97 642 910,06	14 575 655,67
934-3 APA	63 996 607,07	19 242 813,53
934-4 RSA / régularisations RMI	45 968 946,80	34 403 882,18
935 Aménagement des territoires et habitat	13 153 815,36	1 400 004,73
936 Action économique	32 407 199,01	721 330,56
937 Environnement	41 346 552,36	4 316 882,13
938 Transports	242 324 464,40	11 150 843,35
940 Impositions directes		135 422 931,00
941 Autres impôts et taxes	7 998 652,00	513 923 130,65
942 Dotations et participations	3 466 086,00	319 644 410,00
943 Opérations financières	34 882 322,07	9 005 232,57
944 Frais de fonctionnement des groupes d'élus	783 237,71	
945 Provisions et autres opérations mixtes	9 224 963,00	3 309 080,48
TOTAL Mouvements réels	**947 961 672,26**	**1 083 969 461,49**
946 Transfert entre sections	207 235 105,37	131 642 625,58
TOTAL Mouvements d'ordre	**207 235 105,37**	**131 642 625,58**
TOTAL général fonctionnement	**1 155 196 777,63**	**1 215 612 087,07**
RESULTAT exercice		**60 415 309,44**

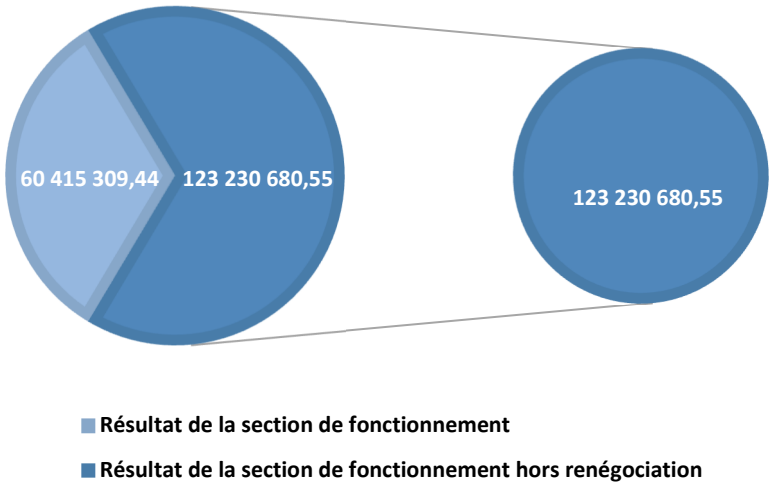
Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement s'établit à 60 415 309,44 €, contre 174 272 433,33 € en 2019, soit – 65,33 %.

Avec l'excédent reporté d'un montant de 29 228 711,57 €, le résultat de la section de fonctionnement cumulé s'élève à 89 644 021,01 € en baisse de 58,20 % par rapport à l'exercice précédent (pour mémoire 214,444 M€ en 2019 et 195,939 M€ en 2018).

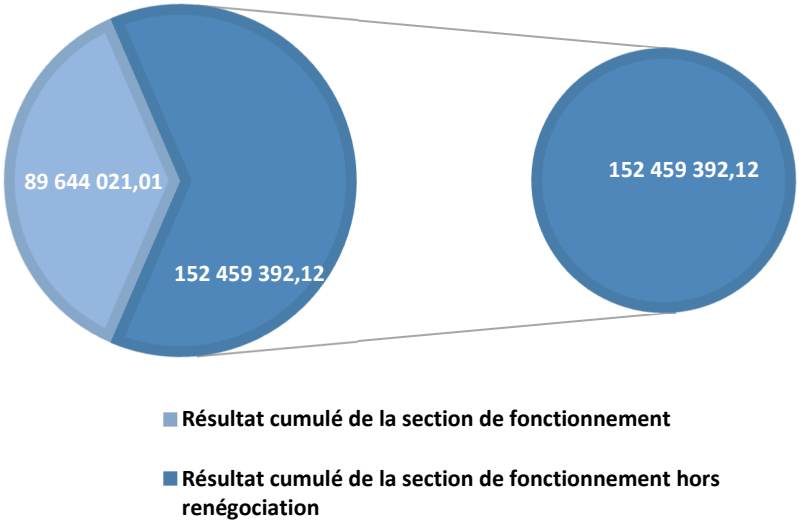
Cette diminution substantielle s'explique pour partie par la neutralisation des emprunts structurés, consignée dans le protocole transactionnel avec la Caisse Française de Financement Local, SFIL et Dexia Crédit Local, votée par l'Assemblée de Corse en décembre 2020.
En effet, les opérations budgétaires nécessaires à la prise en charge de la première phase de neutralisation (dépenses au chapitre 946 de + 48,751 M€ correspondant à la charge d'IRA) ainsi que les écritures relatives à la régularisation comptable des fonds consignés auprès de la Caisse des dépôts depuis 2018 (dépenses au chapitre 943 de + 14,065 M€ correspondant à la charge des intérêts consignés depuis 2018) impactent fortement les résultats du présent exercice.

Si la renégociation n'avait pas été effectuée :

- **le résultat de l'exercice en section de fonctionnement aurait été porté à 123 230 680,55 €, soit une diminution de 29,29 % par rapport à 2019,**



- **le résultat de la section de fonctionnement cumulé aurait été de 152 459 392,12 €, soit - 40,66 % par rapport 2019.**



Outre, les opérations budgétaires liées à la renégociation des emprunts structurés, la crise a profondément affecté le résultat de fonctionnement de la collectivité. En effet, déviants de la tendance spontanée de croissance de 1,5 % à 2 % par an, les produits de gestion courante diminuent de 36 M€, dont 31,895 M€ de perte de recettes fiscales. Dans le même temps, les dépenses de gestion courante, hors atténuations de produits, augmentent de 34 M€ dont 16 M€ sont directement liées à la crise sanitaire.

Des explications détaillées sont consignées dans la partie suivante du présent rapport.

2. Un solde d'exécution en section d'investissement déficitaire

Le solde d'exécution est constitué par le cumul :

- de la différence entre le montant des émissions de titres, et des annulations de mandats et le montant des mandats et des annulations de titres de l'exercice ;
- du résultat reporté.

Ce solde d'exécution, complété des restes à réaliser en recettes et en dépenses, fait ressortir :

- un besoin de financement, si les dépenses sont supérieures aux recettes ;
- un excédent de financement, si les recettes sont supérieures aux dépenses.

Section d'investissement	Dépenses	Recettes
900 Services généraux	8 349 300,52	4 562 852,26
900-5 Gestion des fonds européens	8 924 797,19	10 998 513,68
901 Sécurité	2 678 481,03	157 329,08
902 Enseignement, formation pro apprentissage	18 423 169,67	217 500,00
903 Culture vie soc jeunesse sport loisirs	13 246 220,83	1 124 057,07
904 Santé et action sociale (hors APA RSA)	280 866,26	0,00
904-4 RSA / régularisations RMI	-	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	54 204 918,57	6 287 455,45
906 Action économique	35 811 478,20	2 669 329,00
907 Environnement	20 827 035,43	1 314 336,94
908 Transports	94 130 745,10	16 563 042,59
921 Taxes non affectées	-	0,00
922 Dotations et participations (y compris 1068)	-	208 695 060,52
923 Opérations financières	43 910 832,32	98 280 125,36
TOTAL Mouvements réels	**300 787 845,12**	**350 869 601,95**
925 Opérations patrimoniales	40 919 627,73	40 919 627,73
926 Transfert entre sections	131 642 625,58	207 235 105,37
TOTAL Mouvements d'ordre	**172 562 253,31**	**248 154 733,10**
TOTAL général investissement	**473 350 098,43**	**599 024 335,05**
RESULTAT exercice		**125 674 236,62**

Le résultat de l'exercice en section d'investissement, après imputation en recettes des réserves comptabilisées au compte 1068 (155,768 M€), est excédentaire et s'établit à **125 674 236,62 €.**

Le résultat reporté au 31/12/2019 était de 185 241 153,29 € et a été repris lors du Budget Supplémentaire 2020.

Avec ce résultat reporté, le solde d'exécution de la section d'investissement fait ressortir un besoin de financement de 59 566 916,67 €, en baisse de 67,83 % par rapport au CA 2019.

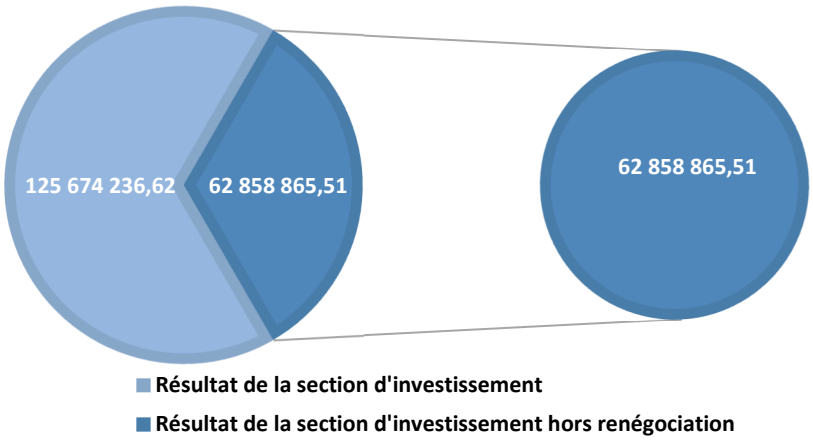
Tout comme en fonctionnement mais dans une logique inversée, cette augmentation du résultat d'investissement s'explique en grande partie par la neutralisation des emprunts structurés.

En effet, les opérations budgétaires nécessaires à la prise en charge de la première phase de neutralisation ainsi que les écritures relatives à la régularisation comptable des fonds consignés auprès de la Caisse des dépôts depuis 2018, se sont matérialisées comme suit :

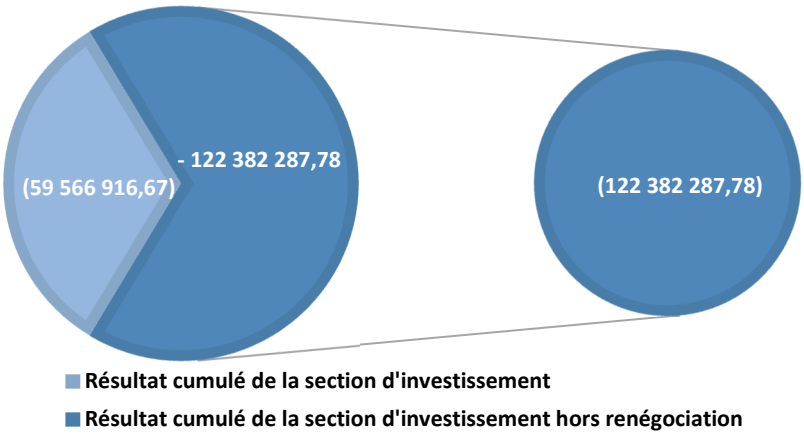
- recettes au chapitre 926 de + 48,751 M€ correspondant à la charge d'IRA,
- recettes au chapitre 923 de l'intégralité des fonds consignés, soit 17,573 M€ et dépenses au chapitre 923 de la part due au titre du capital 3,5 M€.

<u>Si la renégociation n'avait pas été effectuée :</u>

- **le résultat de l'exercice en section d'investissement aurait été porté à 62 858 865,51 €.**



- **le solde d'exécution de la section d'investissement aurait été de -122 382 287,78 €.**



3. Un résultat cumulé de 30,077 M€ quasi stable par rapport 2019.

Malgré les aléas financiers, la Collectivité maintient un résultat cumulé identique à celui enregistré en 2019.

La décomposition des résultats est la suivante :

Résultat cumulé	
Résultat exercice section de fonctionnement	60 415 309,44
Résultat reporté	29 228 711,57
Résultat de fonctionnement (a)	**89 644 021,01**
Résultat exercice section d'investissement	125 674 236,62
Résultat reporté	- 185 241 153,29
Solde d'exécution (b)	**-59 566 916,67**
Résultat Compte de gestion (a)+(b)	30 077 104,34
Solde Restes à réaliser (Recettes-Dépenses) (c)	-
Résultat cumulé compte administratif (a)+(b)+(c)	**30 077 104,34**

Ces résultats sont conformes à ceux du compte de gestion établi par le Payeur régional.

Lors du vote du budget supplémentaire, l'Assemblée de Corse sera amenée à se prononcer sur l'affectation du résultat de 2020, soit 89 644 021,01 €.

Il viendra couvrir prioritairement le besoin de financement de 59 566 916,67 €.

Le solde de 30 077 104,34 € pourra être affecté selon la décision de l'Assemblée en excédents de fonctionnement reportés ou en dotation complémentaire à la section d'investissement (compte 1068).

Comme évoqué supra, la décomposition des résultats avec neutralisation de la renégociation des emprunts toxiques effectuée en 2020, permet d'appréhender l'impact de cette dernière sur les résultats des différentes sections.

Résultat cumulé avec neutralisation de la renégociation des emprunts toxiques	
Résultat exercice section de fonctionnement	123 230 680,55
Résultat reporté	29 228 711,57
Résultat de fonctionnement (a)	**152 459 392,12**
Résultat exercice section d'investissement	62 858 865,51
Résultat reporté	- 185 241 153,29
Solde d'exécution (b)	**-122 382 287,78**
Résultat Compte de gestion (a)+(b)	30 077 104,34
Solde Restes à réaliser (Recettes-Dépenses) (c)	-
Résultat cumulé compte administratif (a)+(b)+(c)	**30 077 104,34**

Partie 2 : Situation financière de la Collectivité

Synthèse :

Affichant une capacité de désendettement de 6,2 années et un taux d'épargne brute de 13,25%, la Collectivité, impactée par les effets de la crise (environ 56 M€ de capacité d'épargne) et par les choix faits par l'Assemblée de Corse de déployer des mesures d'urgence pour aider et accompagnement les acteurs du territoire ainsi que les bénéficiaires sociaux, voit ses taux d'épargne se dégrader, tout en les maintenant en deçà des seuils d'alerte.

Après la maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement durant ses deux premières années d'existence, ce qui avait permis à la Collectivité de Corse de respecter en 2018 et 2019 la trajectoire de 1,2% imposée par l'Etat aux grandes collectivités par le biais des contrats de Cahors (2020 contrat supprimé par l'Etat), l'exercice 2020 affiche une augmentation de la section de fonctionnement de 4,26%.

La structure des dépenses de fonctionnement a évolué tout au long de l'année en intégrant des charges de fonctionnement supplémentaires supportées pour faire face à l'urgence sanitaire, économique et sociale (une évolution constatée notamment sur les postes charges à caractère général (+10,42%) venant financer les matériels sanitaires et les prestations induites par le Plan de continuité des activités, les dépenses d'ordre social (APA + 9,09% et RSA + 5,13%), les charges de gestion courantes (+2,04%) finançant les mesures d'urgence prévues au rapport Vince contra u Covid et le cout du transport des balles de déchets financé à titre exceptionnel par la Collectivité à hauteur de 2,9 M€).

L'évolution des dépenses de personnel, après retraitement de l'intégration au budget général des charges RH anciennement portées aux budgets annexes clôturés en décembre 2019) provient majoritairement de la politique sociale RH adoptée par l'Assemblée de Corse (harmonisation des RI).

Des dépenses relatives aux charges financières sont largement impactées par l'opération de neutralisation des emprunts structurés.

Les dépenses d'investissement enregistrent un repli (5,5%) essentiellement sur les dépenses sous maîtrise d'ouvrage, du fait de l'arrêt des chantiers pendant les périodes de confinement et des retards induits par la crise sanitaire, mais se maintiennent à près de 257 M€, et affichent une stabilité des subventions versées grâce notamment aux mesures de soutien délibérées par l'assemblée de Corse.

Un choc est constaté sur les recettes qui retrouvent en fonctionnement un niveau proche du réalisé 2018 avec une perte de 30 M€ enregistrée sur les recettes fiscales. Autres points marquants, la baisse de recettes induites par le transfert de compétence Formation professionnelle, l'avance remboursable au titre des DMTO à hauteur de 5,7 M€ et les écritures comptables liée à la neutralisation des emprunts structurés, corollaire des dépenses.

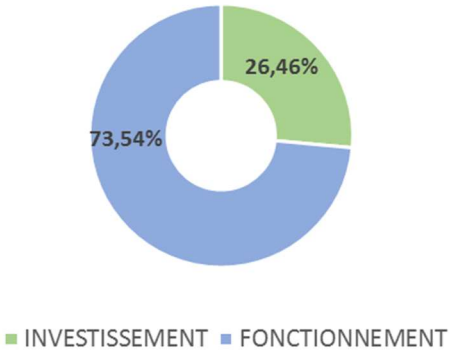
L'année 2020 a été fortement impactée par la crise tant en dépenses qu'en recettes. Un travail de réallocations de ressources a été opéré tout au long de l'année par les services de la Collectivité pour abonder les mesures d'urgence et de soutien délibérées par l'Assemblée de Corse (achat de matériels, aides économiques, aides sociales, soutien aux entreprises par le financement des dispositifs FSN, SALVEZZA et SUSTEGNU…).

Pour autant, la crise a induit une augmentation massive des publics à prendre en charge et fragilisé davantage encore les plus précaires. Face à cette situation, la Collectivité de Corse a renforcé l'ensemble des leviers en apportant des réponses, tant dans la prise en charge immédiate des publics que dans les propositions de plus long terme sur le plan social.

1. Les dépenses

Le compte administratif 2020 s'inscrit dans la continuité de la fusion des 3 ex-collectivités auquel vient se rajouter les impacts budgétaires des conséquences de la crise sanitaire engendrant à la fois des dépenses supplémentaires et des retards dans certains secteurs.

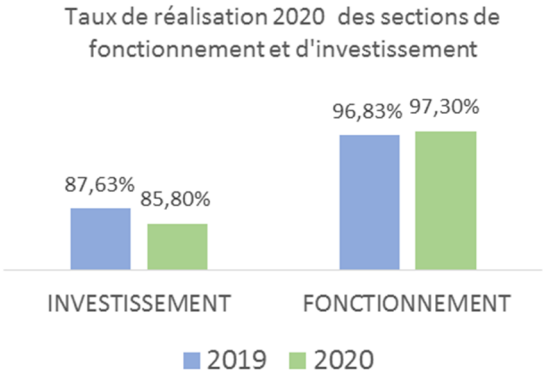
Malgré cette situation particulière et inédite les taux de réalisation en section de fonctionnement et en section d'investissement atteignent respectivement 97,30% et 85,80% et démontrent comme pour les précédents exercices une sincérité au niveau des crédits portés au budget. La structure des dépenses fonctionnement/investissement est stable par rapport à celle de 2019 affichant 73,54% en section de fonctionnement et 26,46% en section d'investissement.



Les dépenses réelles 2020 de la Collectivité de Corse s'élèvent ainsi à 1,248 Milliard d'euros, en hausse de 1,20% par rapport à 2019.

Elles se décomposent ainsi :

- 947,962 M€ en section de fonctionnement, soit +4,26% (PM 909,258 M€ en 2019)
- 300,788 M€ en section d'investissement, en baisse de 7,37% par rapport à 2019 (324,710 M€)



L'augmentation par rapport à 2019 des dépenses réelles de fonctionnement de 4,26% (38,703 M€) est en grande partie due aux conséquences de la crise sanitaire avec une hausse des dépenses sociales notamment l'APA (+9,09%), le RSA (+5,13%) et les charges à caractère général (+10,42%) avec l'achat des masques et kit de sécurité, les déploiements des systèmes d'information afin d'assurer la mise en place des plan de Continuités d'activités (PCA). On note également une augmentation des charges de personnel de l'ordre de 4,86% par rapport à 2019 :

1.1 Les dépenses réelles de fonctionnement

Chapitres Nature	Réalisations CA 2018 corrigées*	Réalisations CA 2019	Réalisations CA 2020	Evol n-1
011 - Charges à caractère général (hors 016 et 017)	66 202 139,85	67 458 782,18	74 486 241,06	10,42%
012 - Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	194 335 022,48	200 493 938,11	210 232 605,00	4,86%
014 - Atténuations de produits	12 898 102,60	16 457 092,21	12 111 129,92	-26,41%
016 - APA	58 961 520,71	58 698 588,55	64 034 282,52	9,09%
017 - RSA / Régularisations de RMI	44 300 468,27	43 727 648,12	45 968 946,80	5,13%
65 - Autres charges de gestion courante (hors 6586, 016 et 017)	469 919 231,63	485 884 842,86	495 786 458,88	2,04%
6586 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	597 625,10	691 243,19	782 310,71	13,17%
66 - Charges financières	23 280 502,78	22 554 583,36	34 694 760,37	53,83%
67 - Charges spécifiques (hors 016 et 017)	1 233 053,07	269 468,09	639 974,00	137,50%
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	**7 000 000,00**	**13 022 039,01**	**9 224 963,00**	**-29,16%**
Total dépenses réelles de fonctionnement	**878 727 666,49**	**909 258 225,68**	**947 961 672,26**	**4,26%**

**Réalisations CA 2018 corrigées : les maquettes comptables présentaient des différences dans la répartition des charges entre les chapitres natures 016 / 017 et les autres chapitres. Le nouvel SIGF a permis d'apporter les correctifs.*

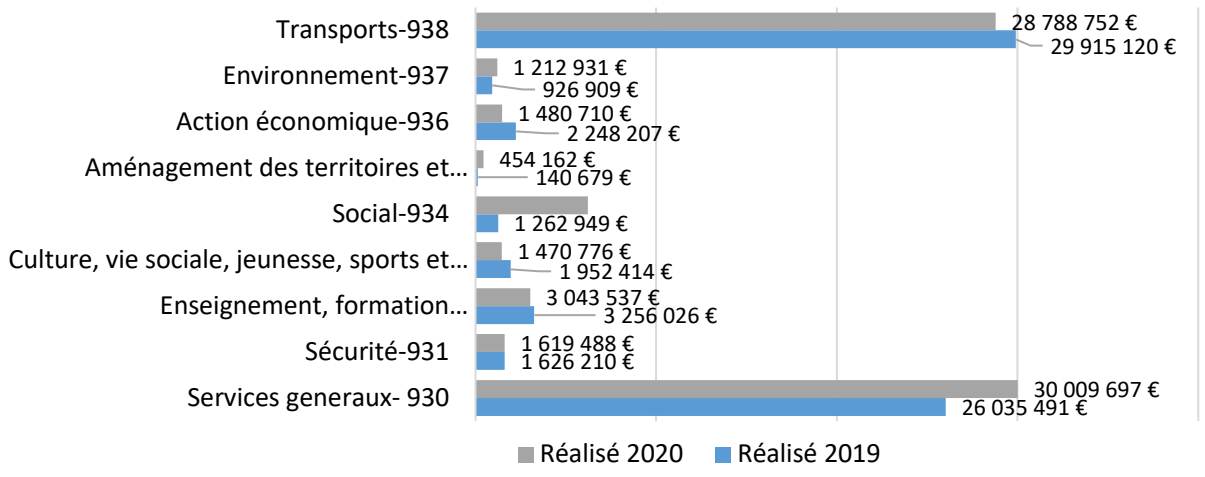
- Les **charges à caractère général** connaissent une évolution de 10,29 % pour s'établir à 74,299 M€.

La répartition de ces charges est la suivante :

Chapitres * par Fonction	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol % 2020/2019
Services generaux- 930	26 035 491,48	30 009 696,96	15,26%
Sécurité-931	1 626 210,18	1 619 488,31	-0,41%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage-932	3 256 026,17	3 043 537,25	-6,53%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs-933	1 952 414,39	1 470 775,92	-24,67%
Social-934	1 262 948,64	6 218 626,20	392,39%
Aménagement des territoires et habitat- 935	140 678,51	454 161,95	222,84%
Action économique-936	2 248 206,86	1 480 709,76	-34,14%
Environnement-937	926 908,57	1 212 930,94	30,86%
Transports-938	29 915 119,95	28 788 752,07	-3,77%
Total général	**67 364 004,75**	**74 298 679,36**	**10,29%**

* hors chapitre 943 "Opérations financières "

Evolution 2019-2020 des dépenses à caractère général par chapitre fonctionnel



Les conséquences de la crise sanitaire sur le chapitre 011 mettent en évidence :

Une forte augmentation des dépenses sur les services généraux (930) et le social (934).

Les dépenses réalisées en 2020 sur le chapitre 934 répresentent environ 5 fois les dépenses réalisées sur ce même chapitre en 2019. En effet, on constate un montant de dépenses de 6,219 M€ en 2020 alors qu'il était de 1,263 M€ en 2019. Cette forte augmentation est une des conséquences directes de la crise sanitaire car c'est sur ce chapitre qu'ont été réalisé l'ensemble des dépenses concernant l'achat des masques et des kit de sécurité covid. Cela représente une dépense supplémentaire de l'ordre de 5 M€.

Les dépenses réalisées en 2020 sur le chapitre 930 sont également en hausse de 15,3% par rapport à 2019. Tout comme pour le chapitre 934, cette augmentation des dépenses sur ce chapitre est dûe en grande majorité à la crise sanitaire. Les mesures mises en place par la CdC, notamment la mise en place du Plan de Continuité d'activité (PCA) mais aussi la mise en sécurité des locaux d'une part et la réduction de certaines activités d'autre part, ont conduit à des dépenses supplémentaires et également à la réduction de certains postes de dépenses.

Les principaux postes de dépenses en augmentation :

- + 4,018 M€ concernant les moyens généraux (frais de nettoyage des locaux, habillement et vêtements de travail, frais d'actes et contentieux, fournitures d'entretien, fournitures de petit équipements) ;
- + 2,55 M€ concernant les systèmes d'information (frais de télécommunication, contrats de prestations de services, locations immobilières).

Les principaux postes de dépenses en baisse :

- -0,621 M€ concernant les systèmes d'information (maintenance, fournitures équipements) ;
- -2,030 M€ concernant les moyens généraux (carburant, matériel roulant, fêtes et céremonies, frais d'affranchissement, combustibles, fournitures administratives, honaires et conseils, transport de biens, voyages et déplacements) ;
- -0,585 M€ concernant les ressources humaines (frais de colloques et séminaires, transports des personnes, annonces et insertions, contrats de prestations de service)

Une baisse dans la majorité des autres chapitres fonctionnement : les transports (938) et sur l'enseignement la formation professionnelle (932), la culture patrimoine et sport (933), l'action économique (936) :

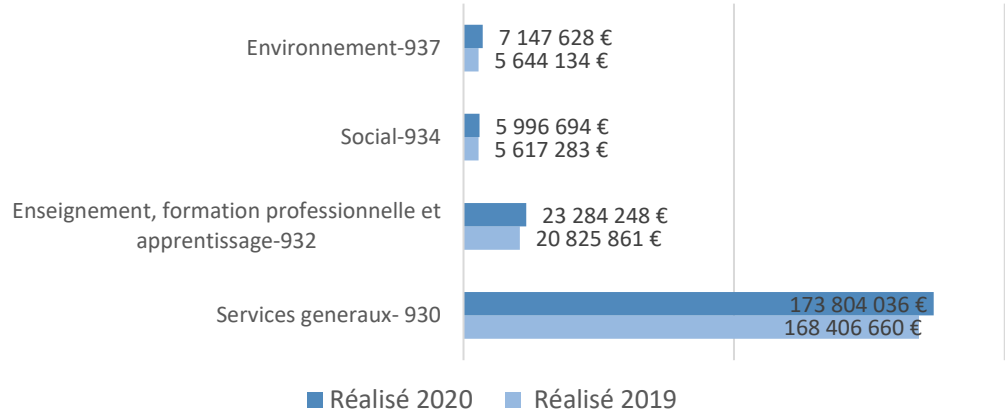
Les charges à caractère général, ne sont pas uniquement des frais généraux, afférents au fonctionnement des services de la collectivité, mais contribuent également au financement d'actions sectorielles.

- -1,126 M€ concernant les transports (938) : Cette baisse sur ce chapitre est également due à la crise sanitaire. Cela a eu un impact sur la majorité des secteurs d'intervention modifiant ainsi la structure de certaines dépenses (transport interurbains et scolaires, voirie départementale et régionale carburants, matériel roulant).
- -0,212 M€ concernant le chapitre 932 portant sur les marchés de formation professionnelle et sur l'enseignement primaire et secondaire.
- -0,481 M€ sur le chapitre 933 patrimoine culture et sport, – 0,150 M€ concernant la culture (achat de prestations de service, foires & expositions…), - 0,065 M€ concernant la jeunesse et le sport , -0,236 M€ pour le patrimoine et les musées.
- -0,767 M€ concernant l'action économique dont la baisse est portée exclusivement sur les dépenses concernant le bois et la forêt (-0,731M€).

➢ Les **charges de personnel** du 012 sont réalisées à hauteur de 210,233 M€ en 2020 contre 200,494 M€ en 2019, en hausse de +4,86 % soit une augmentation de 9,738 M€.

Chapitres par Fonction	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol % 2020/2019
Services generaux- 930	168 406 660,02	173 804 035,80	3,20%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage-932	20 825 861,06	23 284 247,77	11,80%
Social-934	5 617 283,20	5 996 693,73	6,75%
Environnement-937	5 644 133,83	7 147 627,70	26,64%
Total général	**200 493 938,11**	**210 232 605,00**	**4,86%**

Evolution 2019-2020 des dépenses de personnel du chapitre 012 (hors 16 & 17)



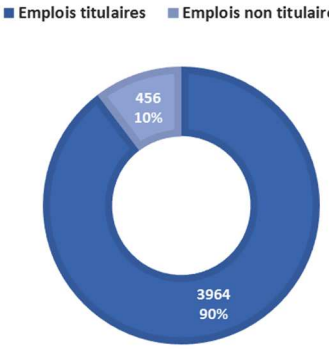
Conformément à la nomenclature comptable M57, les dépenses de personnel du chapitre 012 ne prennent pas en compte les dépenses de personnel imputées sur les chapitres 016 et 017 de l'APA et du RSA. En retraitant l'ensemble des dépenses de personnel sur l'ensemble des chapitres natures, ces dépenses connaissent une évolution de l'ordre de 5,04% soit une augmentation de 10,636 M€.

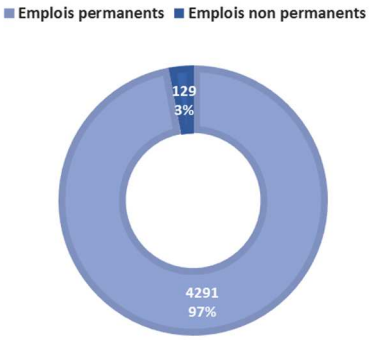
Chapitres par Fonction	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol % 2020/2019
Services generaux- 930	168 406 660,02	173 804 035,80	3,20%
Enseignement, formation professionnelle et	20 825 861,06	23 284 247,77	11,80%
Social-934	5 617 283,20	5 996 693,73	6,75%
APA-934-3	6 274 696,36	7 309 179,83	16,49%
RSA-934-4	4 160 902,59	4 023 635,12	-3,30%
Environnement-937	5 644 133,83	7 147 627,70	26,64%
Total général	**210 929 537,06**	**221 565 419,95**	**5,04%**

Analyse quantitative de l'état du personnel au 31/12/2020

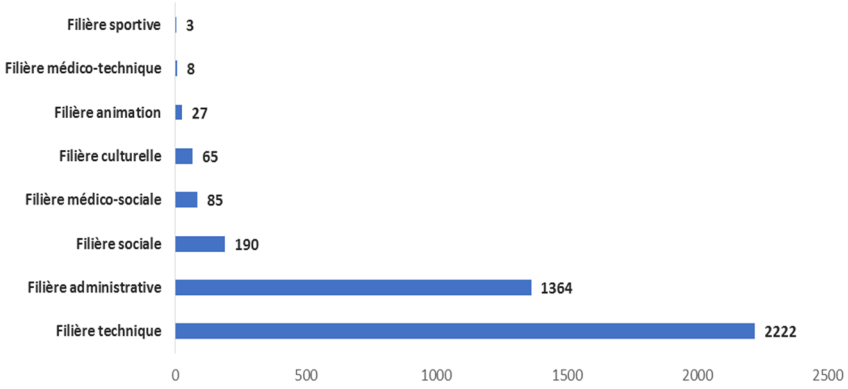
Au 31 décembre 2020, la Collectivité de Corse comptait 4 420 agents dont 3 964 titulaires et 456 agents non titulaires.

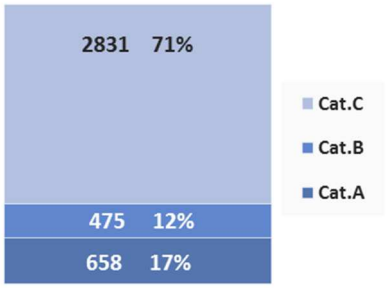
Il convient de préciser que 119 agents non titulaires ont été recrutés pour faire face à des remplacements de personnel en situation de maladie. Par ailleurs 208 non titulaires occupent un emploi permanent et 129 sont recrutés pour faire face à des besoins non permanents.



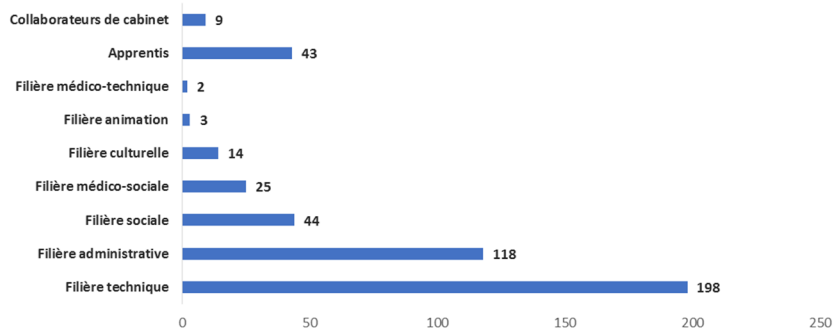


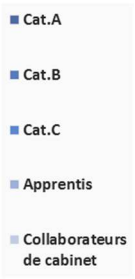
Effectif titulaire par filière et par catégorie :

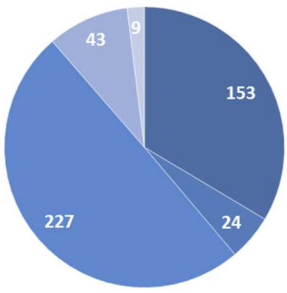




Effectif non titulaire par filière et par catégorie :







Le présent compte administratif fait état d'une évolution de la masse salariale entre 2019 et 2020.

Une tendance haussière de la masse salariale liée à la finalisation de la fusion

La présente analyse permettra de comprendre l'évolution de la masse salariale entre 2019 et 2020.
Il est ainsi nécessaire de rappeler que l'année 2020 devant être une année charnière pour la Collectivité de Corse, le budget primitif dédié faisait état d'une forte augmentation des dépenses prévisionnelles. En effet, l'activité intensive liée à la consolidation de la fusion de la collectivité s'est matérialisée budgétairement principalement cette année-là.

Au-delà du fort impact financier propre à la fusion, cette hausse de +8 850 000 € de la masse salariale entre 2019 et 2020 s'explique également par le maintien de l'activité de la collectivité à un haut niveau, malgré la crise sanitaire. En effet, la gestion des personnels, la mise en œuvre des politiques de recrutements pluriannuelles ou encore les opérations d'avancement et de promotion ont été assurées sans défaut.

Le déploiement de projets structurants et la poursuite des activités RH ont fortement impacté la masse salariale…

Ainsi, il est possible de constater en 2020 les évolutions financières suivantes :

a) L'année 2020 constitue l'année la plus impactée financièrement depuis la fusion-création de la collectivité par les politiques d'harmonisation des conditions d'emplois : + 6,010 M€ soit :
   - +5,700 M€ : Mise en œuvre des principales mesures d'harmonisation du régime indemnitaire ;
   - +140 000 € : Déploiement de la politique d'harmonisation des conditions d'emplois des assistants familiaux à compter du mois de septembre 2020 ;
   - +170 000 € : Augmentation du versement des participations « mutuelle santé/prévoyance ».

b) Malgré la crise sanitaire, la poursuite des activités RH dites classiques a impacté à la hausse l'évolution de la masse salariale : + 5 160 000 €
   - +4,350 M€ : dans la continuité des recrutements lancés en 2019, l'année 2020 a également permis de poursuivre des recrutements en matière de compétences rares, techniques et stratégiques. Cette enveloppe englobe notamment 650 000 € de renforts COVID ;
   - +700 000 € de crédits dévolus aux opérations d'avancement et de promotion ;
   - +2,300 M€ de GVT positif ;
   - +280 000 € de rémunération des jours de congés monétisés via le Compte Epargne Temps. Le surcoût est principalement dû à la réforme de la réglementation en matière de monétisation. En effet, celle-ci permet de monétiser 5 jours de plus par an. Par ailleurs, les premières épargnes supplémentaires générées par l'harmonisation du temps de travail ont également pu être rémunérées en 2020 ;
   - +130 000 € rupture conventionnelle et indemnité de licenciement ;
   - +580 000 € : Enfin, il est à noter qu'une régularisation de factures de 2019 pour la mise à disposition des Ouvriers des Parcs et Ateliers a été prise en charge en 2020.

Toutefois, un GVT négatif de 3,180 M€ a permis de ralentir l'évolution nette générée par les diverses mesures de gestion liées notamment aux CAP, GVT positif et recrutements. En effet, des crédits ont pu être libérés grâce aux 130 départs d'agents de la Collectivité. Ce GVT négatif est également augmenté des départs temporaires de la Collectivité, libérant près de 250 000 € de crédits.

***Postes de dépenses présentant une hausse en 2020 : +11 170 000 €**

<u>… cependant, cette évolution a été retenue de façon conjoncturelle par la crise sanitaire et des ajustements techniques permettant un suivi plus juste de la masse salariale.</u>

a) Le ralentissement de l'activité RH lié à la crise COVID :
   - La crise sanitaire a généré une baisse du recours au dispositif d'action sociale d'environ (-) 180 000 € ;
   - Enfin, il est à noter une baisse de (-) 445 000 € des heures supplémentaires et des astreintes.

b) Des mises à jour notables en matière budgétaire et comptable permettant d'optimiser le suivi budgétaire de la masse salariale :
   - Dans un premier temps, il est à noter que l'année 2020 a permis d'harmoniser les pratiques financières et comptables avec le déploiement du Système d'Information de Gestion Financière unique. Ainsi, jusqu'alors (-) 125 000 € de conventionnement avec les Services de Santé au Travail étaient imputés indument sur le compte 6475 « médecine du travail et pharmacie ». Toutefois ces crédits sont dûment payés sur l'imputation budgétaire 6228 « service extérieur divers » en 2020. Cela génère une baisse du chapitre nature 012 qui est analysée présentement et une hausse du même montant du chapitre nature 011.
   - Par ailleurs, une baisse de consommation de (-) 1 570 000 € des crédits dédiés à l'action sociale est également à constater. Cette diminution de la consommation s'explique principalement par le paiement de trois commandes rattachées à l'année 2018 et imputées en 2019 (ANCV, titres repas et CADOCH) car n'ayant pu être imputées sur l'année 2018 pour des raisons techniques. Ainsi, les opérations précitées doivent être considérées dans l'analyse des évolutions du chapitre nature 012.

***Postes de dépenses présentant une inflexion à la baisse en 2020 : - 2 320 000 €**

En synthèse, il est à constater une évolution de la masse salariale de + 8 850 000 € entre 2019 et 2020.

Comme explicité ci-avant, cette hausse s'explique principalement par le déploiement de projets RH structurants ainsi que par la poursuite des activités RH dites classiques et ce malgré la crise sanitaire.

Toutefois, il est important de préciser que le budget prévisionnel voté pour l'année 2020 n'a pu être consommé dans sa totalité de par le ralentissement tout de même induit par la crise COVID. En effet, les crédits consommés au cours de l'année 2020, s'établissent à un montant total de 224 489 070 € pour un budget voté initialement s'élevait à 227 925 080 €.
Il est ainsi possible de constater un résultat net de crédits votés et non consommés de 3 436 010 €. Cette sous-consommation a produit un effet de rebond sur les prévisions budgétaires inscrites au budget primitif 2021. La sous consommation 2020 est reporté sur les crédits prévus au titre du BP 2021 qui s'ajoutent ainsi au-delà de l'activité RH classique.

- **Les allocations APA (016) et RSA (017) :**

La crise économique engendrée par la situation sanitaire, provoque des impacts majeurs en Corse, avec une augmentation de la précarité. Les publics touchés sont divers, les jeunes, les personnes âgées et dépendantes, les petites retraites, les personnes handicapées.

Face à cette situation, la Collectivité de Corse affirme son rôle de chef de file de l'action sociale sur la région.
Les chapitres 016 et 017 cumulent une partie des crédits dédiés à la mise en œuvre de la politique d'action sociale. Ces charges, avec un montant cumulé de 110,003 M€, représentent 12,34 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement. Elles augmentent de 7,4 % par rapport au CA 2019, soit + 7,577 M€.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (016 APA) est attribuée sous conditions de ressources et de résidence aux personnes âgées de plus de 60 ans en perte d'autonomie. Elle permet le maintien à domicile et la prise en charge du forfait dépendance en EHPAD et en unité de long séjour.

Au niveau de la Corse, compte tenu du vieillissement de la population, la tendance est à l'augmentation du nombre de bénéficiaires. Par ailleurs, chaque année les tarifs des établissements sont revalorisés afin d'intégrer l'évolution des charges liées au GVT et à l'inflation.

En 2020, les montants consacrés à l'APA augmentent de 4,21 % par rapport au CA 2019. Cette charge représente 7,18 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement.

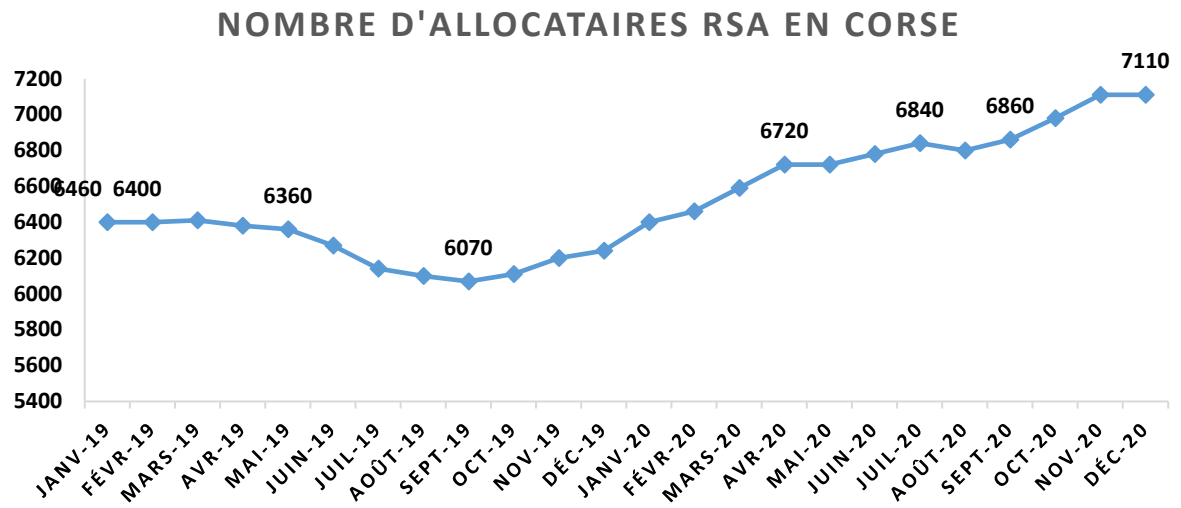
	2018	2019	2020	2020/19	Evol 20/18
016 - APA	**58 961 520,71**	**58 698 588,55**	**64 034 282,52**	**5 335 693,97**	**4,21%**
Variation annuelle		***-0,45%***	***9,09%***		
dont charges à caractères générales	566 194,82	342 979,74	300 303,26	- 42 676,48	-27,17%
Variation annuelle		***-39,42%***	***-12,44%***		
dont charges de personnel	6 509 332,48	6 274 696,36	7 309 179,83	1 034 483,47	5,97%
Variation annuelle		***-3,60%***	***16,49%***		
dont 651141 APA à domicile versée au service d'aide à domicile	30 876 322,87	30 917 360,36	34 170 291,75	3 252 931,39	5,20%
Variation annuelle		***0,13%***	***10,52%***		
dont 651142 APA à domicile versée aux bénéficiaires	11 144 342,85	11 259 504,73	11 939 114,14	679 609,41	3,50%
Variation annuelle		***1,03%***	***6,04%***		
dont 651143 APA versée aux bénéficiaires en établissement	63 412,13	62 917,72	59 202,12	- 3 715,60	-3,38%
Variation annuelle		***-0,78%***	***-5,91%***		
dont 651144 APA versée aux établissements	9 797 550,50	9 826 116,18	10 256 191,42	430 075,24	2,31%
Variation annuelle		***0,29%***	***4,38%***		
dont charges spécifiques	4 365,06	15 013,46	0,00	- 15 013,46	-100,00%
Variation annuelle		***243,95%***	***-100,00%***		

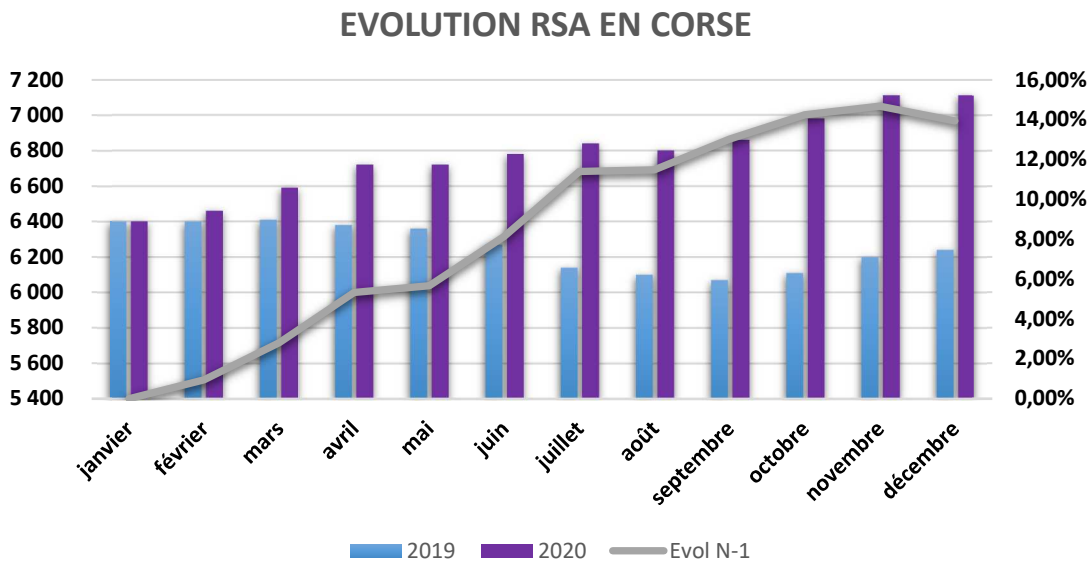
➢ **Le Revenu de Solidarité Active (017 RSA)** assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu, variable selon la composition du foyer, mais également un accompagnement social et ou professionnel afin de permettre leur réinsertion. Le nombre de bénéficiaires varie en fonction de l'activité économique, celle-ci demeure liée à la saisonnalité, et à l'emploi dont le principal indicateur est le taux de chômage.

Aussi, la poursuite des actions de lutte contre la précarité en ces temps troublés a permis un accompagnement des personnes précaires.

Le dynamisme de l'allocation rSa (Revenu de Solidarité Active) lié aux suites de la crise COVID-19 et à la réforme de l'assurance chômage est bien marqué au niveau du CA 2020. En effet, les montants alloués au RSA augmentent, avec + 1,87 % par rapport au CA 2019, dont + 2,929 M€ complémentaires pour le versement des allocations forfaitaires. Cette charge représente 5,16 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement.

Pour information, voici les chiffres relatifs aux bénéficiaires du rSa en Corse :



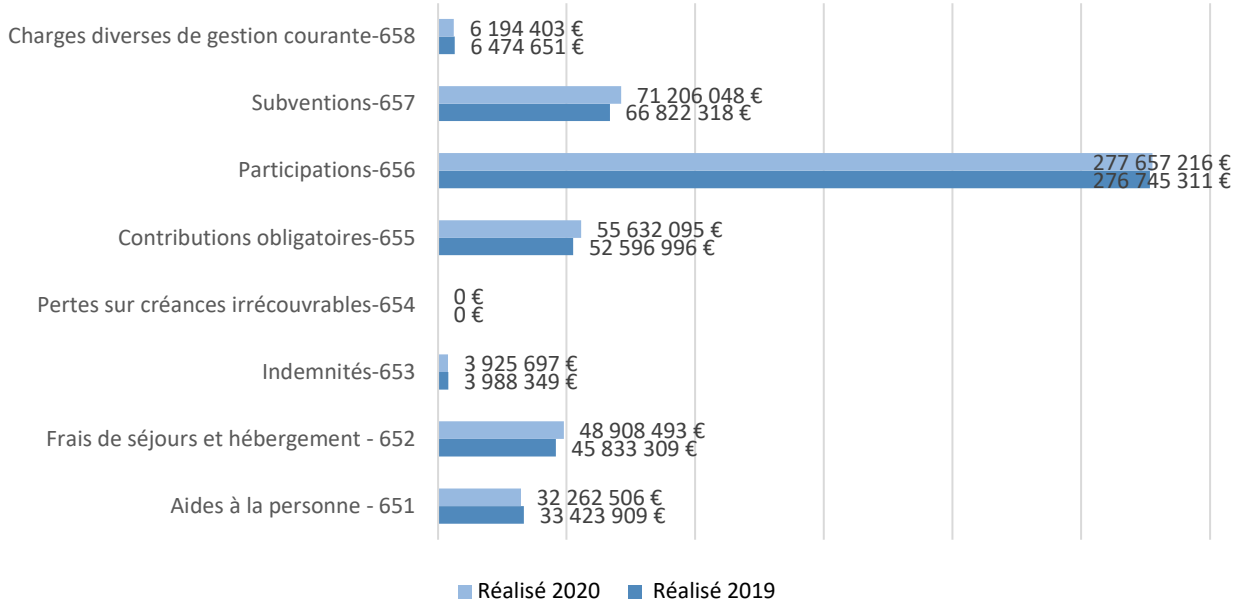


	2018	2019	2020	2020/19	Evol 20/18
017- RSA / Régularisations de RMI	**44 300 468,27**	**43 727 648,12**	**45 968 946,80**	**2 241 298,68**	**1,87%**
Variation annuelle		***-1,29%***	***5,13%***		
dont charges à caractères générales	284 851,02	303 601,48	188 607,68	- 114 993,80	-18,63%
Variation annuelle		***6,58%***	***-37,88%***		
dont charges de personnel	3 866 580,07	4 160 902,59	4 023 635,12	- 137 267,47	2,01%
Variation annuelle		***7,61%***	***-3,30%***		
dont autres charges de gestion courante	3 486 961,56	2 853 131,41	2 526 596,10	- 326 535,31	-14,88%
Variation annuelle		***-18,18%***	***-11,44%***		
dont 65171 RSA versement allocations forfaitaires	32 564 967,95	32 204 557,03	35 133 742,53	2 929 185,50	3,87%
Variation annuelle		***-1,11%***	***9,10%***		
dont 65172 RSA - Versements pour allocations forfaitaires majorées	4 086 367,65	4 205 006,72	4 090 576,43	- 114 430,29	0,05%
Variation annuelle		***2,90%***	***-2,72%***		
dont charges spécifiques	10 740,02	448,89	5 788,94	5 340,05	-26,58%
Variation annuelle		***-95,82%***	***1189,61%***		

➢ Les **charges de gestion courante** sont en augmentation de 2,04% par rapport à 2019 pour s'établir à 495,786 M€. Ce poste est largement impacté par l'année atypique et les mesures de soutien et d'urgence décidées par l'Assemblée de Corse pour faire face à la crise sanitaire et sociale (Rapport Vince contra u Covid).

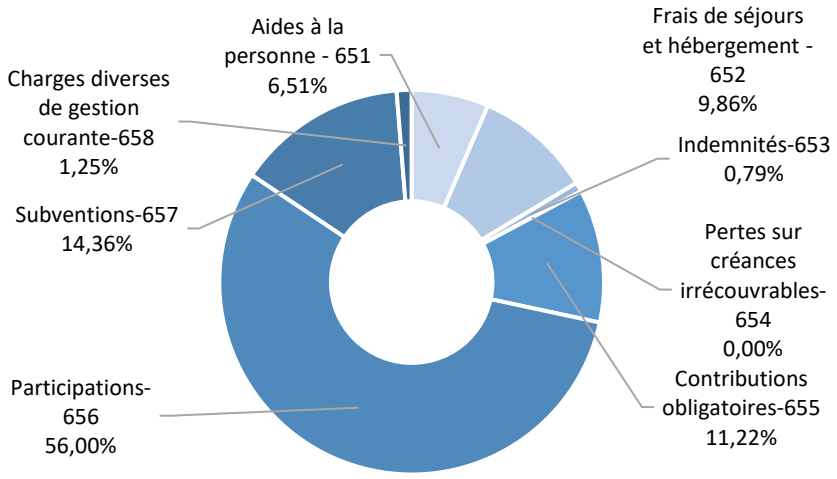
Comptes	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol % 2020/2019
Aides à la personne - 651	33 423 908,86	32 262 506,26	-3,5%
Frais de séjours et hébergement - 652	45 833 308,80	48 908 493,11	6,7%
Indemnités-653	3 988 349,00	3 925 697,34	-1,6%
Pertes sur créances irrécouvrables-654	0,00	0,00	0,0%
Contributions obligatoires-655	52 596 995,99	55 632 094,59	5,8%
Participations-656	276 745 311,07	277 657 216,20	0,3%
Subventions-657	66 822 318,13	71 206 048,14	6,6%
Charges diverses de gestion courante-658	6 474 651,01	6 194 403,24	-4,3%
Total	**485 884 842,86**	**495 786 458,88**	**2,0%**

Evolution 2019-2020 des charges de gestion courante 65



En 2020, la structure des dépenses de gestion courante s'établit ainsi :

Répartition des charges de gestion courante



Les participations de la Collectivité, qui représentent la part prépondérante des autres charges de gestion courante (56 %), s'établissent à 277,657 M€, soit une augmentation de 0,3% par rapport à 2019 (276,745 M€). Elles comprennent notamment la Dotation de Continuité Territoriale (DCT) de 187 M€ et les dotations aux agences et offices.

Les autres participations les plus significatives concernent le Conservatoire de Danse et de Musique (2,270 M€), le syndicat d'abattage (3,280 M€), la SAEML des Chemins de fer de la Corse (23,807 M€).

Le second poste de dépenses est composé par les subventions. Elles s'établissent à 71,206 M€ soit une hausse de 6,6% par rapport à 2019 (66,822 M€).

La répartition des subventions est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Chapitres par Fonction	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol % 2020/2019
Services generaux- 930	1 813 783,00	758 748,00	-58,2%
Fonds Européens -930-5	98 732,60	38 457,13	-61,0%
Sécurité-931	-	217 705,77	0,0%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage-932	44 644 356,42	39 370 667,32	-11,8%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs-933	14 259 004,67	17 022 051,43	19,4%
Social-934	1 891 409,76	3 340 396,74	76,6%
Aménagement des territoires et habitat- 935	3 519 400,82	6 723 052,10	91,0%
Action économique-936	17 137,46	-	-100,0%
Environnement-937	239 052,23	3 513 601,29	1369,8%
Transports-938	339 441,17	221 368,36	-34,8%
Total général	**66 822 318,13**	**71 206 048,14**	**6,56%**

Les évolutions par rapport à 2019 (+ 4,383 M€) concernent principalement les chapitres 933, 934, 935 et 937 avec également des baisses dans certains secteurs notamment le chapitre 932.

- Les subventions :
  - Environnement-937 : Comparé à l'exercice précédent, ce chapitre affiche une augmentation de l'ordre de 3,3 M€ qui est en majeure partie (2,9 M€) imputée sur la contribution de la CdC sur le dossier de la prise en charge du transport des Déchets sur le continent, dépense exceptionnelle financée au titre de cette politique.
  - Aménagement des territoires et habitat- 935 (+ 3,203 M€): l'augmentation des dépenses sur ce chapitre concerne à la fois la mise en œuvre du dispositif vince covid adopté par l'Assemblée de Corse (dépenses relatives aux profit du SMAC pour le dispositif de prise en charge des frais d'abattage et de transport des carcasses (+ 0,793 M€), aide directes aux entreprises - fonds Montagne et Salvezza, langue Corse (+ 0,650 M€), aides aux communes et groupements (+1,703 M€).
  - Social-934 : (+ 1,449 M€) : une augmentation des subventions aux autres personnes de droit privé (associations) du secteur de l'économie social et solidaire.
  - Culture, vie sociale, jeunesse, sports-933 (+ 2,763 M€) : cette augmentation concerne à la fois les dispositifs d'aides au profit des entreprises et associations du milieu sportif, culturel et de la jeunesse.

- Les contributions obligatoires, dont la part représente près de 11,22 % des autres charges de gestion courante, sont en hausse de 5,8% soit 3,035 M€ pour s'établir à 55,632 M€ (PM 2019 : 52,597 M€). L'augmentation sur les contributions obligatoires concerne principalement les dotations aux SDIS + 2,865 M€ (46,648 M€) et celles aux collèges et lycées + 0,521 M€ (7,404 M€).

- Les aides à la personne (32,262 M€) diminuent de 3,5% (33,629 M€ en 2019). Cette baisse globale se caractérise à la fois par les évolutions suivantes : prestations de compensation du handicap - moins de 20 ans +1,3 M€, les bourses de l'enseignement supérieur + 0,3 M€, secours et urgence + 0,3 M€. La baisse de ce poste de dépenses provient essentiellement des prestations liées à la formation professionnelle en retrait de – 2 M€ (formations non dispensées pendant les périodes de confinement en 2020).

- Les frais de séjours/hébergements (48,908 M€) augmentent quant eux de 6,7 %, soit une hausse en volume de 3 M€. Il s'agit de dépenses principalement à caractère social. Par rapport à l'exercice précèdent, les principales évolutions portent sur la prévention spécialisée (+1,230 M€), les frais de séjour en établissements et services pour adultes handicapés (+1,2 M€) ainsi que les frais de séjour en établissements pour personnes âgées (+ 0,85 M€).

- Les indemnités, frais de mission et de formation des élus ainsi que les indemnités et frais des membres du CESC s'élèvent à 3,925 M€, relativement stable (1,6%), par rapport à 2019 (3,988 M€ en 2019).

- Les charges de gestion courante diminuent de 4,3% pour s'établir 6,194 M€ (PM 2019 6,475 M€). Il s'agit principalement de la prise en charge des subventions d'équilibre des budgets annexes.

➢ Les **charges financières inscrites au chapitre 66,** nécessairement impactées par la neutralisation des emprunts à risque s'établissent à 34,695 M€.

Les charges financières (chapitre 66) ont été réalisées à hauteur de 34,694 M€ pour l'exercice 2020. Elles sont en augmentation de 53,83% par rapport à 2019. Ceci s'explique par le fait que depuis 2018, et conformément aux instructions comptables, la Collectivité de Corse consigne les fonds relatifs aux emprunts concernés en section d'investissement en émettant des mandats au compte 275 pour la totalité des avis d'échéance concernés, sans distinction entre capital et intérêts.

Le reversement des fonds consignés à la SFIL, prévu au protocole transactionnel adopté par l'Assemblée de Corse en novembre 2020, a donc impliqué de solder comptablement l'intégralité des fonds consignés engendrant ainsi une dépense de fonctionnement de 14,065 M€ relative aux intérêts sur la période 2018-2020.

	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol %2020/2019
66111 – Intérêts réglés à échéance	21 706 955,38	35 748 318,89	64,69%
66112 – Intérêts courus non échus	66 006,12	-1 898 620,24	-2976,43%
6688 – autres charges financières	781 621,86	845 061,72	8,12%
Total chapitre 66	**22 554 583,36**	**34 694 760,37**	**53,83%**

Afin de pouvoir disposer d'une comparaison depuis 2018, le retraitement des dépenses sur le chapitre 66 en neutralisant les écritures liées aux emprunts structurés et notamment la régularisation comptable des fonds consignés portant ainsi un montant des intérêts à hauteur de 21,678 M€ soit une baisse de 0,13% par rapport à 2019.

	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol %2020/2019
66111 – Intérêts réglés à échéance	22 601 462,07	21 706 955,38	21 678 318,89	-0,13%
66112 – Intérêts courus non échus	-130 235,51	66 006,12	-1 898 620,24	-2976,43%
6688 – autres charges financières	809 276,22	781 621,86	845 061,72	8,12%
Total chapitre 66	**23 280 502,78**	**22 554 583,36**	**20 624 760,37**	**-8,56%**

**Charges financières 2020 en neutralisant les écritures relatives à la régularisation comptable des fonds consignés depuis 2018 sur le compte 66111 à hauteur de 14,065 M€.*

1.2 Les dépenses réelles d'investissement

Chapitre Nature	Réalisations 2018	Réalisations 2019 *	Réalisations 2020	Evol n-1
13 - Subventions d'investissement	3 464 894,77	697 707,92	548 279,30	-21,42%
16 - Emprunts et dettes assimilées	32 834 876,18	45 118 968,12	37 588 335,30	-16,69%
20 - Immobilisations incorporelles	7 718 866,45	8 923 398,80	15 418 919,11	72,79%
204 - Subventions d'équipement versées	119 586 072,74	127 052 558,21	127 467 417,61	0,33%
21 - Immobilisations corporelles	13 572 947,84	18 890 467,66	21 301 619,30	12,76%
23 - Immobilisations en cours	115 813 363,72	112 558 238,41	85 268 092,03	-24,25%
26- Participations & créances rattachées à des participations	0,00	0,00	1 450 000,00	0,00%
27 - Autres immobilisations financières	15 054 801,06	11 468 626,31	11 745 090,02	2,41%
45 - Opérations pour compte de tiers	36 381,92	0,00	92,45	0,00%
Total dépenses réelles de fonctionnement	**308 082 204,68**	**324 709 965,43**	**300 787 845,12**	**-7,37%**

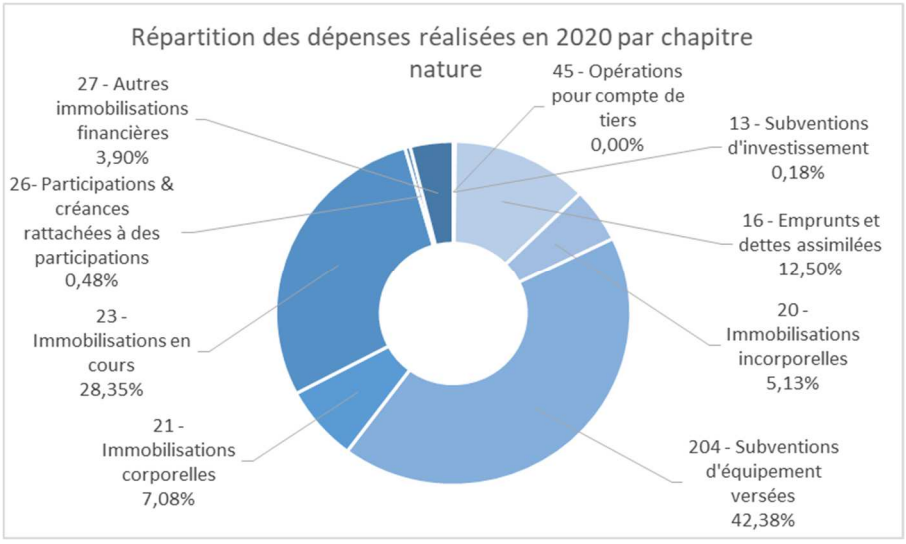
**Pour rappel les dépenses réelles d'investissement 2019 étaient composées d'opérations de régularisation de comptes liées à la gestion des fonds européens, effectuées sur le chapitre par nature « 16 - Emprunts et dettes assimilées » pour un montant de 11,9 M€. La neutralisation de ce montant ramenant ainsi les dépenses réelles d'investissement 2019 à 312,77 M€.*

En prenant en compte cette neutralisation du compte 16, l'évolution 2020/2019 des dépenses réelles d'investissement s'établit ainsi sur une baisse de -3,83% soit un montant 2020 en retrait de 12 M€ par rapport à 2019.

Hors emprunt, les dépenses d'investissement 2020 représentent 256,877 M€ de dépenses réelles (PM : 271 M€ en 2019) avec la neutralisation de la régularisation sur le compte 16), elles sont en baisse de 5,5%.

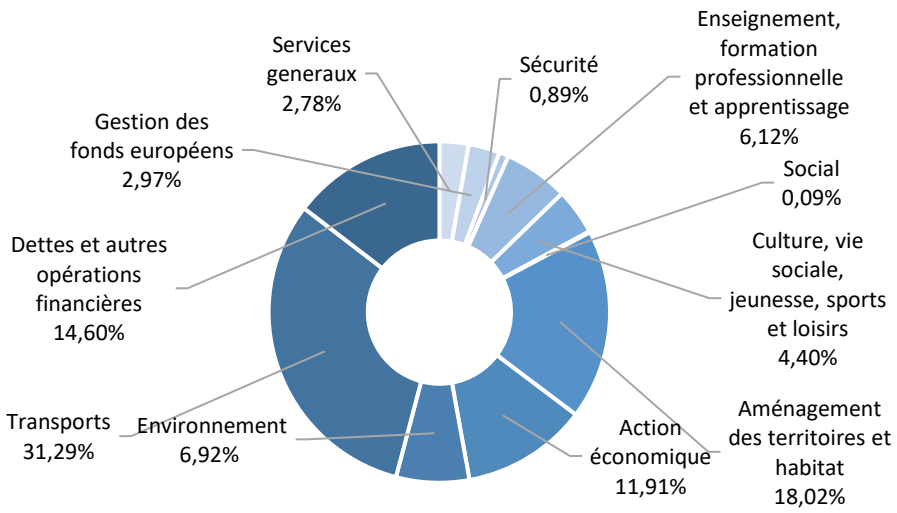
Sur la période 2018-2020, la CdC a effectué en moyenne environ 270 M€ de dépenses réelles d'investissement. Ce montant correspond sensiblement à la moyenne des crédits cumulés des trois ex-collectivités en dépenses d'investissement en neutralisant les transferts de crédits inter collectivités (financement par l'ex-ctc des dépenses sous maîtrise d'ouvrage des ex départements) évalué n moyenne à 8,4 M€/an sur la période 2013-2017.

Les dépenses réelles d'investissement 2020 par nature sont réparties comme ci-dessous :



Les dépenses réelles d'investissement 2020 par chapitre fonction sont réparties de la manière suivante :

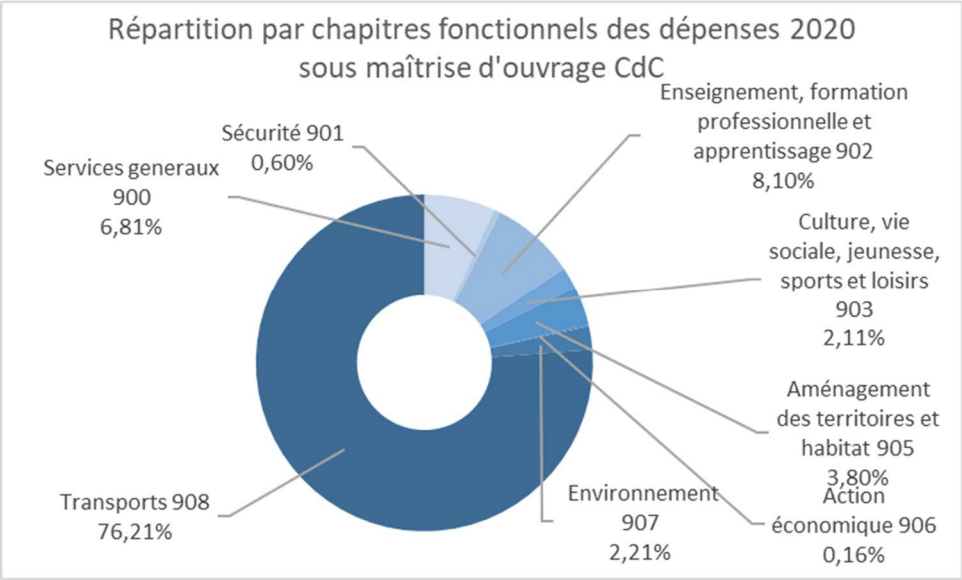
Répartition par chapitre fonctionnel des dépenses d'investissement réalisées en 2020



➢ Les **dépenses sous maîtrise d'ouvrage (Chapitres 20-21-23) sont en baisses du fait de l'arrêt des travaux.** Elles représentent un volume de dépenses de 121,989 M€ soit 40,5% des dépenses totales. Largement impactées par la période de confinement, elles sont en retrait de l'ordre de 20 M€ par rapport à 2019 (140,372 M€), soit une baisse de 13,10%.

Ces dépenses se répartissent ainsi par chapitre fonctionnel :

Chapitres fonctionnels	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evo 2020/2019 %
Services generaux 900	7 536 736,54	8 301 707,52	10,15%
Sécurité 901	2 964 924,68	735 705,03	-75,19%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 902	13 045 601,76	9 882 260,51	-24,25%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 903	2 641 509,37	2 577 102,77	-2,44%
Aménagement des territoires et habitat 905	4 803 164,23	4 633 817,37	-3,53%
Action économique 906	135 632,93	191 821,65	41,43%
Environnement 907	3 340 183,16	2 699 876,29	-19,17%
Transports 908	105 904 352,20	92 966 339,30	-12,22%
Total général	**140 372 104,87**	**121 988 630,44**	**-13,10%**



La compétence « Transports » représente 76,21% des dépenses réelles d'investissement sous maîtrise d'ouvrage avec un montant de 92,966 M€. Par rapport à 2019 (105,9 M€), cette compétence présente un montant de dépenses en retrait de 12,22% soit environ 13 M€ en moins.

Ces dépenses concernent essentiellement les voiries départementales et régionales, les infrastructures portuaires, aéroportuaires et ferroviaires. La baisse constatée par rapport à l'exercice précédent est directement liée à la crise sanitaire qui a engendré l'arrêt d'un certain nombre de chantiers notamment pendant la période du premier confinement.

Les dépenses sous maîtrise d'ouvrage en matière d'enseignement, formation professionnelle et apprentissage constituent le deuxième poste de dépenses avec 8,1% pour un montant total de 9,88 M€. Tout comme pour le secteur des transports, la baisse de réalisation par rapport à 2019 (-24,25%) résulte de l'arrêt des chantiers pendant les périodes de confinement.

Pour le chapitre « Services généraux », le montant des investissements s'élèvent à 8,3 M€. En augmentation de l'ordre 10% par rapport à 2019 (7,537 M€), les principales dépenses impactées par la crise sanitaire sont relatives aux frais d'étude, à l'acquisition de matériels informatique et de concessions dans le domaine de l'informatique.

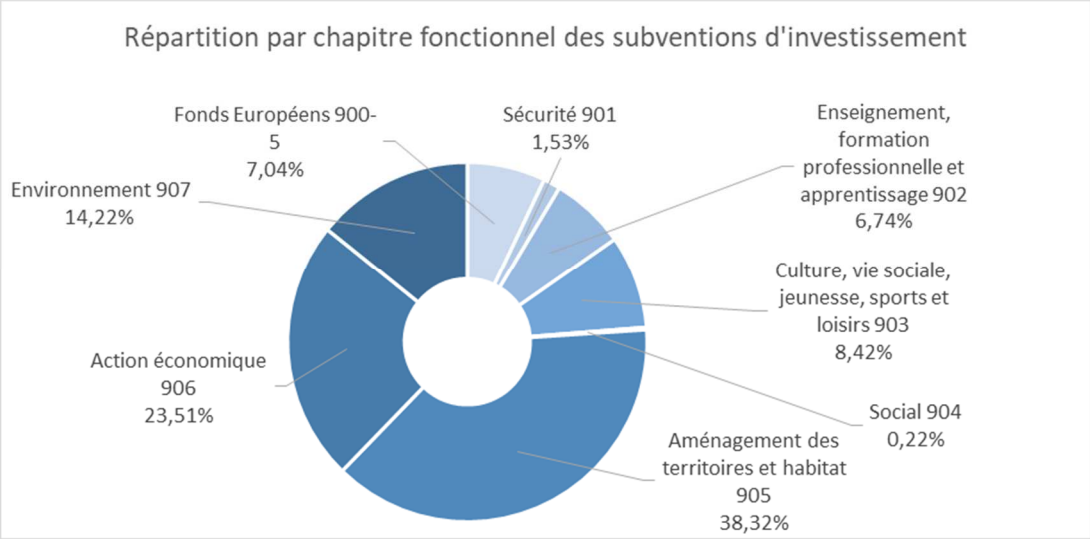
Concernant le chapitre « aménagement des territoires, les dépenses de l'ordre 4,6 M€ sont quasi stables par rapport à 2019 (4,8 M€). Il s'agit principalement des opérations consacrées aux réseaux de haut et de très haut débit, et de l'inclusion numérique des territoires.

Les dépenses sous maîtrise d'ouvrage dans le secteur de l'environnement s'établissent à 2,6 M€. En baisse par rapport à 2019 de l'ordre de 19%, la crise sanitaire a également eu des impacts sur le retard des travaux sur les chantiers de travaux hydrauliques structurants conduits par l'OEHC ainsi que les investissements dédiés aux Espaces Naturels Sensibles et à la protection des milieux aquatiques, visant à préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels.

- **Les subventions d'équipements** versées aux tiers s'élèvent à 127,467 M€ en légère hausse de 0,33% par rapport à 2019 (127,053 M€). Ces subventions contribuent à accroître l'investissement structurant du territoire, et sont complétées par des dispositifs d'ingénierie financière (avances remboursables, prêts garantis, etc.).

La ventilation par chapitre fonctionnel des subventions d'investissement s'établit ainsi :

Chapitres fonctionnels	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evo 2020/2019 %
Fonds Européens 900-5	7 194 376,02	8 924 797,19	24,05%
Sécurité 901	4 695 063,07	1 942 776,00	-58,62%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 902	7 252 771,22	8 540 909,16	17,76%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 9	11 303 747,51	10 669 025,61	-5,62%
Social 904	691 257,62	280 866,26	-59,37%
Aménagement des territoires et habitat 905	47 298 050,23	48 571 101,20	2,69%
Action économique 906	28 908 190,99	29 794 656,55	3,07%
Environnement 907	19 464 871,14	18 026 045,26	-7,39%
Transports 908	244 230,41	717 240,38	193,67%
Total général	**127 052 558,21**	**127 467 417,61**	**0,33%**



L'aménagement du territoire (905) représente le premier poste de dépense avec 38,32% des subventions d'équipements réalisées pour un montant total de 48,57 M€. En augmentation de l'ordre de 2,7% par rapport à 2019 (47,298 M€), elles concernent notamment les subventions versées aux communes et intercommunalités pour l'exercice de leurs compétences (Cf. voirie, éclairage public, bâtiments administratifs, réseaux divers) pour un montant de 35,770 M€, le développement rural pour 2,416 M€, l'habitat logement et foncier pour 7,6 M€, le Réseau Haut débit pour 2,4 M€.

La politique de l'action économique, qui est en quasi-totalité assurée par l'Office de Développement Agricole et Rural de la Corse, l'Agence du Tourisme de la Corse et l'Agence de Développement Economique de la Corse, représente un montant 29,794 M€ (dont 17,33 M€ au titre du secteur agricole et 12,5 M€ au titre de l'action économique et touristique). Au-delà des dispositifs d'aide classique, ces dépenses comprennent également les crédits mobilisés par la CdC pour faire face à la crise sanitaire au travers du fonds de solidarité national -FSN (2,05 M€) et le fonds Sustegnu (1,5 M€).

Les subventions d'équipements dans le domaine de l'environnement représentent 14,22% pour un montant de 18 M€. Elles portent sur la politique de l'eau (assainissement et soutien aux communes et intercommunalité, politique menée par l'OEHC), le développement durable du territoire et à la transition énergétique et écologique menée par l'AUE et l'OEC.

Le secteur de la culture du patrimoine et des sports représente 8,42% des dépenses pour 10,67 M€.

Enfin, les subventions d'équipement participent à l'épanouissement des citoyens et à l'aménagement du territoire en structurant l'offre culturelle et sportive, et en mettant en valeur le patrimoine avec un montant de 11,304 M€. Elles permettent d'offrir de meilleures conditions d'études (0,618 M€ pour les collèges et lycées et 6,152 M€ pour la recherche et la vie étudiante) et de formation professionnelle (0,204 M€ aux organismes de formation).

Les Fonds Européens concernent 7% des dépenses avec 8,9 M€. En augmentation de l'ordre de 24%, ils constituent le cofinancement des projets avec des crédits du FEDER.

- Les **immobilisations financières** s'élèvent à 11,745 M€ en 2020, soit une hausse de 2,41 % par rapport à l'exercice précédent.

Elles se décomposent ainsi :

- 6,322 M€ concernant la consignation des intérêts et du capital des emprunts dits « toxiques » détenus par la Collectivité réalisée en juin 2020 avant la signature du protocole transactionnel avec SFIL adopté en novembre 2020.
- 5,375 M€ concernant les dispositifs d'avance remboursable versé par l'ADEC et l'ATC au profit des TPE/PME.

- Les **emprunts et dettes assimilés** s'élèvent à 37,588 M€ en 2020, soit une baisse de 16,69% par rapport à l'exercice précédent, et sont composés exclusivement du remboursement du capital de la dette. Néanmoins comme évoqué ci avant, après neutralisation d'une partie des montants du compte 16 réalisé 2019 pour un montant de 11,9 M€, l'évolution 2020/2019 est ainsi ramenée à une augmentation de 13,29% par rapport à 2019. Cette augmentation est due essentiellement aux écritures comptables adoptées par Décision Modificative n°3 liées à la neutralisation des emprunts structurés et notamment la régularisation comptable des fonds consignés depuis 2018 portant ainsi un montant de dépenses d'investissement de 3,5 M€.

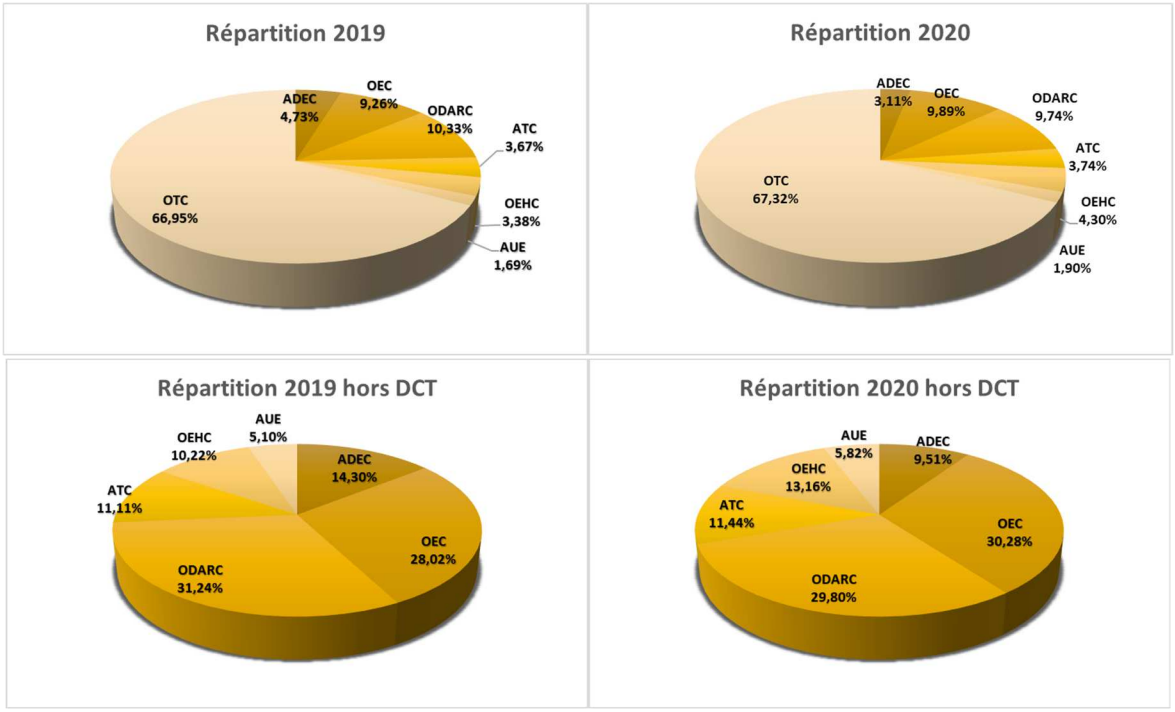
1.3 Les flux financiers entre la CdC et les agences et offices

Les flux financiers versés aux agences et offices, satellites de la collectivité (Etablissements Publics Industriels et Commerciaux) représentent un montant de dépenses de 277,766 M€ en 2020, soit une diminution de -1,541 M€ (-0,55%) par rapport à l'exercice 2019.

Ces flux financiers représentent une part de 22,24% des dépenses réelles totales :

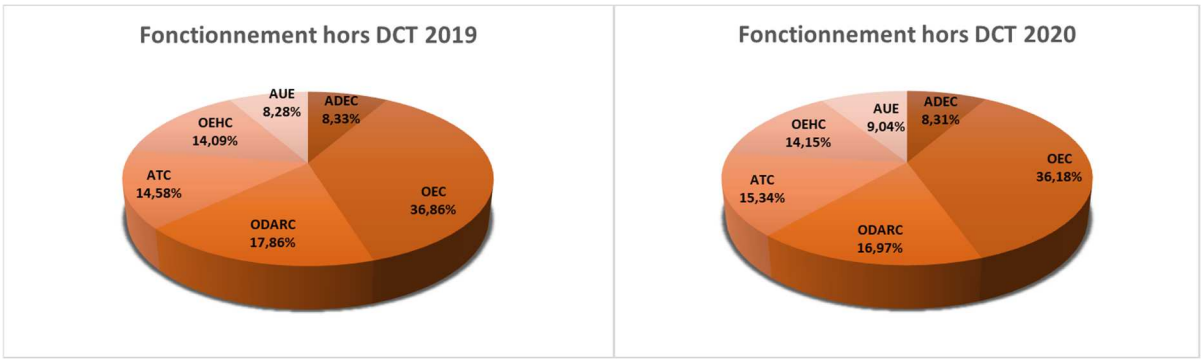
Etablissement	Fonctionnement propre		Actions		Investissement		Total	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
ADEC	4 700 000,00	4 756 000,00	0,00	0,00	8 500 000,00	3 875 222,06	13 200 000,00	8 631 222,06
Evol N -1 M€		*56 000,00*				*-4 624 777,94*		*-4 568 777,94*
Evol N-1 %		*1,19%*				*-54,41%*		*-34,61%*
OTC	186 999 159,00	186 999 159,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 999 159,00	186 999 159,00
Evol N -1 M€		*0,00*						*0,00*
Evol N-1 %		*0,00%*						*0,00%*
OEC	12 900 000,00	13 220 000,00	2 400 633,52	1 989 737,41	5 062 482,98	3 873 552,94	20 363 116,50	19 083 290,35
Evol N -1 M€		*320 000,00*		*-410 896,11*		*-1 188 930,04*		*-1 279 826,15*
Evol N-1 %		*2,48%*		*-17,12%*		*-23,49%*		*-6,29%*
PNRC	5 500 000,00	5 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500 000,00	5 500 000,00
Evol N -1 M€		*0,00*						*0,00*
Evol N-1 %		*0,00%*						*0,00%*
OEC Déchets	0,00	0,00	0,00	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	2 900 000,00
Evol N -1 M€		*0,00*		*2 900 000,00*				*2 900 000,00*
Evol N-1 %								
ODARC	8 979 000,00	9 163 000,00	1 098 890,03	550 000,00	18 763 530,70	17 331 633,17	28 841 420,73	27 044 633,17
Evol N -1 M€		*184 000,00*		*-548 890,03*		*-1 431 897,53*		*-1 796 787,56*
Evol N-1 %		*2,05%*		*-49,95%*		*-7,63%*		*-6,23%*
ATC	5 200 000,00	5 350 000,00	3 026 364,35	3 431 321,93	2 029 729,81	1 600 795,19	10 256 094,16	10 382 117,12
Evol N -1 M€		*150 000,00*		*404 957,58*		*-428 934,62*		*126 022,96*
Evol N-1 %		*2,88%*		*13,38%*		*-21,13%*		*1,23%*
OEHC	7 950 000,00	8 100 000,00	0,00	0,00	1 487 256,28	3 842 966,77	9 437 256,28	11 942 966,77
Evol N -1 M€		*150 000,00*				*2 355 710,49*		*2 505 710,49*
Evol N-1 %		*1,89%*				*158,39%*		*26,55%*
AUE	4 122 000,00	4 677 000,00	552 963,03	497 335,39	35 052,12	107 989,12	4 710 015,15	5 282 324,51
Evol N -1 M€		*555 000,00*		*-55 627,64*		*72 937,00*		*572 309,36*
Evol N-1 %		*13,46%*		*-10,06%*		*208,08%*		*12,15%*
TOTAL	**236 350 159,00**	**237 765 159,00**	**7 078 850,93**	**9 368 394,73**	**35 878 051,89**	**30 632 159,25**	**279 307 061,82**	**277 765 712,98**
Evol N -1 M€		**1 415 000,00**		**2 289 543,80**		**-5 245 892,64**		**-1 541 348,84**
Evol N-1 %		**0,60%**		**32,34%**		**-14,62%**		**-0,55%**

La répartition des flux financiers versés aux offices et agences s'établit comme suit :



Les dotations de fonctionnement représentent 26,07 % des dépenses réelles de fonctionnement de la CdC 947,962 M€). En neutralisant la DCT, le montant est de 60 134 394,73 €, en hausse de +6,56% par rapport à 2019 (+3,7M€) en majeur partie du aux crédits destinés aux transports des déchets.

La ventilation des crédits de paiement par agences et offices est la suivante :



Les subventions d'équipement versées aux agences et offices représentent 10,18 % des dépenses réelles d'investissement de la CdC (300 787 845,12 €). Le montant total des dépenses d'investissement pour l'exercice 2020 est de 30 632 159,25 €, en baisse de -5,246 M€ (-14,62 %) par rapport à 2019. Ces subventions doivent permettre aux établissements de financer leurs différents programmes d'actions.

Les dépenses sont ventilées comme suit :

Les reversements des agences et offices s'élèvent en 2020 à 10,057 M€ :

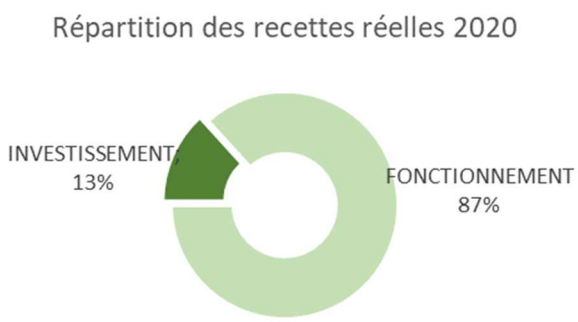
Agences - Offices	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
ADEC	5 000,00	0,00
OEC	2 451,69	0,00
ODARC	3 422,68	0,00
ATC	15 722,08	0,00
OEHC	8 108,47	0,00
AUE	10 000,00	0,00
OTC	10 011 892,24	0,00
TOTAL	**10 056 597,16**	**0,00**

Le principal reversement correspond à l'excédent de l'Office des Transports.

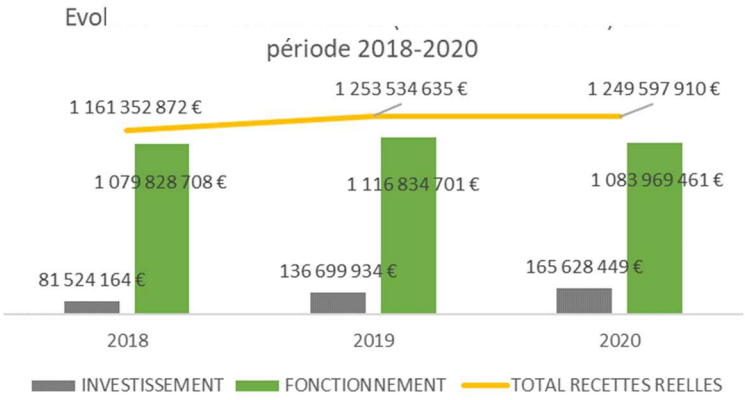
2. Les recettes

En 2020 les ressources de la Collectivité de Corse représentent 1, 249 Mds d'euros.

Une perte de recettes de fonctionnement de -32,8M€ soit une baisse de 2,9% par rapport à 2019, révélateur d'un mécanisme de compensation inopérant pour la Corse, dû aux modalités de calcul retenues par l'Etat.

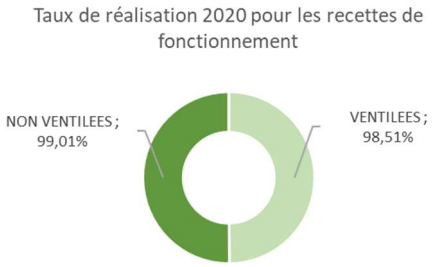


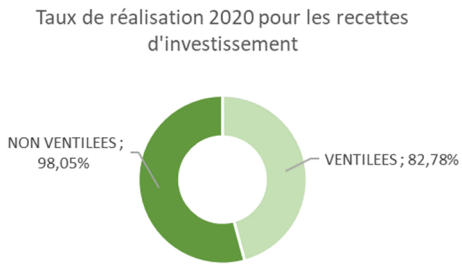
Une augmentation des recettes d'investissement de 21% soit +28,9 M€ en prenant en compte l'emprunt 2020 de 75 M€ auquel il faut ajouter les immobilisations financières liées à déconsignation des montants liés à la renégociation des emprunts structurés (17,513 M€).



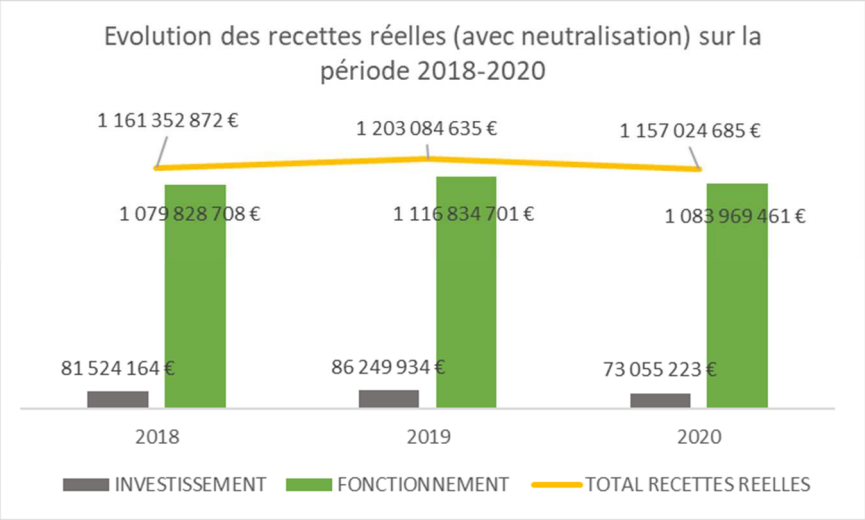
Ainsi, au-delà cette analyse comptable des recettes de fonctionnement et d'investissement, l'évolution des recettes réelles 2020 doit être prise en compte en neutralisant une part des recettes d'investissement liées à l'emprunt et d'autre part aux écritures liées à la déconsignation des emprunts structurés réalisée par la CdC depuis 2018.

Le taux de réalisation des recettes 2020 pour les deux sections est de 96,6 %.





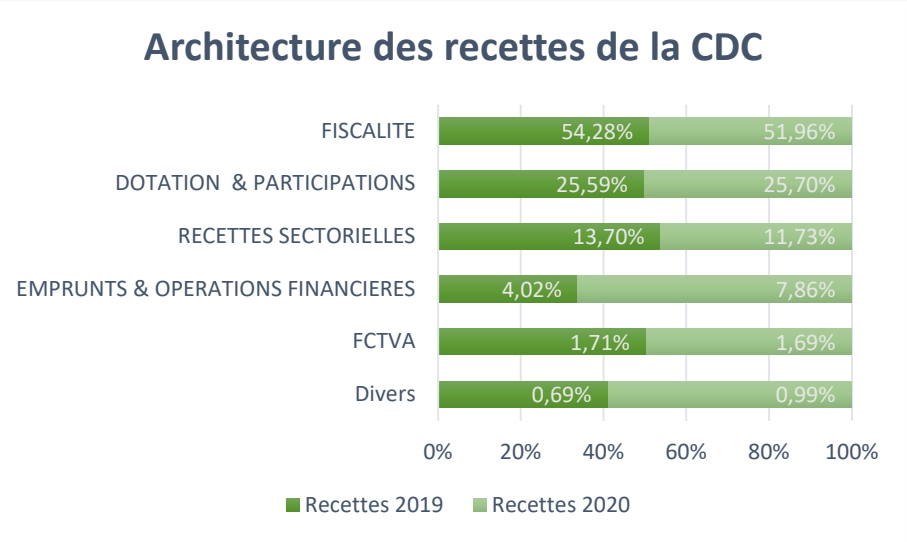
Ainsi hors emprunt et opérations de régularisation liées à la renégociation des emprunts structurés, à périmètre constant les recettes réelles d'investissement 2020 diminuent de 15,3% pour atteindre 73, 055 M€ (PM 2019 : 86,249 M€) soit environ une perte de 13,1 M€.



Ces neutralisations permettent de mettre en évidence que la CdC a connu une perte de recettes globale entre 2019 et 2020 de l'ordre 3,86% soit -46 M€ :

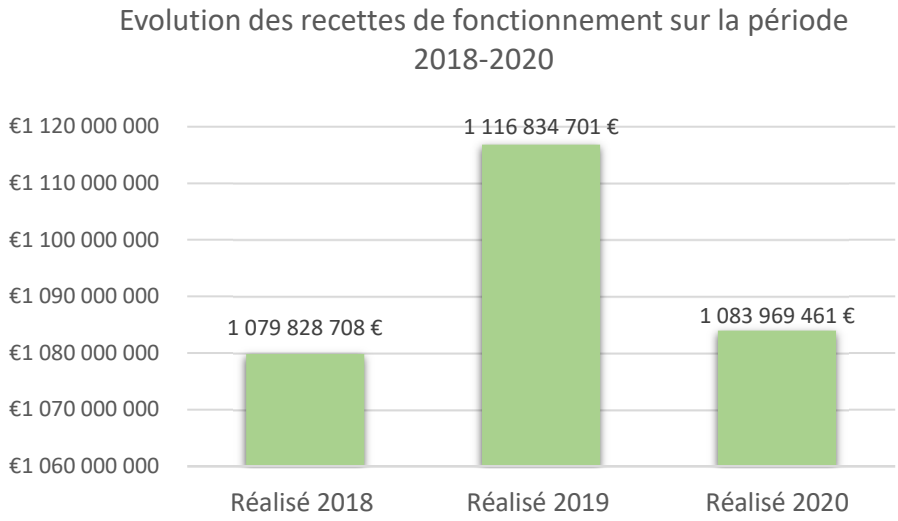
- 32,8 M€ en fonctionnement soit – 2,94% ;
- 13,1 M€ en investissement soit -15,3%.

L'architecture des ressources de la Collectivité de Corse fait apparaître une part prépondérante de fiscalité et de dotations et compensations.



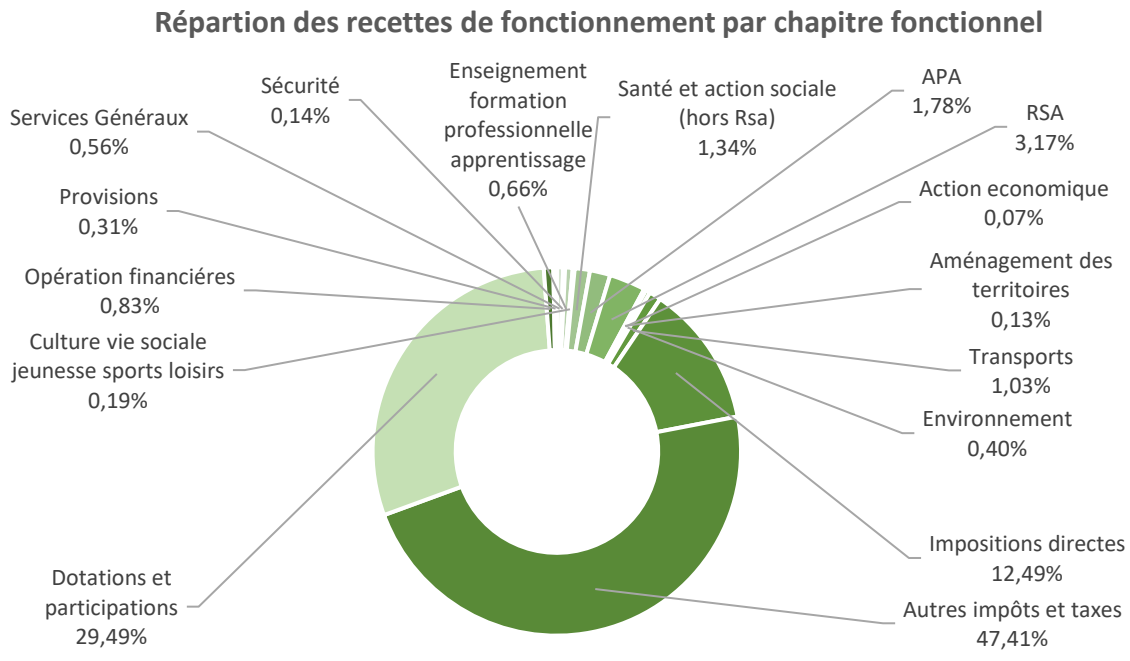
2.1 Les recettes réelles de fonctionnement en forte baisse

Faisant suite aux conséquences de la crise sanitaire, les recettes réelles de fonctionnement représentent pour 2020 **1 083,969 M€**. Elles affichent une baisse de l'ordre de **2,94%** par rapport à 2019 soit une perte de 32,8M€ (PM 2019 : 1 116, 834 M€).



	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Voté 2020	Réalisé 2020	Taux de réalisation 2020
RECETTES FONCTIONNEMENT	**1 079 828 708 €**	**1 116 834 701 €**	**1 095 349 541 €**	**1 083 969 461 €**	**98,96%**
OPERATIONS VENTILEES	89 763 209 €	108 406 490 €	104 219 433 €	102 664 677 €	98,51%
OPERATIONS NON VENTILEES	990 065 499 €	1 008 428 211 €	991 130 108 €	981 304 785 €	99,01%

L'évolution des recettes réelles de fonctionnement sur la période 2018-2020 montre que sur la base du réalisé 2020, les recettes reviennent à un niveau équivalent à celui constaté en 2018. Cette évolution annule ainsi la dynamique des recettes de fonctionnement prévue par la trajectoire budgétaire de la CdC inscrite dans la prospective financière élaborée sur la période 2018-2022 (PM 1,096 Md€ pour 2021 et 1,107 Md€ pour 2022).



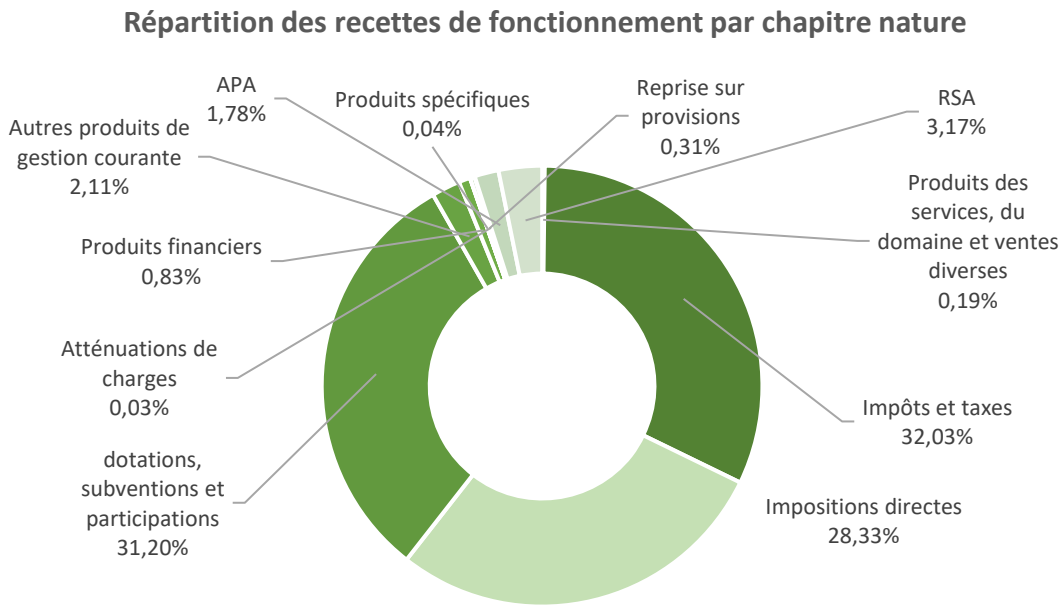
Afin d'effectuer une analyse fine des résultats 2020, la comparaison des recettes réelles figurant dans les comptes administratifs des années 2018 et 2019 est établie par nature.

- **Analyse et comparaison établie par chapitre nature : une baisse des recettes de fonctionnement de -2,94%**

		CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	EVOL% 2020/2019
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		**1 079 828 707,89**	**1 116 834 701,16**	**1 083 969 461,49**	**-2,94%**
70	Produits des services, du domaine et ve	2 645 276,91	3 350 066,83	2 013 558,62	-39,89%
73	Impôts et taxes	352 018 206,33	367 654 616,48	347 159 182,98	-5,57%
731	Impositions directes	314 650 462,62	318 536 937,27	307 137 050,70	-3,58%
74	dotations, subventions et participations	334 617 129,06	337 698 192,92	338 196 402,00	0,15%
75	Autres produits de gestion courante	13 337 992,06	24 380 224,41	22 836 014,68	-6,33%
76	Produits financiers	7 998 968,31	8 116 942,06	9 005 232,57	10,94%
77	Produits spécifiques	41 672,93	401 371,74	380 477,71	-5,21%
78	Reprise sur provisions		502 507,75	3 309 080,48	558,51%
013	Atténuations de charges	339 512,58	312 688,93	285 766,04	-8,61%
016	APA	19 774 336,44	21 857 486,36	19 242 813,53	-11,96%
017	RSA	34 405 150,65	34 023 666,41	34 403 882,18	1,12%

** Réalisé CA 2018 corrigé : les maquettes comptables précédentes présentaient une erreur dans la répartition des produits entre les chapitres natures 016 / 017 et les autres chapitres. Le nouvel SI GF a permis d'apporter les correctifs.*

Le panier des recettes de fonctionnement de la Collectivité de Corse comprend deux catégories de ressources principales : la fiscalité (61 %) et les dotations, subventions et participations (31,2 %).

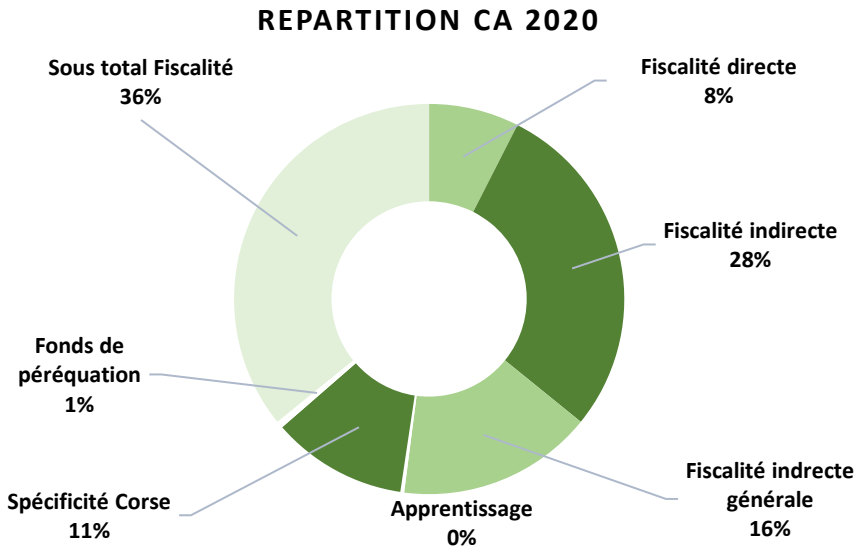


2.1.1 La Fiscalité, ressource principale de la Collectivité de Corse en baisse de 4,56 %

En matière de fiscalité la Collectivité de Corse ne dispose d'un pouvoir décisionnel, par modulation de taux, coefficient ou tarif, que sur 34 % du produit fiscal.

Le compte « 73 », qui regroupe les recettes à caractère fiscal et comprend deux parts : les impôts et taxes et les impôts directs, constitue les principales ressources de la Collectivité de Corse (60,3 %) et affiche pour 2020 un taux de réalisation (BP+ BS) de 99,64%.

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Evol 2019/2020
Fiscalité directe	125 997 107	130 226 256	135 422 931	3,99%
Fiscalité indirecte	534 683 264	550 170 990	513 923 131	-6,59%
Fiscalité indirecte générale	*304 383 015*	*306 111 709*	*293 934 905*	*-3,98%*
Apprentissage	*15 726 030*	*15 952 985*	*5 849 352*	*-63,33%*
Spécificité Corse	*205 450 984*	*217 421 017*	*203 276 928*	*-6,51%*
Fonds de péréquation	*9 123 235*	*10 685 279*	*10 861 946*	*1,65%*
Total Fiscalité (hors social)	**660 680 371**	**680 397 246**	**649 346 062**	**-4,56%**



- **Part « Impôts et Taxes » en baisse globale de 5,57%.**

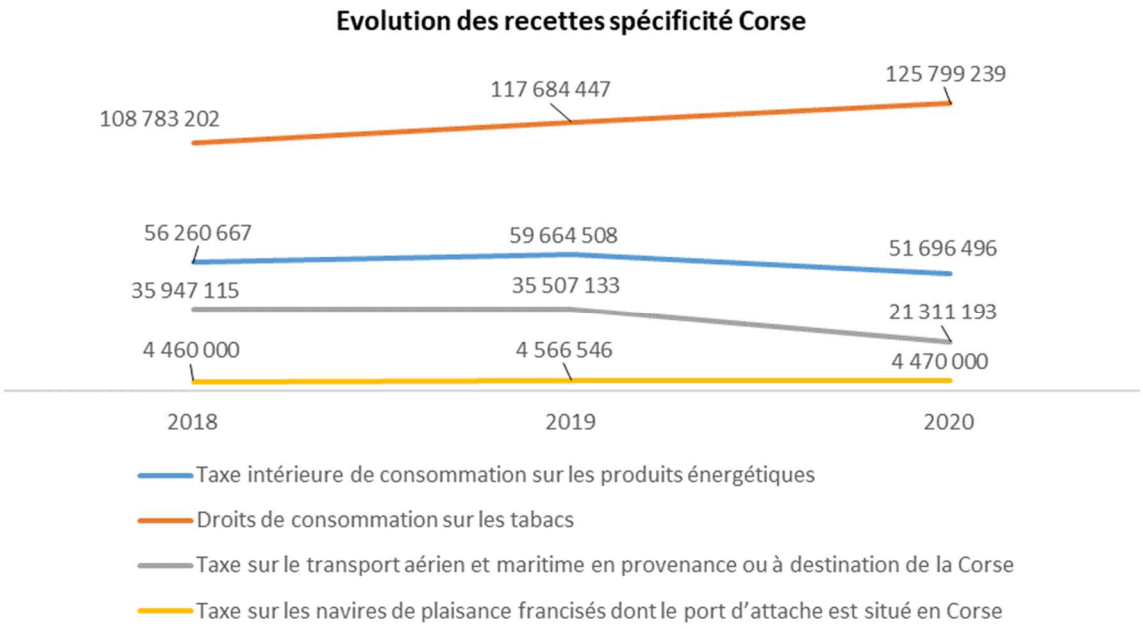
Le produit des impôts et taxes 347,159 M€ connait une baisse de 20,495 M€ en 2020 (-5,57 % par rapport à 2019).

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%	Evol 2018-2020 en%
IMPOTS ET TAXES	352 018 206,33	367 654 616,48	347 159 182,98	-5,57%	-1,38%
IMPOSITIONS DIRECTES (principales taxes)	314 650 462,62	318 536 937,27	307 137 050,70	-3,58%	-2,39%
TOTAL RESSOURCES FISCALES	**666 668 668,95**	**686 191 553,75**	**654 296 233,68**	-4,65%	-1,86%

➢ **Baisse du produit de fiscalité spécifique Corse de – 6,51 % en raison de** :

1) L'augmentation du prix du tabac corrélée à une augmentation de la consommation sur le territoire insulaire en 2020 (incidence positive sur la taxe tabac de +8,116 M€) ;
2) Baisse de la consommation de carburant sur le territoire insulaire dû à la réduction des déplacements durant les périodes de confinement (incidence négative sur la TICPE Corse de -7,968 M€) ;
3) Forte baisse de la taxe sur les transports aériens (-39,98%) également liée à la crise sanitaire.

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1	Evol 2018-2020 en%
FISCALITE SPECIFICITE CORSE	**205 450 984,81**	**217 421 017,4**	**203 276 928,00**	**-6.51%**	**-1,06**
Tabacs	108 783 202,00	117 682 828,0	125 799 239,00	6,90%	15,64
TICPE Corse	56 260 667,02	59 664 510,40	51 696 496,00	-13,35%	-8,11
Taxe sur les transports aériens	35 947 115,38	35 507 133,40	21 311 193,00	-39,98%	-40,72
Droit de francisation et de navigation	4 460 000,41	4 566 545,65	4 470 000,00	-2,11%	0,22



L'exposition des recettes fiscales de la Collectivité de Corse suite aux conséquences de la crise Covid a fait l'objet de plusieurs échanges avec le gouvernement dans le courant des mois de juin et juillet. L'un des principaux objectifs a été d'alerter le gouvernement, qu'au regard des spécificités corses, la Collectivité de Corse était nettement plus exposée à la crise que ses homologues de droit commun.

L'alerte faite par le Président du Conseil Exécutif au gouvernement et relayée par les députés de la Corse et par région de France a trouvé sa transcription dans le cadre de la loi de finances rectificative n°3 pour 2020 qui intègre un mécanisme de compensation et de garantie de recettes pour la Corse comme pour les régions d'outre-mer.
La mise en place de ce « filet de sécurité » aurait dû permettre d'assurer un plancher de garantie de recettes pour les taxes spécifiques, limitant ainsi l'impact de la crise pour l'exercice 2020. Ces mesures de garanties de compensation concernent les taxes sur les produits pétroliers, les transports, le tabac et les navires de plaisance francisés.

Cependant, au vu des modalités de calcul imposées par la Loi de Finances, la compensation est calculée sur l'écart de la moyenne des recettes perçue entre 2017 et 2019 (soit 200,998 M€) et les recettes perçues en 2020 (soit 203,276 M€). De ce fait, la CdC n'a pas bénéficié de compensation notamment dû au fait de la dynamique de la taxe tabac (+6,9%). La non-compensation engendrant une perte nette de l'ordre de 14 M€ par rapport à 2019.

- **Baisse du produit de fraction de TVA perçu de -6,21 %.**

Depuis 2018, cette quote-part de TVA prélevée au niveau national vient se substituer aux dotations générales de décentralisation et de péréquation. L'évolution de la quote-part de TVA dévolue à la Collectivité de Corse engendre en 2020 une perte de 7,16 M€ étant directement liée à la crise sanitaire et à la baisse de la croissance nationale.

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%	Evol 2018-2020 en%
COTE PART DE TVA	**112 841 744,33**	**115 300 361,03**	**108 136 489,00**	-6,21%	-4,17%
Fraction de TVA	112 841 744,33	115 300 361,03	108 136 489,00	-6,21%	-4,17%

- **Augmentation du produit du fonds de péréquation des DMTO alimenté via les droits de mutation à titre onéreux de +13.93 %.**

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%	Evol 2018-2020 en%
FONDS DE PEREQUATION	**9 123 235,00**	**10 685 279,00**	**10 861 946,00**	1,65%	19,06%
Fonds national de péréquation des D.M.T.O	7 430 285,00	9 533 482,00	10 861 946,00	13,93%	46,18%
Fonds de solidarité en faveur des départements	1 692 950,00	1 151 797,00		-100%	-100,00%

Il est à noter que 2020 sera la dernière année pour laquelle la CdC bénéficiera de la garantie au titre des fonds de péréquation départementaux. En effet la loi de finance pour 2021, et ce malgré les échanges de l'Exécutif avec le gouvernement n'a pas reconduit ce dispositif obtenu en loi de finance 2018. Cela viendra donc à partir de 2021 générer une perte de recette de l'ordre de 8 M€ sur les trois fonds de péréquation.

- **Part « Impositions directes » en baisse de 3,58 %**

Avec un produit total perçu s'élevant à 307,137 M€, la part « Impositions directes » diminue de 11,4 M€ par rapport à 2019.

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%	Evol 2018-2020 en%
IMPOTS ET TAXES	352 018 206,33	367 654 616,48	347 159 182,98	-5,57%	-1,38%
IMPOSITIONS DIRECTES (principales taxes)	314 650 462,62	318 536 937,27	307 137 050,70	-3,58%	-2,39%
TOTAL RESSOURCES FISCALES	**666 668 668,95**	**686 191 553,75**	**654 296 233,68**	-4,65%	-1,86%

➢ **Hausse des contributions directes de + 4,30 %.**

Les contributions directes correspondent aux recettes fiscales inscrites sur l'état fiscal 1253 CTU. Avec un produit cumulé de près de 110 M€, la Taxe Foncière sur les propriétés bâties, la CVAE et les IFER représentent 82% de la part « impositions directes » et 17 % de la fiscalité de la Collectivité de Corse. Le produit de la CVAE, dont l'évolution est conditionnée par la croissance économique locale, malgré la crise, augmente de 3,47 %, soit un différentiel de 1,59 M€ par rapport à 2019.

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%	Evol 2018-2020 en%
CONTRIBUTIONS DIRECTES	101 824 063,00	105 978 297,00	110 539 111,00	4,30%	8,56%
Taxe foncières/propriétés bâties	54 630 680,00	55 409 926,00	58 090 395,00	4,84%	6,33%
CVAE	42 764 995,00	45 912 194,00	47 504 409,00	3,47%	11,08%
IFER	4 428 388,00	4 112 719,00	4 342 933,00	5,60%	-1,93%
Autres (rôles supplémentaires versés CVAE IFER)	0,00	543 458,00	601 374,00	10,66%	

➢ **Baisse du produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux de - 6,40** %.

Les droits d'enregistrement sur le territoire insulaire connaissent une baisse (-6,40%) sur le territoire entre 2019 et 2020 ainsi qu'une baisse globale entre 2018 et 2020 de -3,62%. Cette baisse entraine de facto une perte de produit de 4,876 M€ par rapport à 2019.

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%	Evol 2018-2020 en%
PUBLICITE FONCIERE ET DROIT D'ENREGISTREMENT	75 756 745,12	78 006 534,38	73 016 867,91	-6,40%	-3,62%
Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement	75 276 759,67	77 529 097,71	72 652 761,13	-6,29%	2,99%
Taxe départementale additionnelle à certain droit de mutation	479 985,45	477 436,67	364 106,78	23,74%	-0,53%

En parallèle la CdC a bénéficié du mécanisme d'avances remboursables de la Loi de Finances 2020. En effet, l'article 25 de la loi de finances rectificative institue un mécanisme d'avances remboursables, au profit des départements et des autres collectivités bénéficiaires, sur droits de mutation à titre onéreux (DMTO). Ce mécanisme permet aux collectivités de solliciter une avance de produits des DMTO dont le montant est calculé par rapport à la moyenne de cette recette entre 2017 et 2019. Le remboursement de l'avance commence à courir de l'année au cours de laquelle les DMTO ont été égaux ou supérieurs à ceux de 2019. Ce remboursement s'effectuera sur trois ans, à hauteur d'un tiers par an du montant de l'avance définitive accordée. La Collectivité de Corse, a fait le choix de solliciter cette avance afin de minimiser l'impact des pertes de recettes sur 2020 et notamment celles directement liées aux DMTO.

- **Baisse des taxes liées aux transports, aux véhicules et aux droits de stationnement de 22,75%.**

La taxe sur les permis de conduire est supprimée en 2020 au niveau législatif, cela représente une perte de 0,291M€ (tarif constant de 27€/cheval fiscal)

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%	Evol 2018-2020 en%
TAXE LIEES AUX TRANSPORTS, AUX VEHICULES, AUX DROITS DE STATIONNEMENT	12 402 291,00	12 785 167,00	9 876 232,00	-22,75%	-20,37%
Taxe sur les permis de conduire	241 626,00	389 829,00	98 472,00	-74,74%	-59,25%
Taxe sur certificat d'immatriculation de véhicules	12 160 665,00	12 395 338,00	9 777 760,00	-21,12%	-19,60%

- **La perte de la compétence formation professionnelle génère de fait une baisse des recettes issues de la fiscalité relative à formation professionnelle de - 63,33 %.**

La réforme de la formation professionnelle qui a pris effet à partir de 2020 génère ainsi une perte de recettes pour la CdC. Les recettes destinées au financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage sont désormais composées de la TICPE apprentissage des frais de gestion et primes employeurs apprentis pour un montant cumulé.

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%
FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	15 726 029,96	15 952 984,85	5 849 352,00	-63,33%
Taxe d'apprentissage	8 675 179,00			-100,00%
TICPE Ressources régionale pour l'apprentissage	784 391,92	9 266 374,65	944 864,00	-89,80%
Frais de gestion ressources formation pro	3 258 674,76	3 321 238,88	3 436 244,00	3,46%
TICPE Fpa	1 468 243,87	1 468 243,87	1 468 244,00	0,00%
Prime employeur apprenti	1 539 540,41	1 897 127,45	0,00	-100%

- **Baisse du produit des taxes liées à l'urbanisme et à l'environnement de -14,57%.**

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%
TAXES LIEES A L'URBANISME, DECHET ET ENVIRONNEMENT	6 090 167,81	5 794 307,70	4 950 172,03	-14,57%
Taxe d'aménagement CAUE / TDENS	6 035 076,81	5 735 351,70	4 906 091,03	-14,46%
Taxe sur les passagers	55 091,00	58 956,00	44 081,00	25,23%

➢ **Baisse du produit des taxes liées à la production et à la consommation énergétique de -5,88%.**

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1 en%
TAXE LIEES A LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION ENERGETIQUE	46 177 519,18	43 827 432,20	43 461 161,93	-0,84%
Taxe sur la consommation finale d'électricité	5 336 202,22	3 224 316,20	5 068 645,44	57,20%
TICPE LRL	40 841 316,96	40 603 116,00	38 392 516,49	-5,44%

**pour mémoire, la diminution entre 2018 et 2019 résulte d'une erreur de comptabilisation d'une partie de la recette. En 2018, un titre a été émis en journée complémentaire alors que la part versée correspondait à l'exercice 2019. En 2020 la taxe connait une légère baisse de -0,84%.*

2.1.2 Les Dotations, participations et compensations, seconde ressource de la Collectivité de Corse restent stables par rapport à 2019 en légère hausse de 1,07 %

	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020	Evol n-1	Evol 2018-2020
DOTATIONS	301 503 845	301 591 204	302 286 035	0,23%	0,26%
COMPENSATIONS	19 420 559	17 920 311	18 097 317	0,99%	-6,81%
PARTICIPATIONS (ETAT, FONDS EUROPEENS)	6 090 409	11 398 841	12 785 194	12,16%	109,92%
PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	7 602 316	6 887 837	5 027 856	-27,00%	-33,86%
TOTAL RESSOURCES	**334 617 129**	**337 798 193**	**338 196 402**	**0,12%**	**1,07%**

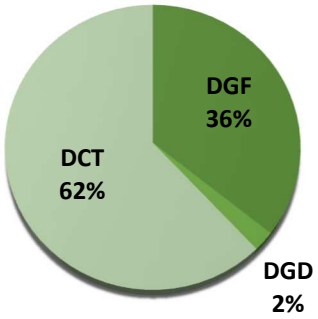
Le compte 74 « Dotations et Participations » retrace, d'une part les versements reçus au titre des dotations de l'Etat (89,50 % des ressources), d'autre part, de compensations de perte ou transfert de fiscalité (5,14 % des ressources) et enfin des versements reçus de divers tiers (5,36 %). Les recettes prises en compte sont à la fois des recettes ventilées et des recettes non ventilées.

La structure de ce compte présente une augmentation de +0,26% sur la période pour les dotations et une diminution de -10,62% concernant les compensations. L'analyse globale montre une augmentation de +0,85 % comparée à l'exercice 2018.

- **Stabilité des Dotations de l'Etat**

Les dotations de l'Etat sont constituées de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), de la Dotation Globale de Décentralisation (DGD) et de la Dotation de Continuité Territoriale (DCT). Avec un montant total de 301,5 M€, les recettes restent stables depuis 2018.
Amorcée en 2014 avec une première réduction, la baisse de l'enveloppe des dotations s'est poursuivie jusqu'en 2017 pour contribuer au redressement des finances publiques. En 2018, la loi de programmation des finances publiques a substitué au prélèvement les contrats d'objectifs financiers entre l'Etat et les plus grandes collectivités (contrat de Cahors).

Parts des composantes des dotations de l'Etat en 2020



La DGD et la DCT, d'un montant cumulé de 194 M€ représentent 64 % des dotations totales. Le montant est stable par rapport à 2019.

DGF de la Collectivité de Corse en 2020

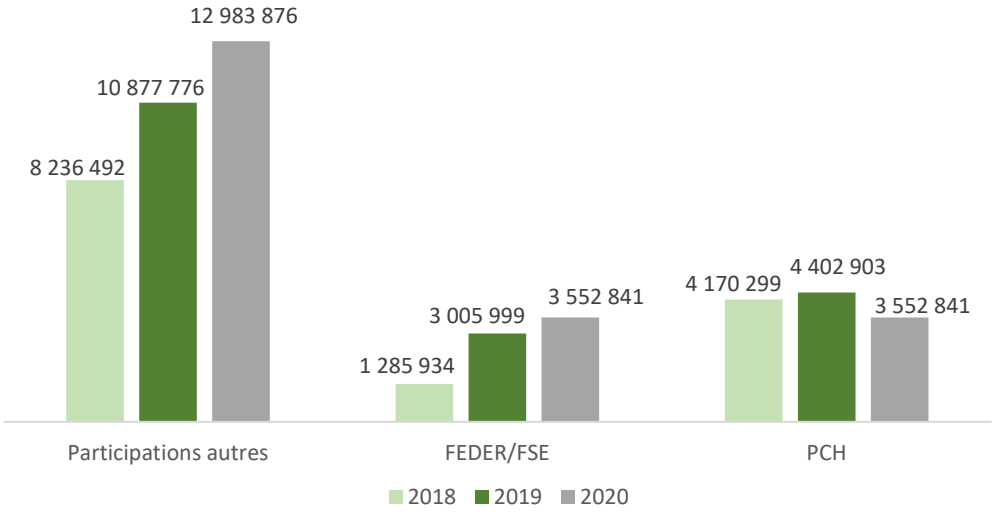
	CA 2018 corrigé	CA 2019	CA 2020
DOTATION FORFAITAIRE	12 543 707	12 531 066	12 621 911
DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE	19 858 920	19 858 920	19 858 920
DOTATION DE COMPENSATION	75 161 348	75 161 348	75 161 348
TOTAL DGF	**107 563 975**	**107 551 334**	**107 642 179**

- **Diminution des compensations de fiscalité à hauteur de -3,24%**

Les compensations de l'Etat au titre des exonérations d'impôts locaux d'un montant total de 17,358 M€ diminuent de 3,24% par rapport à 2019 (17,920 M€)
Ainsi, la DCRTP 2020 diminue légèrement de 0,23 % par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 13, 374M€ (13,405M€ en 2019).

- **Forte hausse des participations reçues de divers tiers depuis 2018 de 46,72%**

Architecture des participations reçues de divers tiers 2018-2020



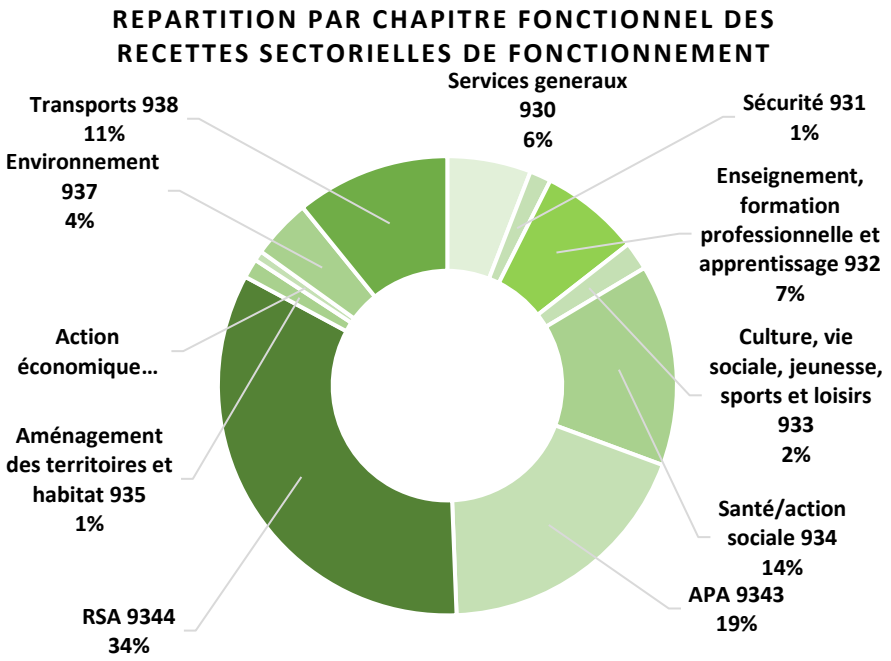
Les « participations autres » inclues dans les recettes sectorielles de fonctionnement sont en hausse de 19,36 % en 2020, soit + 2,1 M€. Les versements au titre des fonds européens connaissent également une progression de 0,546 M€. Les dotations versées au titre de la Prestation de Compensation du Handicap baissent, quant à elles, de 0,850 M€.

Les recettes sectorielles de fonctionnement en baisse de 5,3%

Les recettes dites sectorielles, qui relèvent des chapitres ventilés s'élèvent à 102,6 M€ soit une baisse de l'ordre de - 5,3 % par rapport à 2019 (108,4 M€), ce qui correspond à une perte de 5,7 M€.

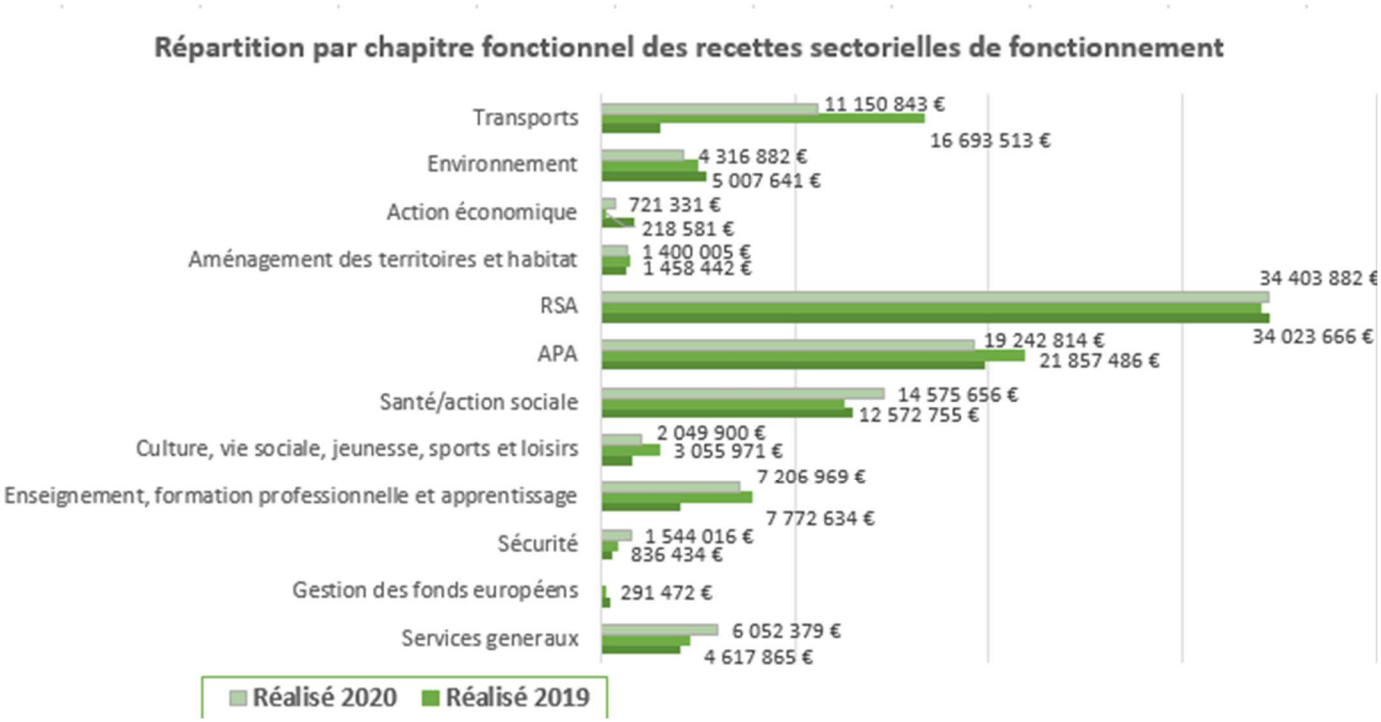
Pour 2020, elles se déclinent de la façon suivante par chapitres fonctionnels :

CHAPITRES FONCTIONNELS		Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Evol % 2021/2020
Services generaux	930	4 075 298	4 617 865	6 052 379,19	31,06%
Gestion des fonds européens	900-5	538 710	291 472		-100,00%
Sécurité	931	634 046	836 434	1 544 016,00	84,59%
Enseignement, formation	932	4 062 164	7 772 634	7 206 969	-7,28%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	933	1 649 424	3 055 971	2 049 900,32	-32,92%
Santé/action sociale	934	12 974 670	12 572 755	14 575 656	15,93%
APA	9343	19 772 686	21 857 486	19 242 813,53	-11,96%
RSA	9344	34 405 151	34 023 666	34 403 882	1,12%
Aménagement des territoires et habitat	935	1 364 091	1 458 442	1 400 004,73	-4,01%
Action économique	936	1 692 926	218 581	721 331	230,01%
Environnement	937	5 478 821	5 007 641	4 316 882,13	-13,79%
Transports	938	3 115 223	16 693 513	11 150 843	-33,20%
	Total général	**89 763 209**	**108 406 460**	**102 664 677**	**-5,30%**



La répartition par chapitre fonctionnel présente donc une part majoritaire des recettes sociales (soit 68,45 %). Elles sont constituées par les concours de l'APA, du RSA et de la PCH. Le reste étant constitué par les autres chapitres sectoriels.

L'évolution entre 2019 et 2020 sur l'ensemble des chapitres fonctionnels est détaillée comme suit :



- **Les recettes sociales :**

  - L'allocation pour l'autonomie (APA)

Les recettes pour l'APA comptabilisées au chapitre 16 représentent 18,74% des recettes de fonctionnement de la CdC soit un montant de 19,242 M€. Elles sont en baisses de 12% par rapport à 2019 (21,857 M€) soit 2,614 M€.

Le taux de couverture des dépenses APA pour 2020 est de 30,07%.

	2018	2019	2020	Evol n-1
Dépenses APA	58 961 520,71	58 698 588,55	63 996 607,07	5 298 018,52
Recettes APA	19 774 336,44	21 857 486,36	19 242 813,53	- 2 614 672,83
Reste à charge	39 187 184,27	36 841 102,19	44 753 793,54	7 912 691,35

On constate que sur 2020 l'APA est marquée par une augmentation de l'ordre de 5,298 M€ en dépenses et d'une baisse de - 2,614 M€ en recettes. On constate une augmentation du reste à charge pour la CdC qui passe de 63% en 2019 à 70% en 2020 soit 7,913 M€.

  - Le revenu de solidarité Active (RSA)

Les recettes pour le RSA comptabilisées au chapitre 17 représentent 33,51% des recettes de fonctionnement de la CdC soit un montant de 34,4 M€ et sont financées au travers d'une fraction de TICPE.

Par rapport à 2019 (34,024 M€), elles sont quasi stables avec une évolution de 1,1% soit une augmentation de 0,380 M€.

Le taux de couverture des dépenses RSA pour 2020 est de 74%.

	2018	2019	2020	Evol n-1
Dépenses RSA	44 300 468,27	43 727 648,12	45 911 446,80	2 183 798,68
Recettes RSA	34 405 150,65	34 023 666,41	34 403 882,18	380 215,77
Reste à charge	9 895 317,62	9 703 981,71	11 507 564,62	1 803 582,91

On constate cependant une baisse du taux de couverture de -4% par rapport à 2019 soit un différentiel entre recettes/dépenses de 1,8 M€. Le reste à financer pour la CdC en 2020 concernant le RSA augmente.

En synthèse sur l'APA et le RSA, l'année 2020 est marquée par une augmentation de près de 7,482 M€ des dépenses et une baisse de 2,234 M€ recettes soit en valeur absolue un coût total supporté pour la CdC de 9,716 M€.

- **Les autres recettes sectorielles de fonctionnement :**

Au-delà des recettes sociales du RSA et de l'APA, la baisse globale des recettes sectorielles (-5,7 M€) n'est pas une tendance générale sur l'ensemble des chapitres.

En effet, on constate à la fois des baisses notamment dans les secteurs :

- des transports (-33%) qui sont dues à la différence du montant du reliquat de DCT qui était de 14 M€ pour l'exercice 2019 et 10 M€ pour 2020 ;
- de la culture de la jeunesse et des sports avec -32,9% liées à la crise sanitaire avec la réduction de l'encaissement des recettes des musées mais également du décalage dans la réalisation de programmes européens ;
- de l'environnement avec une baisse de 13% notamment due à la taxe d'aménagement directement liée également aux conséquences de la crise.

A contrario, on constate des augmentations notamment dans les secteurs :

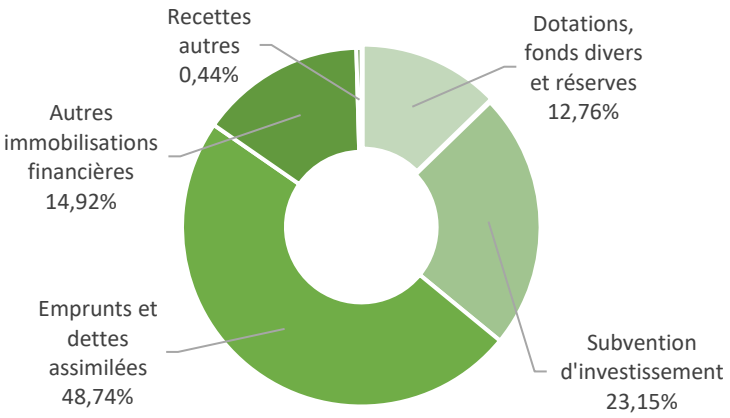
- de l'action économique : la vente de bois et à des remboursements de trop perçus d'aide économique ;
- des services généraux ;
- du social

2.2 Les recettes d'investissement

Les recettes globales d'investissement 2020 s'élèvent à 165,628 M€ en augmentation de 21,2 %, par rapport à 2019 (PM : 136,7 M€) dont 75 M€ d'emprunts et 5,7 M€ issus du dispositif de soutien mis en place en 2020 par le gouvernement sur les avances DMTO à la suite de la crise sanitaire.

Hors emprunt, les recettes réelles d'investissement évoluent de +5,8 %.

Le produit total perçu au titre de la section d'investissement se répartit comme suit :



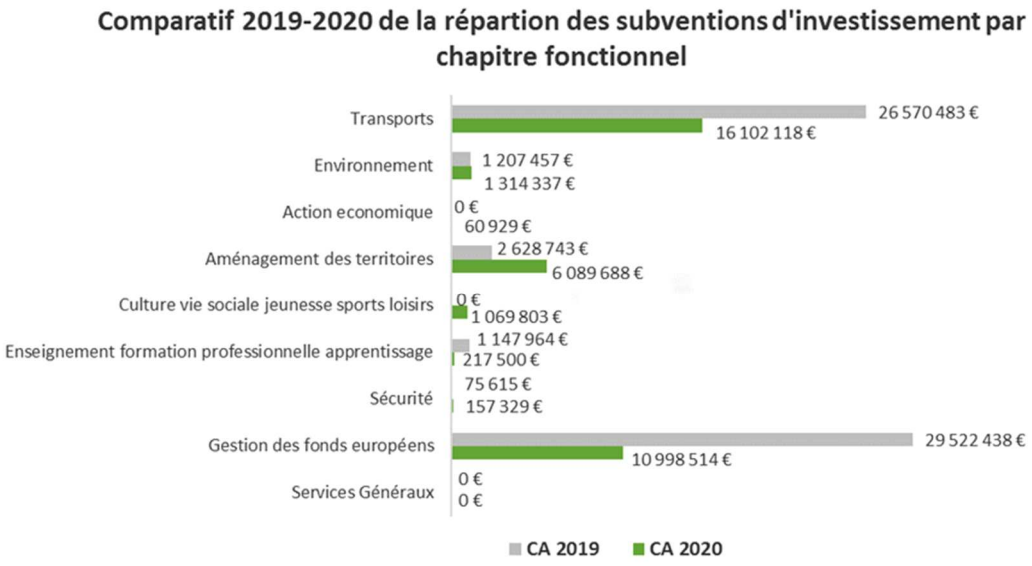
CHAPITRES NATURE	CA 2019	CA 2020	EVOL % 2020/2019
Dotations, fonds divers et réserves	21 482 550	21 128 749	-1,6%
Subvention d'investissement	62 557 390	38 335 376	-38,7%
Emprunts et dettes assimilées	50 450 000	80 730 483	60,0%
Autres immobilisations financières	1 967 190	24 712 495	1156,2%
Recettes autres	242 803	721 346	197,1%
TOTAL	**136 699 934**	**165 628 449**	**21,2%**

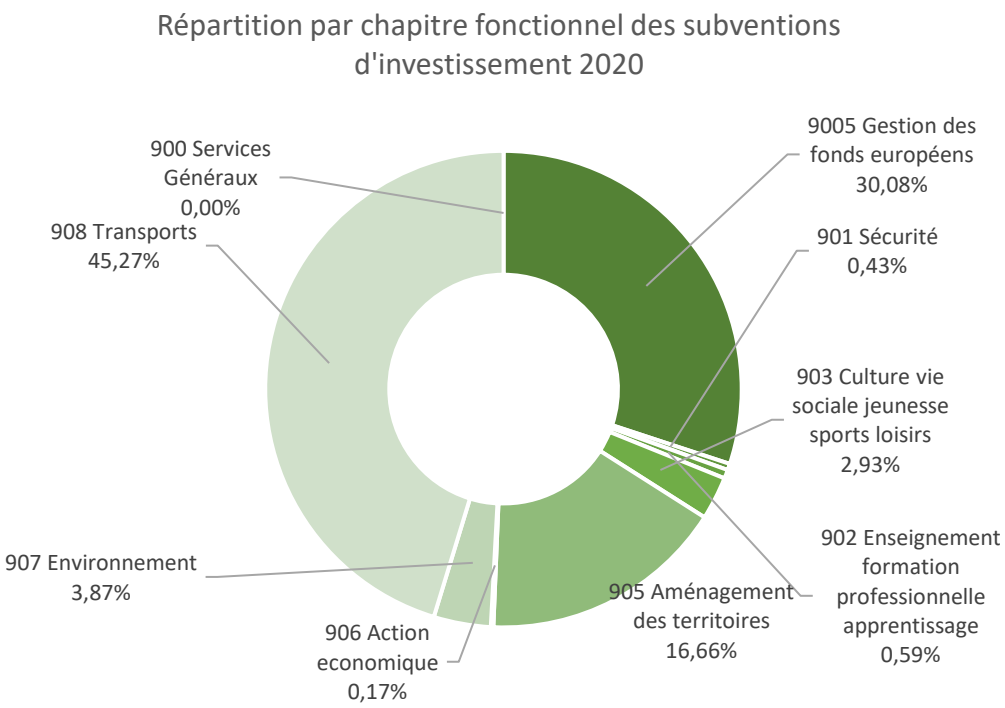
2.2.1 Des subventions d'investissement inscrites au chapitre 13 en baisse de 38,7% par rapport à 2019 (soit 24,2 M€).

Les subventions d'investissement (chapitre 13) s'élèvent à 38,335 M€ et comprennent :

- Les recettes sectorielles dites ventilées qui s'élèvent à 36,010 M€,
- La Dotation de Soutien aux Investissements et aux Départements (DSID) pour 2,325 M€.

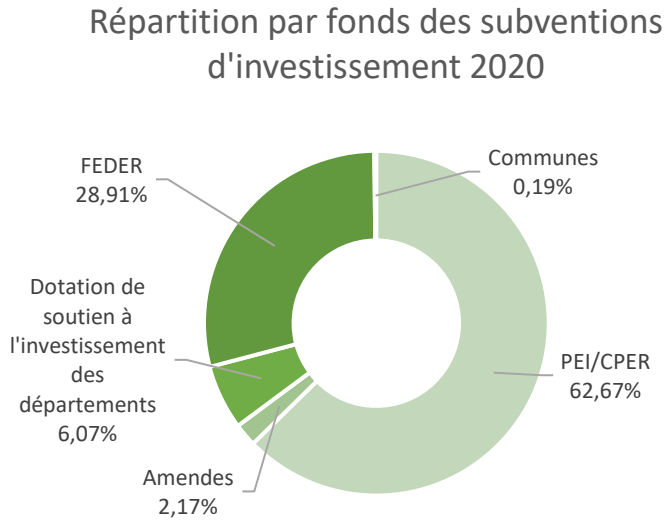
La structure des subventions d'investissement reçues pour 2019 est la suivante :





Les subventions d'investissement représentent 63,7% des recettes réelles d'investissement hors emprunt et immobilisations financières (chapitres 16 et 27). Elles couvrent 14,6% des dépenses réelles d'investissement de la Collectivité (hors chapitre 16) et plus de 31,4% des dépenses réelles d'investissement sous maîtrise d'ouvrage.

La Collectivité doit optimiser ses financements afin d'augmenter son niveau de dépenses structurantes. En 2018, la répartition des subventions d'investissement par fonds s'établit ainsi :



2.2.2 Des « dotations, et fonds divers » inscrits au chapitre 10 quasi stables par rapport à 2019 : -1,6%

Le montant en 2020 s'élève à 21,129 M€ (PM 2019 21,482 M€). Cela traduit une stabilité dans l'évolution du FCTVA directement liée aux opérations de maîtrise d'ouvrage de l'année 2019.

2.2.3 Les « emprunts et dette assimilée » inscrits au chapitre 16 en hausse par rapport à 2019

La hausse des recettes d'investissement de 21,2% constatée en 2020 est en grande partie due au montant des emprunts contractés en 2020 dont le montant a été porté à 75 M€ répartis sur deux prêts à savoir 60 M€ contractés avec la SFIL à un taux avantageux dans le cadre du protocole des emprunts structurés et un autre prêt contracté auprès du Crédit Agricole de la Corse pour 15 M€.

Il faut rappeler que l'augmentation de l'emprunt est l'une des conséquences directes de la crise sanitaire au travers des pertes de recettes de fonctionnement de l'ordre de 30 M€.

Dans ce même chapitre, l'avance remboursable sur droits de mutation à titre onéreux (DMTO), au profit des départements et des autres collectivités bénéficiaires pour un montant de 5,7 M€ ~~y~~ est également comptabilisée.

2.2.4 « Autres immobilisations financières »

Par rapport à 2019, le chapitre 27 « Autres immobilisations financières » est en hausse de l'ordre de 22,7 M€. Cette importante augmentation est due en majeure partie aux écritures comptables liées à la renégociation des emprunts structurés. En effet, le protocole transactionnel signé avec la SFIL prévoyait le paiement des fonds consignés par la CdC auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation depuis 2018 pour un montant de 17,58 M€.

En neutralisant cette somme, le montant du chapitre 27 constaté en 2020 est donc de 7,1 M€, en augmentation de 5,1 M€. Il correspond aux remboursements à la fois des fonds d'ingénierie financiers 2007-2013 et aux cofinancements PEI de l'Etat sur la deuxième tranche du plan Pinville dédié aux TPE/PME.

2.2.5 Bilan Programmation CPER ET PEI

Contrat de Plan Etat Région

Le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 a été validé en octobre 2015 par l'Assemblée de Corse (délibération N°15/253). Après cinq années d'existence, le CPER a été clôturé avec un taux de réalisation de près de 90% (97% CdC et 77% Etat). Les chiffres d'autres comités (PROCED et PRODEM) doivent encore être intégrés et ne feront qu'augmenter ces chiffres.

Dossiers Programmés en COREPA en 2020 au titre du CPER

MESURES	NOMBRE DE DOSSIER	COUT TOTAL PROGRAMME	ETAT	CdC
1.2 Favoriser le développement de l'intermodalité	1	396 000	198 000	198 000
2.2 Soutenir la dynamique de la recherche en Corse	6	4 205 467	563 291	2 235 476
3.1 Transition énergétique et changement climatique	1			1 931 792
3.2 Biodiversité et préservation des ressources	25	18 972 422	1 167 629	7 144 271
3.3 Risques naturels	2	3 245 000	1 560 000	-
4.1 Numérique	2	3 470 000	-	1 735 000
4.2 Assurer une couverture Très Haut Débit (THD) équilibrée du territoire insulaire (val	1	200 000	140 000	-
5.1 Orientation formation et maintien des publics les plus fragiles sur le marché du travail	9	4 595 280	769 700	3 262 879
6.1 Amélioration des services à la population revitalisation économique des territoires ruraux	12	14 377 985	2 398 928	6 890 912
6.2 Préserver et organiser et développer les territoires ruraux de montagne	28	8 042 127	1 993 282	4 264 514
6.3 Politique urbaine	7	22 783 582	1 660 000	6 654 222
6.4 Langue Corse	15	2 511 128	5 428 843	1 767 140
Total général	**109**	**82 798 990**	**15 879 673**	**36 084 206**

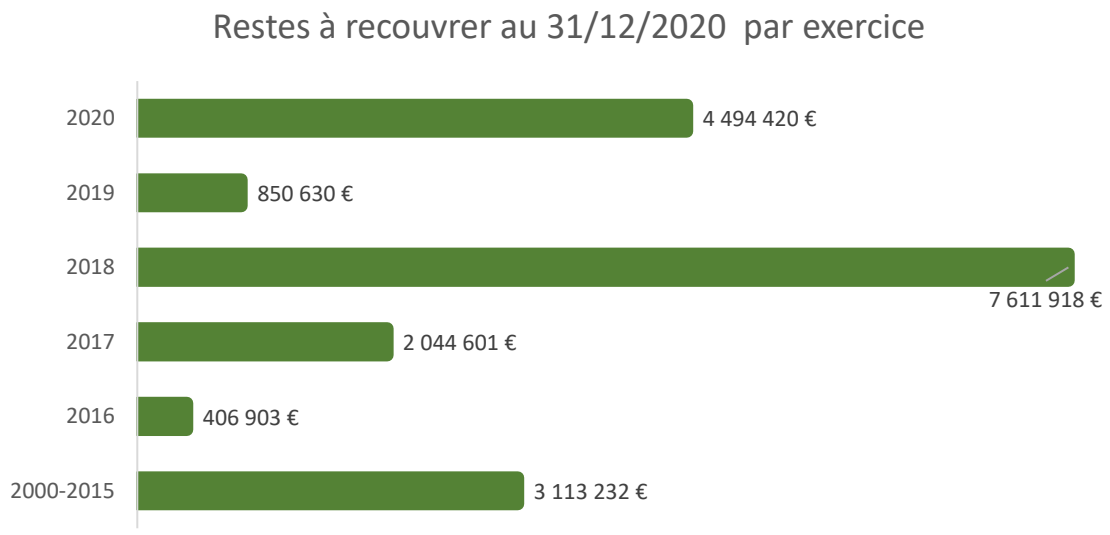
Programme Exceptionnel d'Investissement

La convention d'application du PEI 2017-2020 a été signée en décembre 2016. Fin 2020, 99% du prévisionnel du PEI ont été programmés. En 2020, plus de 160 millions d'euros ont été programmés par le COREPA dans le cadre du PEI permettant le financement de 44 projets.

	MESURES	NOMBRE DE DOSSIER	COUT TOTAL PROGRAMME	ETAT	CdC
41	Mesure eau et assainissement	8	16 443 161	10 079 064	3 070 529
	Mesure remise à niveau des réseaux d'électrification rurale	2	4 891 877	2 921 075	-
	Mesure traitement des déchets	2	1 370 875	822 525	
42	Mesure agriculture et développement rural	1	1 067 000	746 000	-
	Mesure développement urbain et logement social	3	15 283 201	7 687 508	7 234 877
	Mesure infrastructures de transport	14	96 103 263	70 831 150	30 613 350
	Mesure maîtrise du foncier	2	3 300 000	3 300 000	-
43	Mesure enseignement	1	8 437 304	4 165 000	1 880 000
	Mesure formation professionnelle	1	2 448 525	1 224 263	1 224 263
	Mesure santé	5	1 512 050	1 177 564	95 100
	Mesure sport, culture, patrimoine	3	6 809 000	4 289 670	561 000
44	Assistance à maîtrise d'ouvrage	1	280 000	95 200	95 200
	Mesure sport, culture, patrimoine	1	2 100 000	1 323 000	-
	Total général	**44**	**160 046 256**	**108 662 019**	**44 774 319**

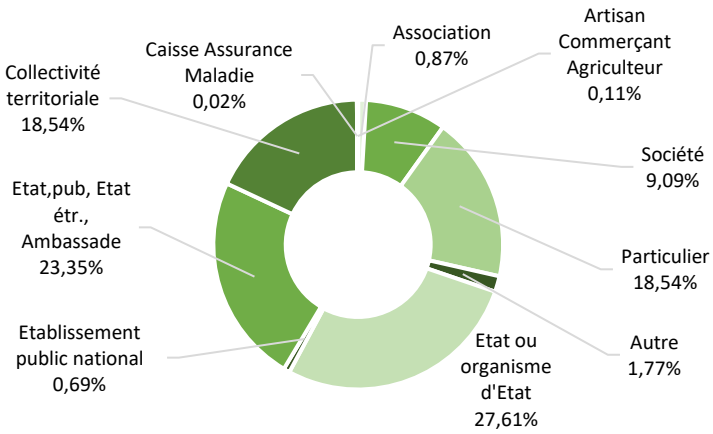
2.3 Les restes à recouvrer au 31/12/2020

Les restes à recouvrer sont constitués des titres émis par la Collectivité, donc intégrés au résultat pris en charge par la paierie de Corse mais non encore régularisés.
Ils sont arrêtés à la somme de 18, 470 M€ au 31 décembre 2020, dont 4,494 M€ au titre de l'exercice 2020.



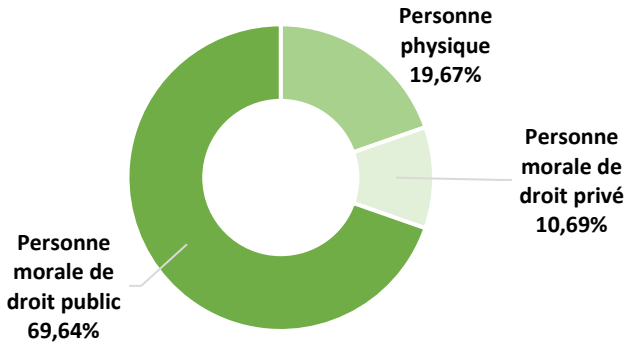
La répartition par nature juridique des tiers débiteurs sur la période 2000 à 2020 démontre que 50 % des titres non recouvrés ont été émis à l'encontre de l'Etat ou organisme d'Etat et des Etablissements Publics à hauteur de 18,54% pour les particuliers - 9,09% à des sociétés - 17,9% à des collectivités.

RÉPARTITION DES RESTES À RECOUVRER PAR NATURE JURIDIQUE SUR LA PERIODE 2000-2020



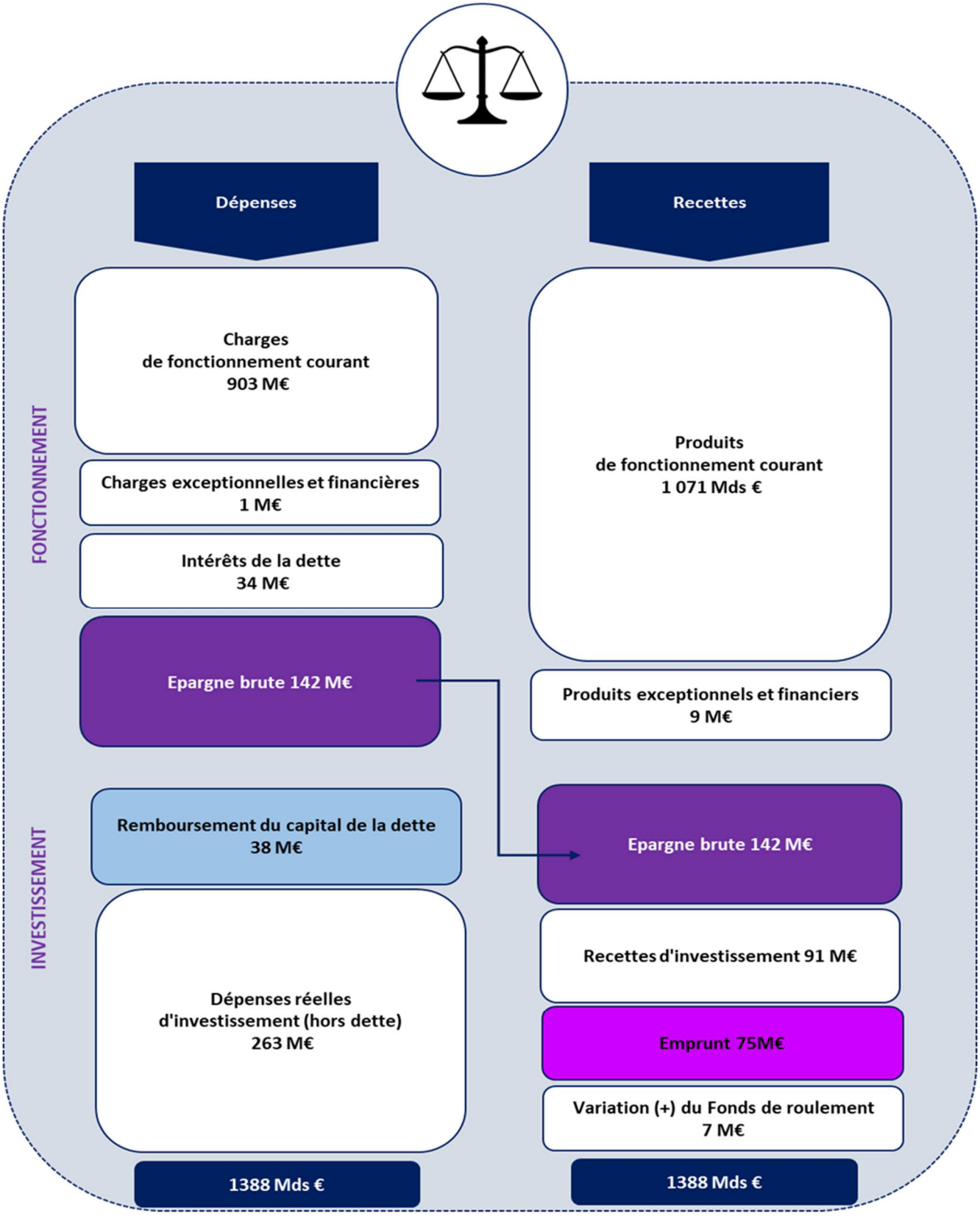
Pour 2020, la structure des restes à recouvrer s'établit ainsi :

RÉPARTITION DE LA STRUCTURE DES RESTES À RECOUVRER AU 31/12/2020



3. La situation financière

L'équilibre budgétaire au CA 2020



3.1 La constitution de l'épargne

Compte tenu de la crise, pour l'exercice 2020, les ratios sont donnés à titre indicatif et ne peuvent refléter les capacités financières réelles des collectivités.

L'épargne dégagée sur la section de fonctionnement contribue au financement des investissements. L'analyse des soldes d'épargne permet de juger la capacité structurelle d'une collectivité à couvrir ses besoins de financement.

Le tableau des soldes intermédiaires de gestion montre que les ratios de solvabilité sont impactés à hauteur de 66 M€, cumul des pertes de recette et des hausses de dépense liées à la crise Covid et à la renégociation des emprunts structurés (déconsignation).

Soldes intermédiaires de gestion

	2018	2019	2020	▲2020/19	Evol. 20/18
Produits services et des domaines - 70	2 645 276,91	3 350 066,83	2 013 558,62	-1 336 508,21	**-12,75%**
Impôts et taxes - 73 et 731	666 668 668,95	686 191 553,75	654 296 233,68	-31 895 320,07	**-0,93%**
Dotations et participations - 74	334 617 129,06	337 698 192,92	338 196 402,00	498 209,08	**0,53%**
Autres produits de gestion courante - 75	13 337 992,06	24 380 224,41	22 836 014,68	-1 544 209,73	**30,85%**
Recettes sociales - 015 016 et 017	54 179 007,09	55 881 152,77	53 646 695,71	-2 234 457,06	**-0,49%**
Atténuation de charges - 013	339 512,58	312 688,93	285 766,04	-26 922,89	**-8,26%**
Total recettes gestion courante (1)	**1 071 787 586,65**	**1 107 813 879,61**	**1 071 274 670,73**	**-36 539 208,88**	**-0,02%**
Variation annuelle		***3,36%***	***-3,30%***		
Charges à caractère général - 011	66 202 139,85	67 458 782,18	74 486 241,06	7 027 458,88	**6,07%**
Charges de personnel - 012	194 335 022,48	200 493 938,11	210 232 605,00	9 738 666,89	**4,01%**
Autres charges de gestion courante - 65 et 6586	470 516 856,73	486 576 086,05	496 568 769,59	9 992 683,54	**2,73%**
Social - 016 et 017	103 246 883,90	102 410 774,32	110 003 229,32	7 592 455,00	**3,22%**
Atténuation de produits - 014	12 898 102,60	16 457 092,21	12 111 129,92	-4 345 962,29	**-3,10%**
Total dépenses gestion courante (2)	**847 199 005,56**	**873 396 672,87**	**903 401 974,89**	**30 005 302,02**	**3,26%**
Variation annuelle		**3,09%**	**3,44%**		
Excédent brut de fonctionnement (1) - (2)	**224 588 581,09**	**234 417 206,74**	**167 872 695,84**	**-66 544 510,90**	**-13,54%**
Variation annuelle		**4,38%**	**-28,39%**		
+ Produits financiers - 76	7 998 968,31	8 116 942,06	9 005 232,57	888 290,51	**6,10%**
+ Produits exceptionnels (hors 7761, et 777)	42 152,93	401 371,74	380 477,71	-20 894,03	**200,44%**
- Charges exceptionnelles et financières	2 057 434,37	1 066 552,30	1 485 035,72	418 483,42	**-15,04%**
= Epargne de gestion	**230 572 267,96**	**241 868 968,24**	**175 773 370,40**	**-66 095 597,84**	**-12,69%**
Variation annuelle		**4,90%**	**-27,33%**		
- Intérêts de la dette – 66111 et 66112	22 471 226,56	21 772 961,50	33 849 698,65	12 076 737,15	**22,73%**
= Epargne brute	**208 101 041,40**	**220 096 006,74**	**141 923 671,75**	**-78 172 334,99**	**-17,42%**
Variation annuelle		**5,76%**	**-35,52%**		
Taux épargne brute	**19,42%**	**19,87%**	**13,25%**		
- Remboursement du capital de la dette	32 834 876,18	33 186 539,66	37 588 335,30	4 401 795,64	**6,99%**
= Epargne nette	**175 266 165,22**	**186 909 467,08**	**104 335 336,45**	**-82 574 130,63**	**-22,84%**
Variation annuelle		**6,64%**	**-44,18%**		
Capacité de désendettement	**3,73**	**3,60**	**6,20**		

En 2020, la Collectivité, fortement impactée par la crise et par les choix faits par l'Assemblée de Corse de déployer des mesures d'urgence et d'accompagnement pour les acteurs du territoire et les bénéficiaires sociaux, voit ses taux d'épargne se dégrader.

Selon l'Assemblée des départements de France, citée par La Gazette le 17 mars, l'épargne brute des départements aura perdu 26,8% en 2020.
Selon une note du Président de la délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale, les recettes des régions auront connu une très légère baisse en 2020 et les dépenses une hausse marquée.
L'épargne sera également en repli. La CdC aura donc suivi la tendance générale.

Le taux d'épargne brute se situe au CA 2020 à 13,25 %.

Considérant que le « seuil de vigilance » d'un département se situe à 10% et celui d'une région à 15%, celui d'une CU peut être positionné autour de 12,5%.

La capacité de désendettement est de moins de 6,2 années. Le seuil de vigilance est de 9 années.

Le taux de désendettement de la collectivité s'élève à 82,14 %. Ce ratio également appelé « ratio de surendettement », permet de mesurer le poids de la dette par rapport à la richesse de la collectivité alors que la moyenne de la strate régionale est en augmentation de17 points entre 2019 et 2020 pour s'établir à 113,5 % en 2020.

3.2 Le financement des investissements 2020

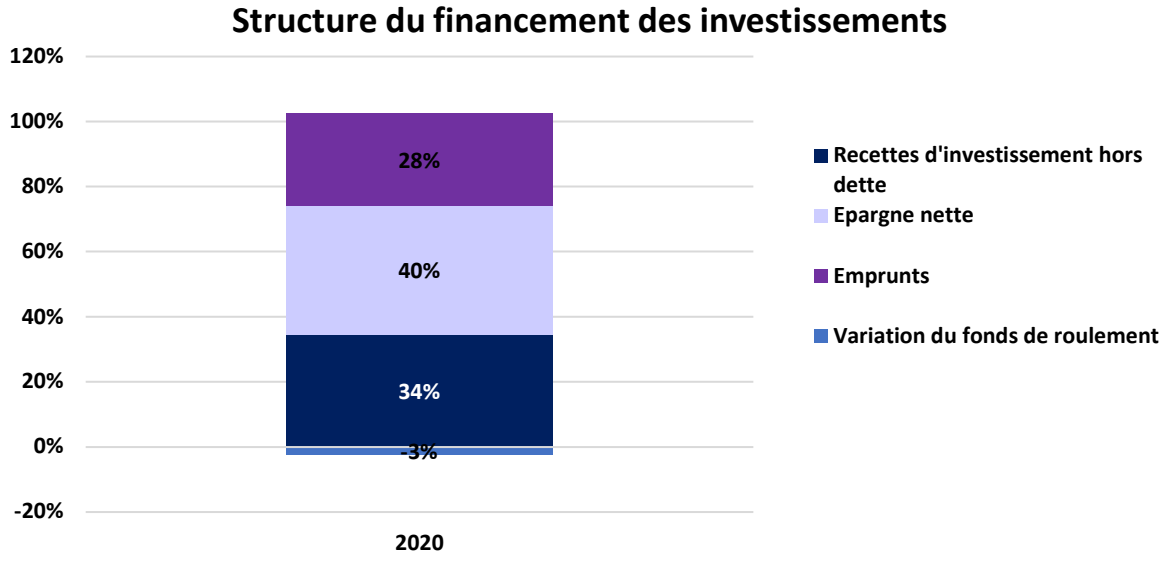
La Collectivité de Corse dispose des ressources suivantes pour financer ses investissements :

- ✓ Les ressources externes : subventions, FCTVA, autres dotations ;
- ✓ L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement ;
- ✓ L'emprunt ;
- ✓ La variation du fonds de roulement.

	2018	2019	2020
(-) Dépenses d'investissement hors dette	275 247 328,50	291 523 425,87	263 199 509,82
(+) Recettes d'investissement hors dette	81 524 163,65	86 249 933,84	90 628 448,66
(=) Capacité ou besoin de financement total	**-193 723 164,85**	**-205 273 492,03**	**-172 571 061,16**
Variation annuelle		***5,96%***	***-15,93%***
(+) Epargne nette	175 266 165,22	186 909 467,08	104 335 336,45
(=) Capacité ou besoin de financement réel	**-18 456 999,63**	**-18 364 024,95**	**-68 235 724,71**
Variation annuelle		**-0,50%**	**271,57%**
(+) Emprunts		50 450 000,00	75 000 000,00
Variation annuelle			**48,66%**
(=) Variation du fonds de roulement (VRF)	**-18 456 999,63**	**32 085 975,05**	**6 764 275,29**

La comparaison des dépenses et des recettes d'investissement détermine un besoin de financement total. Il s'élève à 172,571 M€ en 2020. Ce besoin de financement est couvert prioritairement par l'épargne nette dégagée sur la section de fonctionnement, à hauteur de 104,335 M€, soit 60,46 %.

Avec un besoin de financement réel subsistant à hauteur de 68,236 M€, la collectivité a décidé de recourir à l'emprunt.



Même si la tendance constatée est moins bonne du fait des aléas 2020, le financement des investissements est assuré à hauteur de 40 % par de l'épargne.

Partie 3 : Bilan de la gestion pluriannuelle au 31/12/2020

Synthèse :

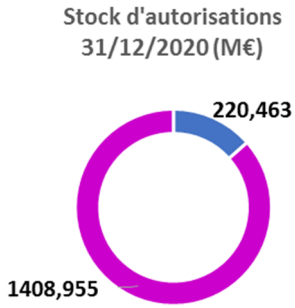
La gestion pluriannuelle mise en œuvre sur l'exercice 2020 se caractérise par :

- ***Une baisse du stock des AE de 13%, soit 220,463 M€ avec un ratio de couverture de 0,5 an,***
- ***Une augmentation du stock d'AP arrêté à 1 408,955 M€ avec un ratio de couverture de 5,5 années,***
- ***De bons taux de programmation 87,78% en investissement et 96,07% en fonctionnement, malgré le contexte de crise,***
- ***Un toilettage budgétaire réalisé en 2020 à hauteur de 147,9 M€ (-114,6 M€ en investissement et 33,2 M€ en fonctionnement).***

Les niveaux des stocks

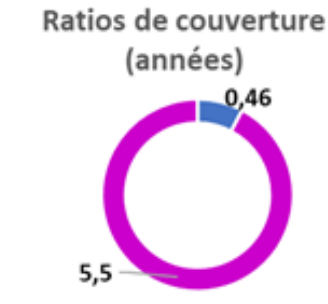
Pour la section de fonctionnement, le stock d'AE non couvertes par des CP au 31/12/2020 est de 220,463 M€, en baisse de -13% par rapport à 2019 (253,396 M€). Ce stock est composé à 60,13% d'opérations directes, et à 34,64% de subventions.

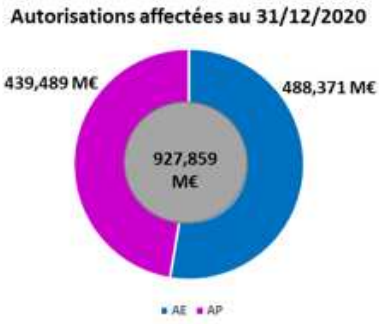
Pour la section d'investissement, le stock d'AP non couvertes par des CP au 31/12/2020 est de 1 408,955 M€, en hausse de +4,33% par rapport au 31/12/2019 (1 350,482 M€). Ce stock est composé majoritairement d'opérations de maitrise d'ouvrage directes (61,67%) et de subventions aux tiers (27,41%).



Le ratio de couverture des autorisations d'engagement affectées non mandatées au 31/12/2020 s'établit à 0,46 années, ce qui signifie qu'à niveau de réalisations en CPF 2020, la CdC pourrait résorber son stock d'AE en 5 mois. (Pour mémoire, en 2019, ce ratio était de 0,54).

Le ratio de couverture des autorisations de programme affectées non mandatées au 31/12/2020 se monte à 5,50 années, ce qui veut dire qu'à niveau de réalisations en CPI 2020, la CdC pourrait résorber son stock en 5 ans et demi. (Pour rappel, ce ratio était de 4,96 en 2019 et la norme prudentielle se situe à 4 années).



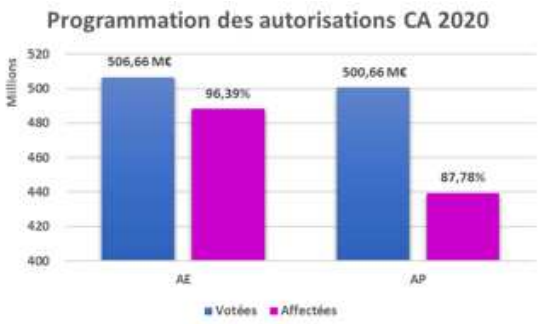


Les taux de programmation restent importants

La Collectivité de Corse maintient son taux d'affectation des autorisations votées à un très bon niveau.

En effet, les taux pour l'exercice 2020 sont les suivants :

> 87,78% en investissement
> 96,07% en fonctionnement

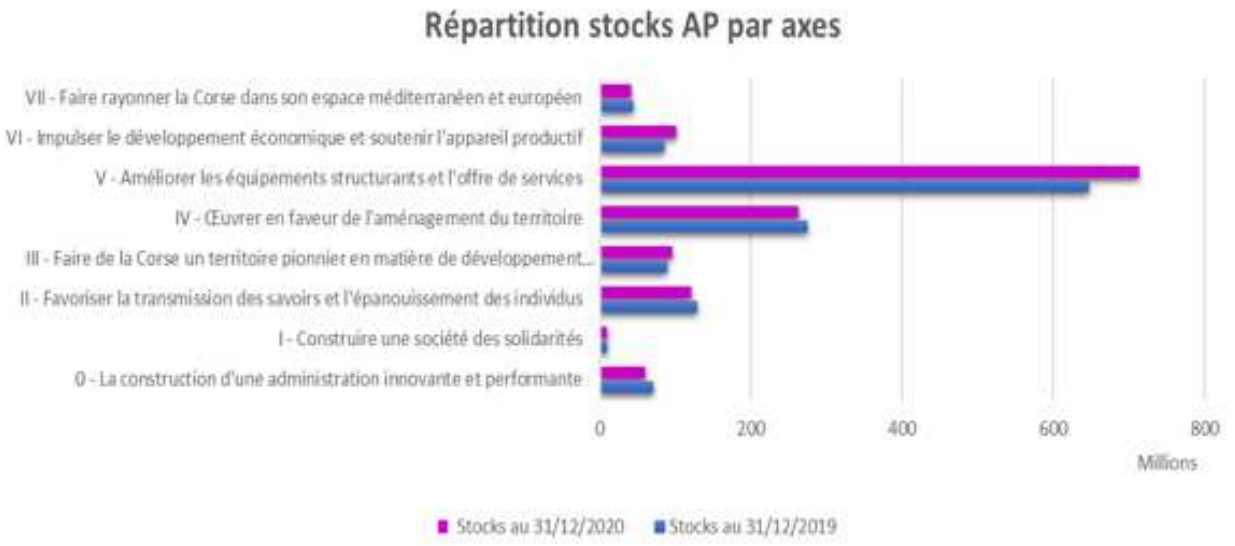


1. Le bilan des autorisations de programme au 31/12/2020

Le tableau présenté ci-dessous est une adaptation de l'annexe AE/AP règlementaire de la nomenclature M57. Un bilan de la gestion pluriannuelle de la collectivité doit être présenté à l'occasion du vote du compte administratif. Ce bilan s'appuie sur les annexes règlementaires prévues dans le cadre comptable et budgétaire.

En 2020, le montant des crédits ouverts et disponibles en investissement pour affecter était de **500 661 766 €**. Ces crédits ont été affectés à hauteur de **439 488 527,38 €.**

Libellé	AP Votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP non affectées annulées (3)	Stock AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4)-(5)	Ratio de couverture
0 - La construction d'une administration innovante et performante	16 115 000,00	70 385 715,22	14 065 700,00	14 979 147,34	69 472 267,88	8 598 046,40	60 874 221,48	7,08
I - Construire une société des solidarités	1 220 000,00	9 399 387,24	1 063 106,31	301 732,92	10 160 760,63	279 366,26	9 881 394,37	35,37
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	40 378 341,00	129 853 266,53	37 615 736,89	14 314 120,53	153 154 882,89	31 849 814,30	121 305 068,59	3,81
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	27 092 325,00	88 947 377,45	26 455 914,65	6 045 843,91	109 357 448,19	13 463 669,62	95 893 778,57	7,12
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	101 131 100,00	274 738 755,04	64 355 814,13	18 563 202,56	320 531 366,61	56 918 361,82	263 613 004,79	4,63
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	231 250 000,00	647 791 216,55	232 432 900,00	66 226 694,74	813 997 421,81	100 423 998,59	713 573 423,22	7,11
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	67 475 000,00	85 391 569,38	56 156 937,06	4 364 953,57	137 183 552,87	35 761 806,04	101 421 746,83	2,84
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	16 000 000,00	43 974 704,25	7 342 418,34	0,00	51 317 122,59	8 924 797,19	42 392 325,40	4,75
TOTAL	**500 661 766,00**	**1 350 481 991,66**	**439 488 527,38**	**124 795 695,57**	**1 665 174 823,47**	**256 219 860,22**	**1 408 954 963,25**	**5,50**



Le stock d'AP restant à mandater au 31/12/2020 est de 1 408,955 M€, en hausse de +4,33% par rapport au 31/12/2019 (1 350,482 M€).

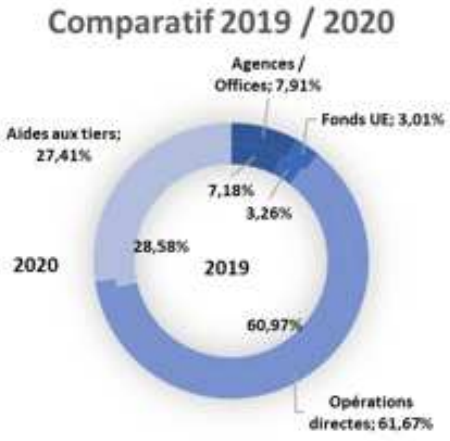
La structure du stock d'AP :

Ventilation par chapitre fonctionnel :

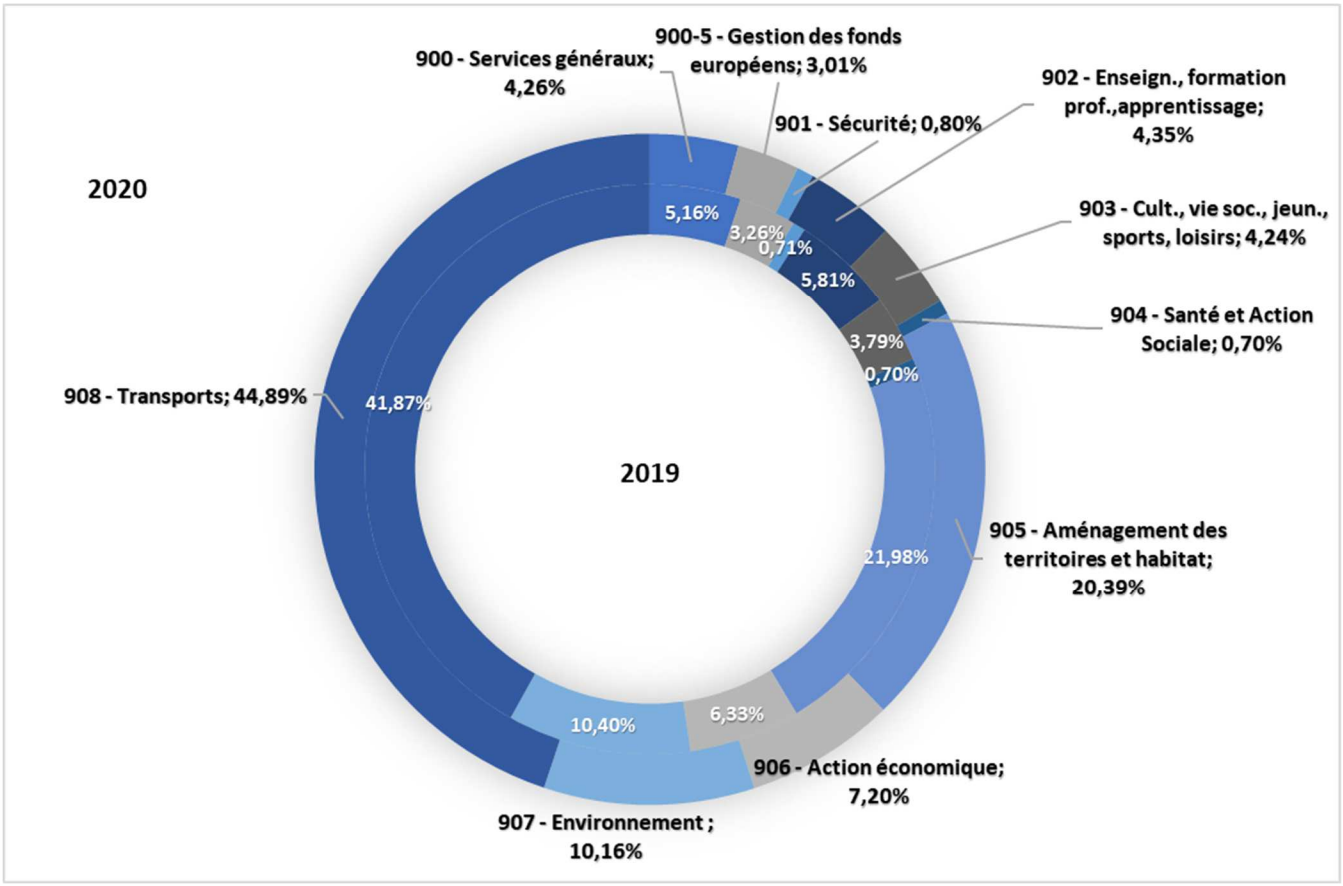
Libellés	Stocks au 31/12/2019	Stocks au 31/12/2020	Evol N-1
900 - Services généraux	69 658 543,61	60 013 695,75	-13,85%
900-5 - Gestion des fonds européens	43 974 704,25	42 392 325,40	-3,60%
901 - Sécurité	9 641 791,17	11 313 145,72	17,33%
902 - Enseign., formation prof.,apprentissage	78 473 155,62	61 249 088,99	-21,95%
903 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	51 117 839,81	59 776 197,10	16,94%
904 - Santé et Action Sociale	9 399 387,24	9 881 394,37	5,13%
905 - Aménagement des territoires et habitat	296 806 458,63	287 283 351,58	-3,21%
906 - Action économique	85 485 696,81	101 464 649,68	18,69%
907 - Environnement	140 434 332,86	143 097 623,44	1,90%
908 - Transports	565 490 081,66	632 483 491,22	11,85%
TOTAL	**1 350 481 991,66**	**1 408 954 963,25**	**4,33%**

Ventilation par nature d'opérations :

Nature d'opérations	Stocks au 31/12/2019	Stocks au 31/12/2020	Evol N-1
Agences / Offices	97,03	111,38	14,79%
Fonds UE	43,97	42,39	-3,59%
Opérations directes	823,45	868,95	5,53%
Aides aux tiers	386,03	386,23	0,05%
TOTAL	**1 350,48**	**1 408,95**	**4,33%**



Sur le graphique ci-dessous, les évolutions par chapitre fonctionnel :



La majeure partie du stock d'autorisations de programmes (44,89%) se trouve sur la fonction « transports » dédiée aux infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires et ferroviaires. Le montant du stock 2020 est de 632,483 M€, en augmentation de +11,85% soit en volume +66,99 M€ par rapport à l'exercice 2019.
Le stock sur cette fonction se décompose ainsi :

- Réseau routier : 376,979 M€ (59,60% du stock) ;
- Ports/aéroports : 99,567 M€ (15,74% du stock) ;
- Réseau ferré : 154,156 M€ (24,37% du stock) ;
- Transports non urbains/transports scolaires : 1,781 M€ (0,28% du stock).

La deuxième fonction mobilisatrice de stock d'AP est « Aménagement du territoire » (20,39% du total) avec un montant au 31/12 de 287,283 M€, en baisse par rapport à 2019 de -3,21% (-9,523 M€). Le stock se décompose de la façon suivante :

La fonction « environnement » possède un stock de 143,098 M€ (10,16% du total) en hausse +1,90% (+2,663 M€) par rapport au 31/12/2019 :

- La politique de l'eau via l'OEHC sous maitrise d'ouvrage CdC : 56,133 M€ (39,23% du stock) ;
- L'assainissement : 46,929 M€ (32,8% du stock) ;
- L'environnement et l'Energie (OEC, AUE) :27,680 M€ (19,34% du stock).

« L'action économique » a un stock de 101,465 M€ au 31/12 (7,20% du total), en augmentation constante de +18,69% par rapport à 2019 (+15,979 M€).

- Le développement agricole et rural (ODARC) : 54,955 M€ (54,16% du stock) ;

- Le développement économique et le soutien aux entreprises (ADEC) : 31,302 M€ (30,85% du stock). Il faut préciser qu'un stock de 7,092 M€ dû à la crise Covid-19 est fléché cette année.
- Le tourisme (ATC notamment) : 9,7 M€ (9,56% du stock).

« Enseignement supérieur, recherche, formation professionnelle » possède un stock de 61,249 M€ (4,35% du stock), en baisse de -21,95% (-17,224 M€) par rapport à 2019. La majeure partie se trouve sur les travaux sur les bâtiments (collèges, lycées, Università) et la matrice de l'Università.

Pour la fonction « culture, patrimoine, sports, jeunesse », le stock au 31/12 est de 59,776 M€ (4,24% du total) en hausse de +16,94% par rapport à 2019 (+8,658 M€) :

- Le patrimoine => 26,966 M€ ;
- La culture => 12,971 M€ ;
- Sports et jeunesse => 14,292 M€ ;
- Musées régionaux => 4,642 M€

Le chapitre « Services généraux » contient un stock de 60,014 M€, en baisse par rapport à 2019 de -13,85%.

La gestion des fonds européens a un stock de 42,392 M€, en baisse par rapport à 2019 de -3,60% (-1,582 M€). Les deux autres fonctions (Sécurité et Action sociale) possèdent un stock marginal par rapport aux autres fonctions (21,195 M€).

Le ratio de couverture :

En considérant le stock d'AP 2020 et les consommations de crédits de paiement d'investissement (CPI) annuels, le ratio de couverture au 31/12/2020 est de **5,50 années**.

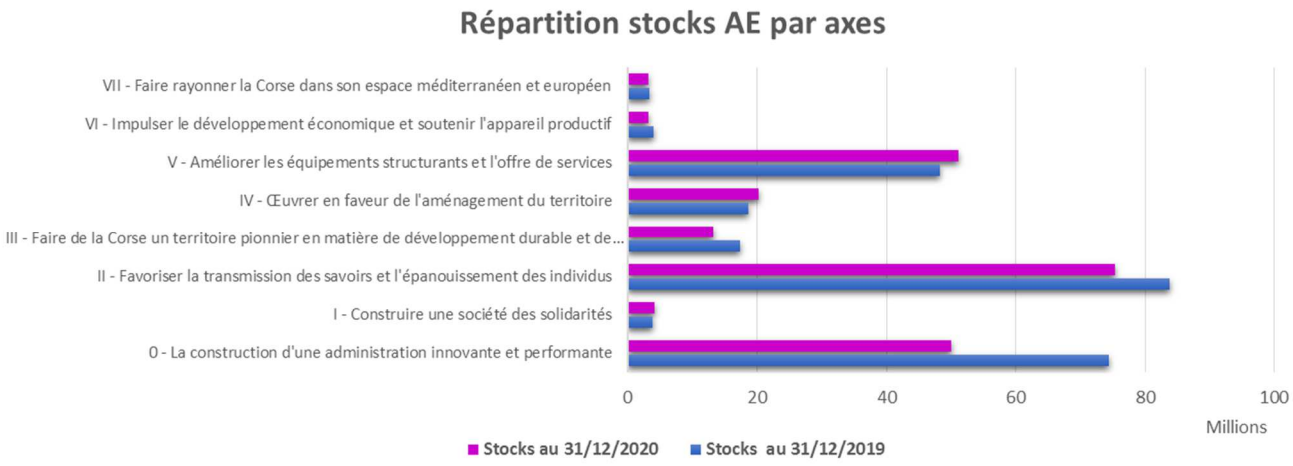
Pour rappel, comme souligné dans le débat d'orientations budgétaires, les autorisations de programmes qui seront ouvertes dans les prochains exercices devront tenir compte des stocks existants pour éviter une déconnexion entre les AP et les CPI.

2. Le bilan des autorisations d'engagement au 31/12/2020

Le tableau présenté ci-dessous est une adaptation de l'annexe AE/AP règlementaire de la nomenclature M57.

En 2020, le montant des crédits ouverts et disponibles pour affectation était de **506 660 359 €** en fonctionnement. Ces crédits ont été affectés à hauteur de **488 370 850,65 €** soit un taux d'affectation de 96,39%.

Libellé	AE Votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE non affectées annulées (3)	Stock AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4)-(5)	Ratio de couverture
0 - La construction d'une administration innovante et performante	36 623 162,00	74 367 970,27	35 014 332,00	24 624 256,66	84 758 045,61	34 817 504,29	49 940 541,32	1,43
I - Construire une société des solidarités	2 090 000,00	3 825 504,28	1 832 528,91	107 869,76	5 550 163,43	1 366 642,75	4 183 520,68	3,06
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	82 638 486,00	83 864 485,65	72 944 611,17	7 926 705,02	148 882 391,80	73 474 351,58	75 408 040,22	1,03
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	41 805 600,00	17 326 498,98	40 335 250,00	6 417 739,50	51 244 009,48	38 052 764,11	13 191 245,37	0,35
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	62 094 952,00	18 608 028,30	59 227 608,12	930 914,69	75 306 821,73	56 646 176,58	20 258 545,15	0,36
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	250 664 159,00	48 234 318,82	249 069 059,00	3 814 485,57	293 488 892,25	242 370 046,62	51 118 845,63	0,21
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	29 714 000,00	3 901 917,76	29 463 222,83	1 817 853,52	31 547 287,07	28 350 298,58	3 196 988,49	0,11
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	1 030 000,00	3 267 306,57	484 238,62	4 538,20	3 747 006,99	581 468,72	3 165 538,27	5,44
TOTAL	**506 660 359,00**	**253 396 030,63**	**488 370 850,65**	**45 644 362,92**	**694 524 618,36**	**475 659 253,23**	**220 463 265,13**	**0,46**



Le stock d'AE restant à mandater au 31/12/2020 est de 220,463 M€, en baisse de -13% par rapport à 2019 (pour rappel : 253,396 M€).

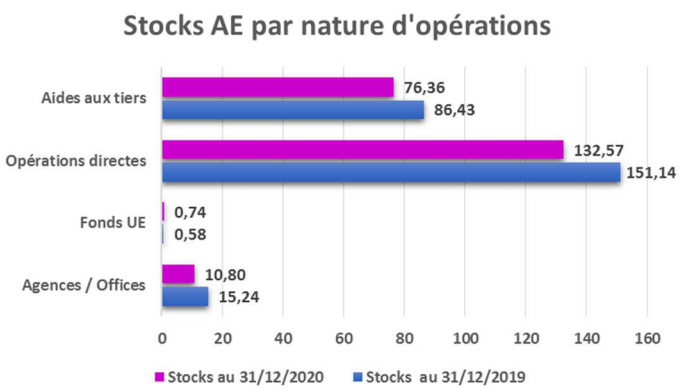
La structure du stock d'AE :

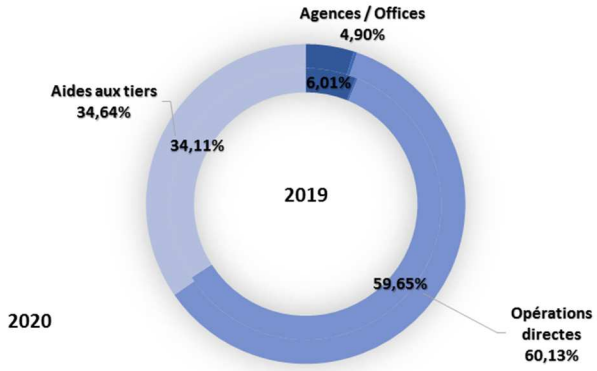
Ventilation par chapitre fonctionnel :

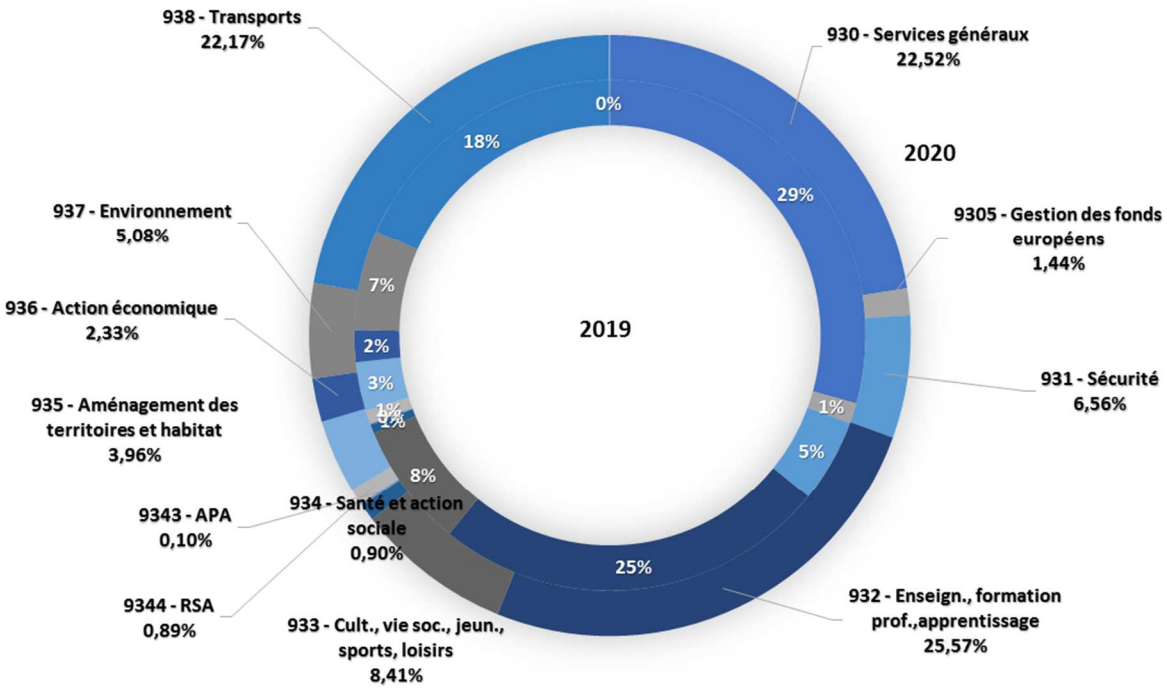
Libellés	Stocks au 31/12/2019	Stocks au 31/12/2020	Evol N-1
930 - Services généraux	74 230 917,88	49 645 966,33	-33,12%
9305 - Gestion des fonds européens	3 267 306,57	3 165 538,27	-3,11%
931 - Sécurité	13 389 191,41	14 466 977,01	8,05%
932 - Enseign., formation prof.,apprentissage	63 189 658,07	56 379 046,16	-10,78%
933 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	20 057 670,72	18 534 754,51	-7,59%
934 - Santé et action sociale	1 478 910,50	1 992 038,65	34,70%
9343 - APA	229 694,84	229 694,84	0,00%
9344 - RSA	2 116 898,94	1 961 787,19	-7,33%
935 - Aménagement des territoires et habitat	7 792 325,89	8 738 013,68	12,14%
936 - Action économique	5 111 334,50	5 129 979,08	0,36%
937 - Environnement	16 059 695,31	11 200 867,85	-30,25%
938 - Transports	46 370 323,61	48 867 611,37	5,39%
944 - Frais de fonctionnement groupes d'élus	102 102,39	150 990,19	47,88%
TOTAL	**253 396 030,63**	**220 463 265,13**	**-13,00%**

Ventilation par nature d'opérations :

Nature d'opérations	Stocks au 31/12/2019	Stocks au 31/12/2020	Evol N-1
Agences / Offices	15,24	10,80	-29,17%
Fonds UE	0,58	0,74	28,17%
Opérations directes	151,14	132,57	-12,29%
Aides aux tiers	86,43	76,36	-11,65%
Total général	**253,39**	**220,46**	**-12,99%**







Sur le graphique ci-dessus, nous retrouvons les évolutions du stock d'AE par chapitre fonctionnel.

La politique publique avec le stock le plus important est l'enseignement supérieur, formation professionnelle pour un montant de 56,379 M€ (25,57% du stock total d'AE), en baisse de -10,78% par rapport au 31/12/2019 (-6,811M€) :

- L'enseignement supérieur avec 32,862M€ (58,29% du stock)
- La formation professionnelle avec 20,818M€ (36,92% du stock)

On trouve ensuite les « services généraux » avec un stock de 49,646M€ (22,52% du stock total) en baisse de -33,12% par rapport à 2019 (-24,585M€) :

- L'administration générale avec 26,995 M€ (54,38% du stock) ;
- L'informatique et la téléphonie avec 7,517 M€ (15,14% du stock) ;
- Les bâtiments administratifs avec 5,308M€ (9,41% du stock) ;
- Les ressources humaines avec 3,330 M€ (6,71% du stock).

La politique « transports » arrive en troisième position avec un stock de 48.868 M€ (22,17% du stock) en hausse de +5,39% (+2,497 M€) par rapport à 2019 :

- 50,02% du stock concerne les transports scolaires, interurbains, et de personnes handicapées (24,442M€)
- 42,93% du stock concerne le réseau routier et le parc de la voirie de la CdC (20,980M€)
- Le ferroviaire (SAEML des CFC), ports et aéroports pour un montant de 6,574M€.

La fonction culture, patrimoine, sports et jeunesse, avec un stock total de 18,535M€, est en baisse de -7,59% (-1,523 M€) par rapport à 2019.

- La politique culturelle avec 10,087 M€ (54,4% du stock)
- La politique de conservation du patrimoine avec 6,028 M€ (32,5% du stock)
- Les politiques sport et jeunesse pour 2,293 M€ (12,3% du stock

Le chapitre « Environnement », possède un stock de 11,201 M€ au 31/12 (5,08% du stock), en baisse de -30,25% par rapport à 2019 (-4,859 M€). Ce sont principalement les actions menées par l'OEC (en baisse de -4,6 M€) et la protection et mise en valeur des espaces naturels sensibles.

La fonction « sécurité », avec un stock de 14,467 M€, principalement dû aux deux SDIS, et au matériel des forestiers-sapeurs.

La politique « aménagement du territoire », dispose d'un stock de 8,738 M€, comprenant les aides aux tiers, aux communes et groupements, le comité de massif, la fibre optique et la langue Corse.
Les autres politiques (fonds européens, santé et action sociale, action économique) représentent moins de 6% du stock d'AE. Vous retrouvez les chiffres sur le tableau ci-dessus.

Le ratio de couverture :

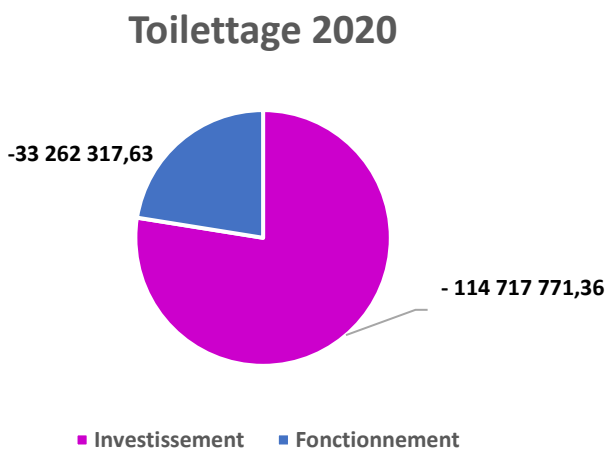
En considérant le stock d'AE 2020 et les consommations de crédits de paiement de fonctionnement (CPF) annuels, le ratio de couverture au 31/12/2020 est de **0,46 année**.

Pour rappel, les annulations d'autorisations d'engagement effectuées par décision modificative ont permis de contenir l'évolution du stock.

3. Le bilan sur la décision de toilettage effectuée en 2020

Pour rappel, un toilettage a été effectué au cours de l'exercice (*délibération n°20/235 AC du 22/12/2020*) permettant l'annulation de **147 980 088,99€** d'autorisations répartis ainsi :

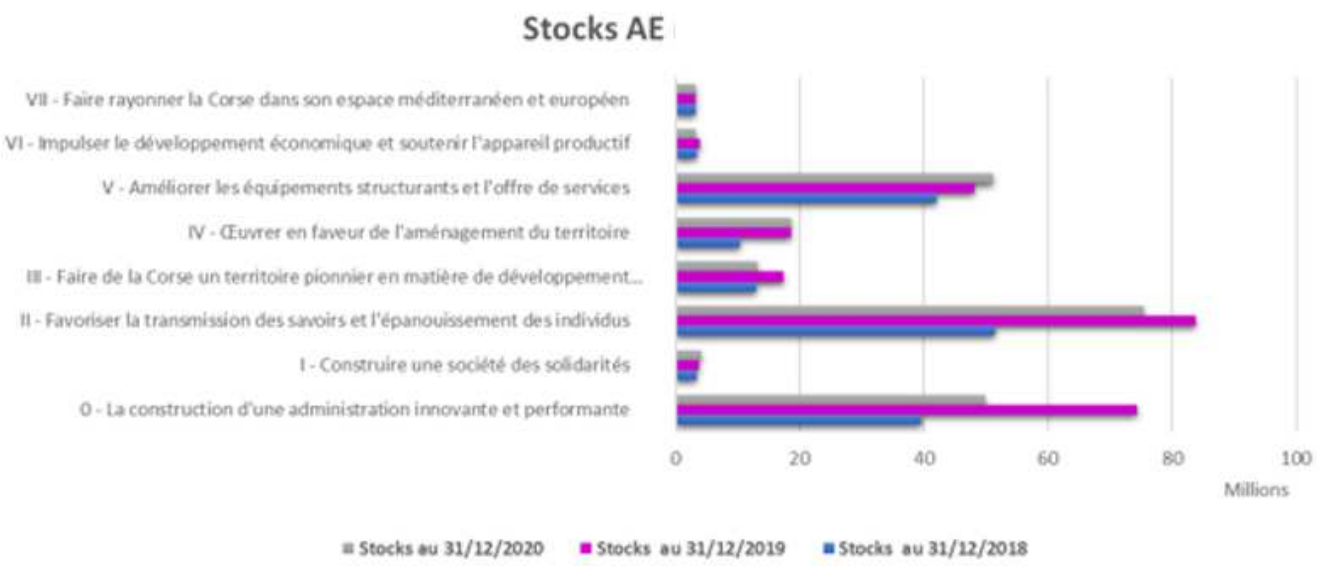
AP : 114 717 771,36 €
AE : 33 262 317,63 €



4. Les autorisations 2018-2020

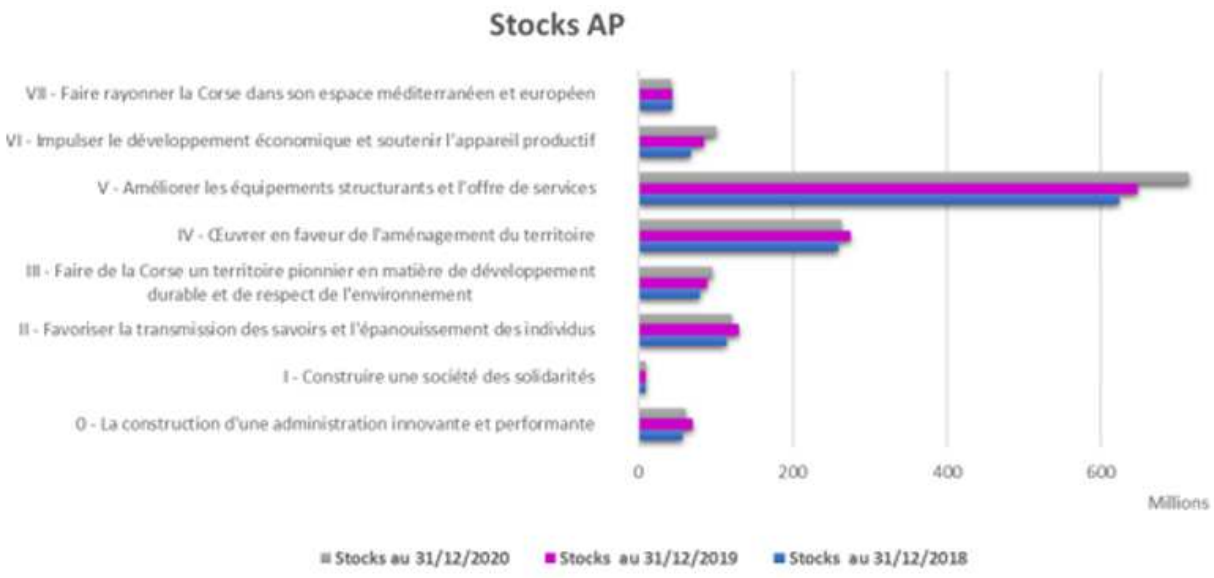
En fonctionnement :

Autorisations d'engagement				
	Stocks au 31/12/2018	Stocks au 31/12/2019	Stocks au 31/12/2020	Taux d'évolution
0 - La construction d'une administration innovante et performante	39 507 041,97	74 367 970,27	49 940 541,32	12,43%
I - Construire une société des solidarités	3 344 843,46	3 825 504,28	4 183 520,68	11,84%
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	51 543 319,38	83 864 485,65	75 408 040,22	20,95%
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	12 962 516,35	17 326 498,98	13 191 245,37	0,88%
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	10 464 575,73	18 608 028,30	20 258 545,15	39,14%
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	41 973 934,09	48 234 318,82	51 118 845,63	10,36%
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	3 484 741,93	3 901 917,76	3 196 988,49	-4,22%
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	3 289 617,70	3 267 306,57	3 165 538,27	-1,90%
TOTAL	166 570 590,61	253 396 030,63	220 463 265,13	15,05%



En investissement :

Autorisations de programme				
	Stocks au 31/12/2018	Stocks au 31/12/2019	Stocks au 31/12/2020	Taux d'évolution
0 - La construction d'une administration innovante et performante	57 519 950,76	70 385 715,22	60 874 221,48	5,83%
I - Construire une société des solidarités	9 649 167,86	9 399 387,24	9 881 394,37	2,41%
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	113 916 826,98	129 853 266,53	121 305 068,59	6,49%
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	79 871 905,70	88 947 377,45	95 893 778,57	20,06%
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	258 593 883,41	274 738 755,04	263 613 004,79	1,94%
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	623 859 507,55	647 791 216,55	713 573 423,22	14,38%
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	68 136 889,36	85 391 569,38	101 421 746,83	48,85%
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	44 091 086,97	43 974 704,25	42 392 325,40	-3,85%
TOTAL	**1 255 639 218,59**	**1 350 481 991,66**	**1 408 954 963,25**	**12,21%**

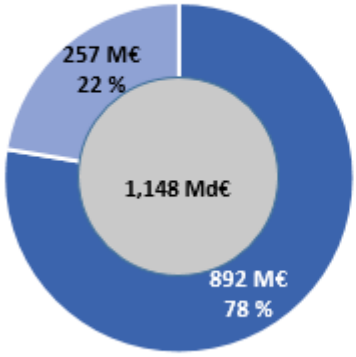


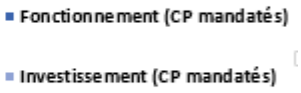
Partie 4 : Présentation des dépenses réelles ventilées par chapitre fonctionnel

La présente partie propose une photographie des consommations de crédits de paiement et des affectations par chapitre fonctionnel. Le rapport d'activité pour 2020 de la Collectivité de Corse détaille les politiques et leurs principales actions.

Présentation des volumes de crédits mandatés par chapitres fonctionnels				
		CP votés en 2020	CP mandatés en 2020	Taux de réalisation
Services généraux		**226 895 559,00**	**218 325 422,50**	**96,22%**
	Fonctionnement	216 381 639,00	209 976 121,98	97,04%
	Investissement	10 513 920,00	8 349 300,52	79,41%
Gestion fonds européens		**10 300 000,00**	**8 963 254,32**	**87,02%**
	Fonctionnement	500 000,00	38 457,13	7,69%
	Investissement	9 800 000,00	8 924 797,19	91,07%
Sécurité		**59 206 818,00**	**51 164 613,91**	**86,42%**
	Fonctionnement	49 247 567,00	48 486 132,88	98,45%
	Investissement	9 959 251,00	2 678 481,03	26,89%
Enseignement, formation professionnelle, apprentissage		**97 601 538,00**	**93 032 220,79**	**95,32%**
	Fonctionnement	78 523 690,00	74 609 051,12	95,01%
	Investissement	19 077 848,00	18 423 169,67	96,57%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		**43 616 153,92**	**34 902 374,14**	**80,02%**
	Fonctionnement	23 912 384,00	21 656 153,31	90,56%
	Investissement	19 703 769,92	13 246 220,83	67,23%
Santé et action sociale		**99 814 091,00**	**97 923 776,32**	**98,11%**
	Fonctionnement	99 076 669,00	97 642 910,06	98,55%
	Investissement	737 422,00	280 866,26	38,09%
APA		**64 533 680,00**	**63 996 607,07**	**99,17%**
	Fonctionnement	64 533 680,00	63 996 607,07	99,17%
RSA		**46 593 430,00**	**45 968 946,80**	**98,66%**
	Fonctionnement	46 593 430,00	45 968 946,80	98,66%
Aménagement des territoires et habitat		**81 984 364,00**	**67 358 733,93**	**82,16%**
	Fonctionnement	15 016 739,00	13 153 815,36	87,59%
	Investissement	66 967 625,00	54 204 918,57	80,94%
Action économique		**79 258 623,00**	**68 218 677,21**	**86,07%**
	Fonctionnement	34 467 453,00	32 407 199,01	94,02%
	Investissement	44 791 170,00	35 811 478,20	79,95%
Environnement		**68 452 825,00**	**62 173 587,79**	**90,83%**
	Fonctionnement	42 752 779,00	41 346 552,36	96,71%
	Investissement	25 700 046,00	20 827 035,43	81,04%
Transports		**343 952 619,00**	**336 455 209,50**	**97,82%**
	Fonctionnement	245 214 179,00	242 324 464,40	98,82%
	Investissement	98 738 440,00	94 130 745,10	95,33%
Dépenses totales de l'axe (I et F)		**1 222 209 700,92**	**1 148 483 424,28**	**93,97%**
Total Fonctionnement		**916 220 209,00**	**891 606 411,48**	**97,31%**
Total Investissement		**305 989 491,92**	**256 877 012,80**	**83,95%**

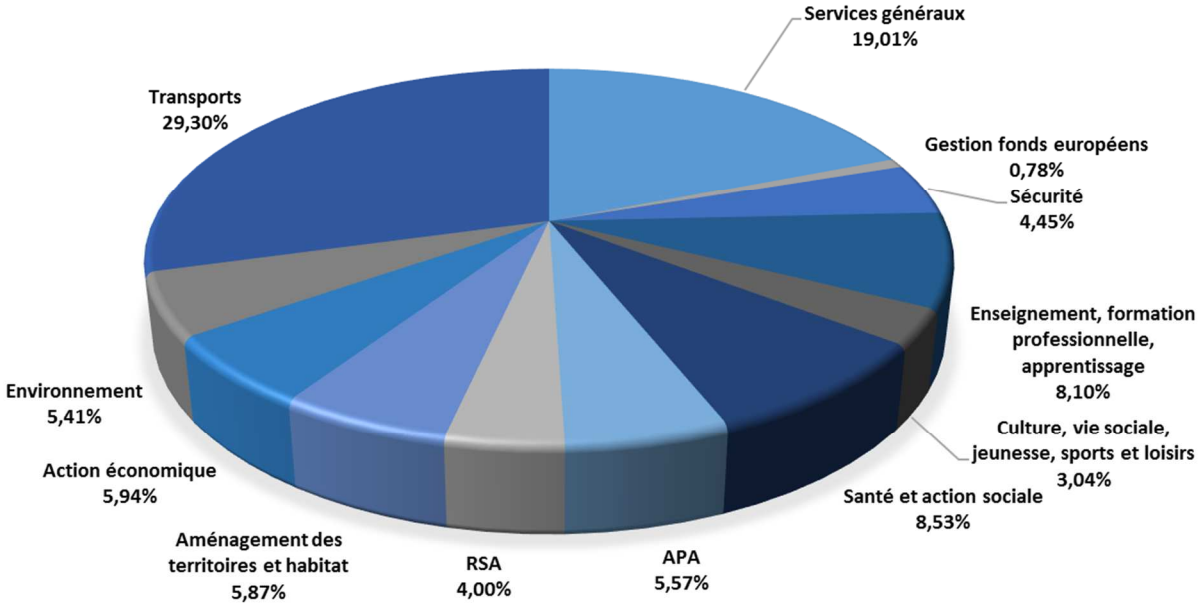
LES DEPENSES



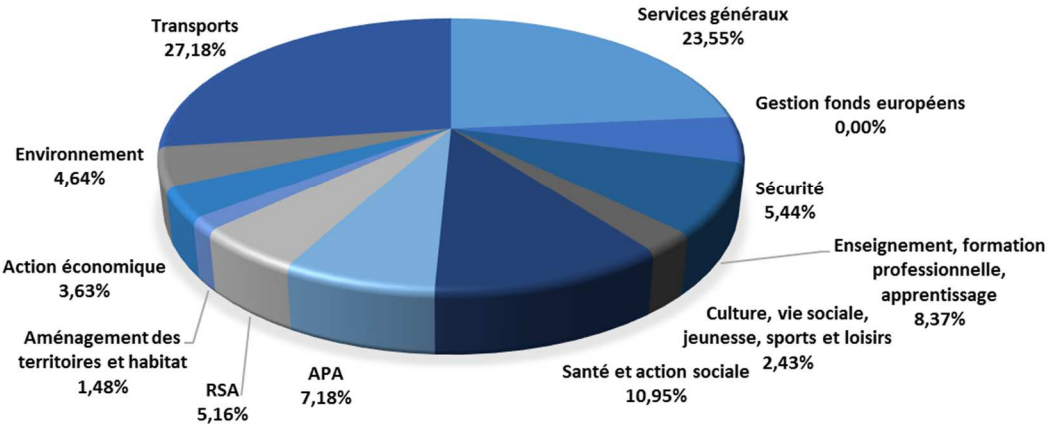


Un taux de réalisation de **97 %** en fonctionnement et de **84 %** en investissement

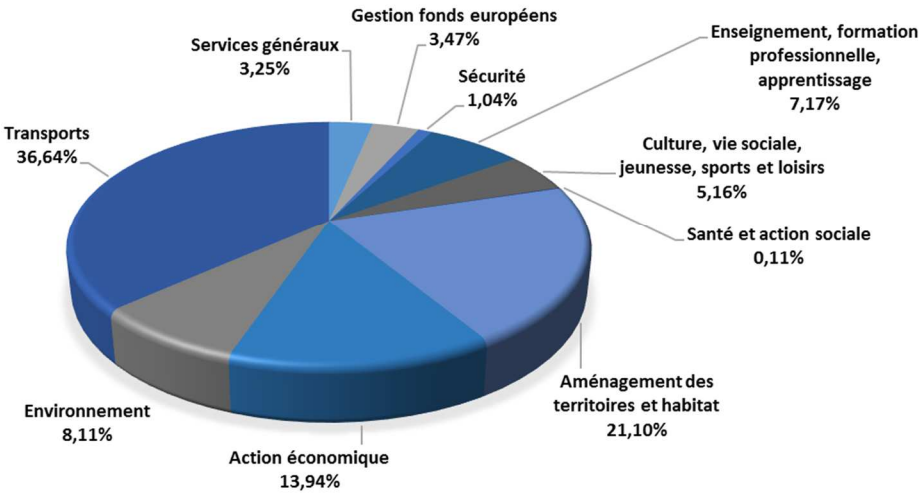
RÉPARTITION DES DÉPENSES GLOBALES PAR CHAPITRE



RÉPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

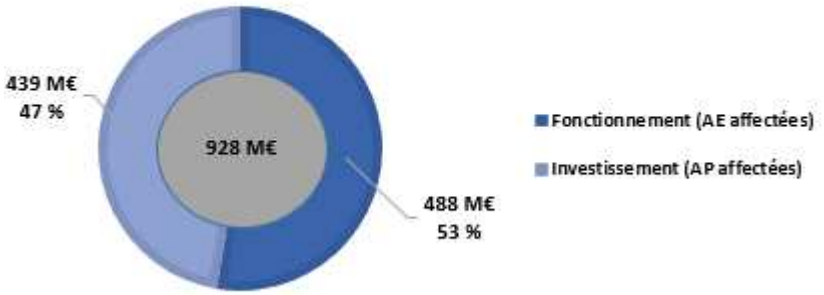


RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT



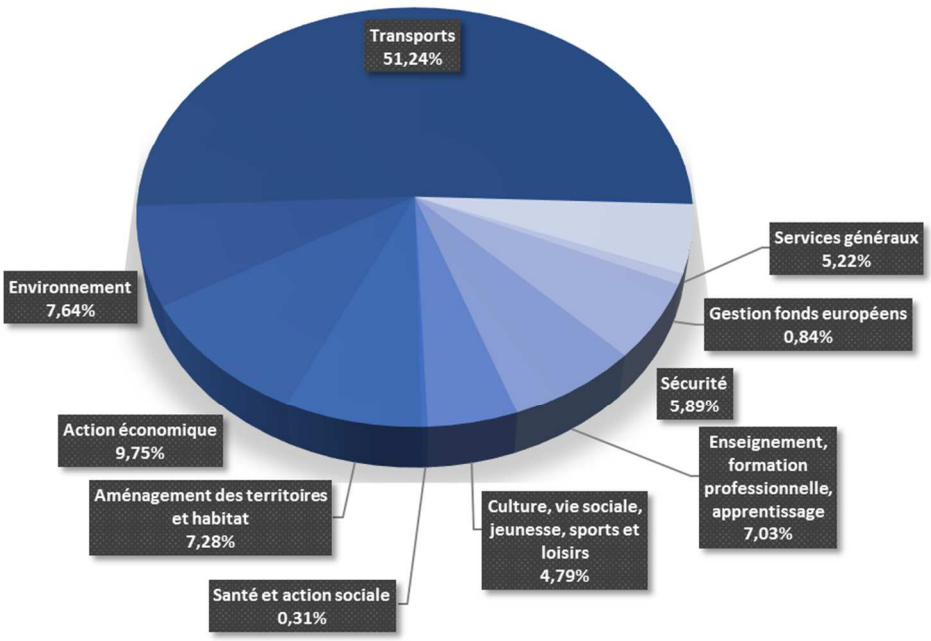
La programmation des AP/AE par chapitres fonctionnels				
		AP/AE votées en 2020	AP/AE programmées en 2020	Taux de réalisation
Services généraux		**52 502 562,00**	**48 442 252,00**	**92,27%**
	Fonctionnement	36 957 562,00	34 788 052,00	94,13%
	Investissement	15 545 000,00	13 654 200,00	87,84%
Gestion fonds européens		**16 450 000,00**	**7 826 656,96**	**47,58%**
	Fonctionnement	450 000,00	484 238,62	107,61%
	Investissement	16 000 000,00	7 342 418,34	45,89%
Sécurité		**59 945 180,00**	**54 627 204,00**	**91,13%**
	Fonctionnement	50 760 580,00	50 120 452,00	98,74%
	Investissement	9 184 600,00	4 506 752,00	49,07%
Enseignement, formation professionnelle, apprentissage		**75 395 000,00**	**65 202 997,49**	**86,48%**
	Fonctionnement	59 715 000,00	51 011 254,43	85,42%
	Investissement	15 680 000,00	14 191 743,06	90,51%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		**46 421 827,00**	**44 429 728,79**	**95,71%**
	Fonctionnement	22 123 486,00	21 358 691,96	96,54%
	Investissement	24 298 341,00	23 071 036,83	94,95%
Santé et action sociale		**3 310 000,00**	**2 895 635,22**	**87,48%**
	Fonctionnement	2 090 000,00	1 832 528,91	87,68%
	Investissement	1 220 000,00	1 063 106,31	87,14%
Aménagement des territoires et habitat		**102 350 872,00**	**67 580 516,70**	**66,03%**
	Fonctionnement	12 884 372,00	10 403 700,90	80,75%
	Investissement	89 466 500,00	57 176 815,80	63,91%
Action économique		**102 026 640,00**	**90 457 799,89**	**88,66%**
	Fonctionnement	34 551 640,00	34 300 862,83	99,27%
	Investissement	67 475 000,00	56 156 937,06	83,23%
Environnement		**73 060 285,00**	**70 920 227,98**	**97,07%**
	Fonctionnement	36 967 960,00	35 497 610,00	96,02%
	Investissement	36 092 325,00	35 422 617,98	98,14%
Transports		**475 784 159,00**	**475 400 759,00**	**99,92%**
	Fonctionnement	250 084 159,00	248 497 859,00	99,37%
	Investissement	225 700 000,00	226 902 900,00	100,53%
Dépenses totales de l'axe (I et F)		**1 007 246 525,00**	**927 783 778,03**	**92,11%**
Total Fonctionnement		**506 584 759,00**	**488 295 250,65**	**96,39%**
Total Investissement		**500 661 766,00**	**439 488 527,38**	**87,78%**

LES AFFECTATIONS

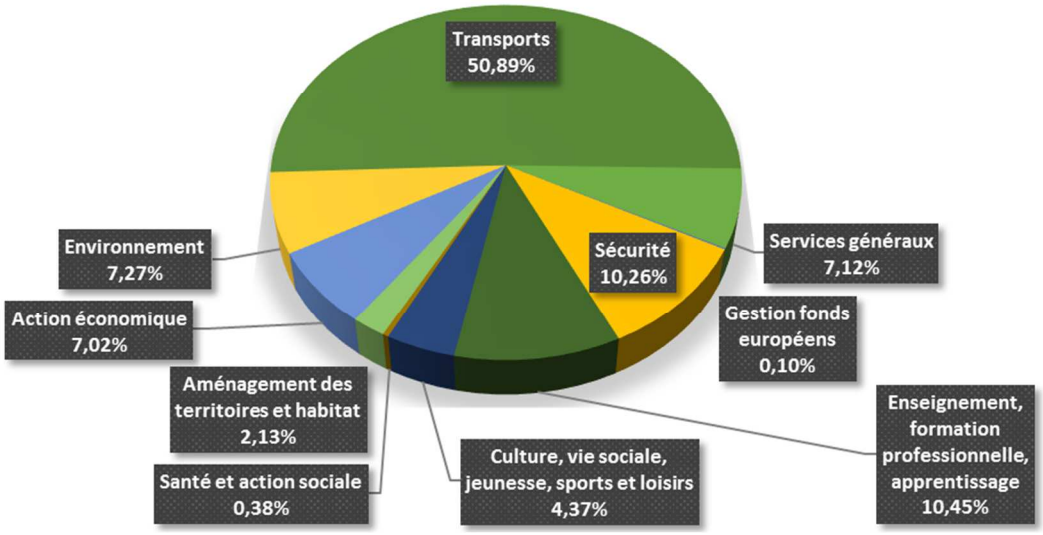


Un taux de réalisation de **96 %** en fonctionnement et de **88 %** en investissement

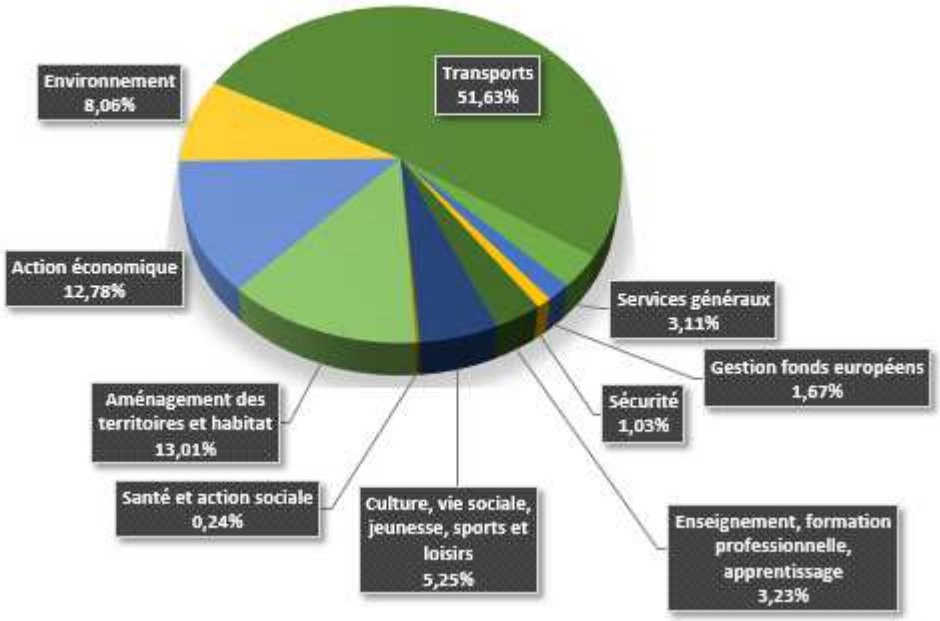
Répartition des autorisations programmées par chapitre



Répartition des AE programmées par chapitre



Répartition des AP programmées par chapitre



1. Services généraux :

218,325 M€ de dépenses réalisées / **19,01%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **79%** en investissement et **97%** en fonctionnement / taux de programmation **88%** pour les AP et **94%** pour les AE.

La part la plus importante des crédits consommés sur ce chapitre concerne la rémunération du personnel de la Collectivité.
Sont également imputés sur ce chapitre les frais de structure, avec notamment les dépenses d'administration générale, d'informatique et de téléphonie, le fonctionnement des instances, les travaux et la mise en sécurité des bâtiments administratifs, les frais de communication.

Services généraux	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
020 - Administration générale de la collectivité	57 086 284,32	8 333 051,47	65 419 335,79
021 - Personnel non ventilé	146 422 113,79		146 422 113,79
022 - Information, communication, publicité	1 499 444,64		1 499 444,64
023 - Fêtes et cérémonies	182 580,24		182 580,24
028 - Autres moyens généraux	6 291,60	16 249,05	22 540,65
031 - Assemblée délibérante	2 773 432,21		2 773 432,21
032 - Conseil éco. social région, Conseil dév.	694 832,99		694 832,99
035 - Conseil de territoire	418,70		418,70
038 - Autres instances	727 933,91		727 933,91
044 - Aide au publique au développement	583 716,58		583 716,58
Total du chapitre	**209 977 048,98**	**8 349 300,52**	**218 326 349,50**

2. Gestion des fonds européens :

8,963 M€ de dépenses réalisées / **0,78%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **91%** en investissement et **7,7%** en fonctionnement / taux de programmation **46%** pour les AP et **108%** pour les AE.

Ce chapitre regroupe les flux financiers que la Collectivité reçoit de l'Union Européenne en tant qu'autorité de gestion des fonds européens de la programmation 2014-2020. Il s'agit des montants reçus en préfinancement ainsi que du socle des opérations pour lesquelles un tiers est bénéficiaire. Les dépenses imputées sur ce chapitre sont essentiellement constituées de subventions.

Gestion des fonds européens	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
051 - FSE	38 457,13	0,00	38 457,13
052 - FEDER		8 924 797,19	8 924 797,19
Total du chapitre	**38 457,13**	**8 924 797,19**	**8 963 254,32**

3. Sécurité :

51,164 M€ de dépenses réalisées / **4,45%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **27%** en investissement et **98%** en fonctionnement / taux de programmation **49%** pour les AP et **99%** pour les AE.

Les dotations aux services d'incendie et de secours de Haute-Corse et de Corse du Sud constituent le poste de dépenses principal de ce chapitre (près de 92%). Les autres dépenses concernent la mise en œuvre des actions d'aménagement, d'équipement et de surveillance des forêts afin de prévenir les incendies.

Sécurité	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
12 - Incendie et secours	47 237 322,66	1 944 031,57	49 181 354,23
18 - Autres interventions, Protect. Personnes, biens	1 248 810,22	734 449,46	1 983 259,68
Total du chapitre	**48 486 132,88**	**2 678 481,03**	**51 164 613,91**

4. Enseignement, formation professionnelle et apprentissage :

93,032 M€ de dépenses réalisées / **8%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **97%** en investissement et **95%** en fonctionnement / taux de programmation **91%** pour les AP et **85%** pour les AE.

Sur ce chapitre fonctionnel, la répartition des dépenses constatées au CA 2020 met en évidence la part prépondérante des crédits mobilisés au titre de l'enseignement secondaire (44,31%) avec notamment la rémunération des personnels ATTEE, les dotations versées aux collèges et lycées et les travaux réalisés sur les bâtiments d'enseignement.
Les deux autres postes les plus significatifs de dépenses sont constitués par l'enseignement supérieur (23%) avec notamment les aides versées à l'Université de Corse et le financement des programmes de recherche et par la formation professionnelle et l'apprentissage (22%) dont l'essentiel des crédits est consacré au Programme Régional de Formation (financement AFPA et marchés publics).

Enseignement, formation pro et apprentissage	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
20 - Services communs	770 418,25	33 243,91	803 662,16
212 - Ecoles primaires	240,00	92 304,93	92 544,93
221 - Collèges	17 568 506,78	3 055 286,99	20 623 793,77
222 - Lycées publics	14 863 796,47	5 407 694,91	20 271 491,38
223 - Lycées privés	230 617,00		230 617,00
23 - Enseignement supérieur	15 230 234,36	5 978 196,80	21 208 431,16
24 - Cités scolaires	41 670,68	2 016 227,62	2 057 898,30
25 - Formation professionnelle	18 550 574,60	211 563,66	18 762 138,26
26 - Apprentissage	1 453 510,33	200 895,61	1 654 405,94
27 - Formation sanitaire et sociale	5 154 340,50	49 309,44	5 203 649,94
288 - Autre service annexe de l'enseignement	745 142,15	1 378 445,80	2 123 587,95
Total du chapitre	**74 609 051,12**	**18 423 169,67**	**93 032 220,79**

5. Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs :

34,902 M€ de dépenses réalisées / **3,04%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **67%** en investissement et **91%** en fonctionnement / taux de programmation **95%** pour les AP et **97%** pour les AE.

Près de la moitié des crédits consommés sur ce chapitre impacte la politique conduite en faveur du secteur culturel (51 %) dont le cadre d'action est organisé autour de quatre axes majeurs : ingranda incu a cultura, sviluppa a creazione, fa vede e fa cunoscea creazione in ogni ocji e aldila, intreprende inde a cultura. En 2020, l'enveloppe consacrée aux actions en faveur du patrimoine représente près de 25 % et le sport représente une part d'environ 23 %.

Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Réalisé 2020		
Fonction	**Fonctionnement**	**Investissement**	**Total**
311 - Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	12 113 117,70	5 665 301,75	17 778 419,45
312 - Patrimoine	993 225,65	4 166 622,65	5 159 848,30
313 - Bibliothèques, médiathèques	85 803,40	605 056,44	690 859,84
314 - Musées	330 835,52	345 498,04	676 333,56
315 - Services d'archives	13 000,00		13 000,00
321 - Salles de sport, gymnases	46 000,00		46 000,00
322 - Stades		158 518,44	158 518,44
324 - Centres de formation sportifs	2 123 000,00	295 420,01	2 418 420,01
325 - Autres équipements sportifs ou de loisirs		2 009 803,50	2 009 803,50
326 - Manifestations sportives	5 357 561,62		5 357 561,62
338 - Autres activités pour les jeunes	593 609,42		593 609,42
Total du chapitre	**21 656 153,31**	**13 246 220,83**	**34 902 374,14**

6. Santé et action sociale (hors APA et RSA) :

97,924 M€ de dépenses réalisées / **8,53%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **38%** en investissement et **99%** en fonctionnement / taux de programmation **87%** pour les AP et **88%** pour les AE.

Sur ce chapitre fonctionnel, les crédits mobilisés concernent principalement l'action sociale orientée vers :

- l'enfance : aide sociale à l'enfance (ASE), protection maternelle et infantile (PMI), soutien aux familles en difficultés financières ;
- les personnes handicapées : politiques d'hébergement et d'insertion sociale, prestation de compensation du handicap (loi du 11 février 2005) ;
- les personnes âgées.

Santé et action sociale (hors APA et RSA)	Réalisé 2020		
Fonction	**Fonctionnement**	**Investissement**	**Total**
410 - Services communs	12 394,31		12 394,31
411 - PMI et planification familiale	657 815,73		657 815,73
412 - Prévention et éducation pour la santé	4 994 571,22		4 994 571,22
418 - Autres actions	589 200,98	166 632,81	755 833,79
420 - Services communs	2 165 408,89		2 165 408,89
4212 - Aides à la famille	7 846 203,29		7 846 203,29
4213 - Aides sociales à l'enfance	4 884 258,53		4 884 258,53
4214 - Adolescence	8 277 458,71		8 277 458,71
422 - Petite enfance	587 324,72		587 324,72
423 - Personnes âgées	20 957 444,26	77 150,27	21 034 594,53
424 - Personnes en difficulté	21 000,00		21 000,00
425 - Personnes handicapées	43 277 120,94		43 277 120,94
428 - Autres interventions sociales	3 372 708,48	37 083,18	3 409 791,66
Total du chapitre	**97 642 910,06**	**280 866,26**	**97 923 776,32**

7. APA :

64 M€ de dépenses réalisées / **5,57%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **99%** en fonctionnement.

Est financée sur ce chapitre l'Allocation Personnalisé d'Autonomie. Cette allocation peut servir à payer les dépenses nécessaires à favoriser le maintien à domicile des bénéficiaires, ou à payer une partie du tarif dépendance de l'établissement médico-social (10 M€) dans lequel est hébergé le bénéficiaire.

APA	Réalisé	2020
Fonction	Fonctionnement	Total
430 - Services communs	7 446 942,41	7 446 942,41
431 - APA à domicile	46 234 271,12	46 234 271,12
433 - APA versée à l'établissement	10 315 393,54	10 315 393,54
Total du chapitre	**63 996 607,07**	**63 996 607,07**

8. RSA :

46 M€ de dépenses réalisées / **4%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **99%** en fonctionnement.

Les dépenses rattachées à ce chapitre sont les prestations légales d'aide sociale, avec la gestion du revenu de solidarité active (RSA) dont le montant est fixé au niveau national.

RSA	Réalisé	2020
Fonction	Fonctionnement	Total
441 - Insertion sociale	106 566,42	106 566,42
442 - Santé	81 657,55	81 657,55
444 - Insertion professionnelle	1 888 717,63	1 888 717,63
446 - Dépenses de structure	4 043 006,05	4 043 006,05
447 - RSA allocations	39 848 999,15	39 848 999,15
Total du chapitre	**45 968 946,80**	**45 968 946,80**

9. Aménagement des territoires et habitat :

67,4 M€ de dépenses réalisées / **5,87%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **81%** en investissement et **88%** en fonctionnement / taux de programmation **62%** pour les AP et **81%** pour les AE.

Les dépenses effectuées au titre de ce chapitre concernent principalement :

- le dispositif d'aides aux communes et structures intercommunales au travers notamment de la dotation quinquennale (près de 37 M€) ;
- la politique conduite en faveur de l'habitat et du logement (7,6 M€) ;
- les opérations consacrées aux réseaux de haut débit et très haut débit, à la téléphonie mobile et à l'inclusion numérique des territoires (7,2 M€) ;
- la dotation de fonctionnement propre de l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse (5,3 M€).

Aménagement des territoires	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
50 - Services communs	4 324 567,73	6 505 222,66	10 829 790,39
510 - Services communs	787 265,92		787 265,92
53 - Améliorations et villes moyennes		4 899 355,76	4 899 355,76
54 - Espace rural et autres espaces de dév.	2 452 318,28	27 801 880,46	30 254 198,74
552 - Aide au secteur locatif		299 664,97	299 664,97
553 - Aide à l'accession à la propriété	187 812,00	7 064 014,73	7 251 826,73
555 -		37 500,00	37 500,00
57 - Technologie de l'information et de la communication	226 006,15	7 021 516,27	7 247 522,42
581 -		212 329,00	212 329,00
588 - Autres actions d'aménagement	5 175 845,28	363 434,72	5 539 280,00
Total du chapitre	**13 153 815,36**	**54 204 918,57**	**67 358 733,93**

10.Action économique :

68,219 M€ de dépenses réalisées / **5,94%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **80%** en investissement et **94%** en fonctionnement / taux de programmation **83%** pour les AP et **99%** pour les AE.

La mise en œuvre des politiques conduites dans le cadre de ce chapitre fonctionnel est confiée en quasi-totalité aux satellites de la Collectivité que sont l'Office de Développement Agricole et Rurale de la Corse, l'Agence du Tourisme de la Corse et l'Agence de Développement Economique de la Corse.

Les crédits mobilisés en 2020 sur ce chapitre sont répartis comme suit :

- ODARC (27 M€) ;
- ADEC (18 M€) ;
- ATC (10 M€) ;
- Subvention d'équilibre aux budgets annexes des Laboratoires d'analyse (4 M€) ;
- Actions en faveur de la forêt (2 M€).

Action économique	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
60 - Services communs	14 469 000,00	1 750 222,06	16 219 222,06
61 - Interventions économiques transversales	0,00	7 075 735,54	7 075 735,54
6311 - Laboratoire	4 056 900,43		4 056 900,43
6312 - Autres actions sectorielles	5 099 976,65	17 523 454,82	22 623 431,47
632 - Industrie, commerce et artisanat		7 861 270,59	7 861 270,59
633 - Développement touristique	8 781 321,93	1 600 795,19	10 382 117,12
Total du chapitre	**32 407 199,01**	**35 811 478,20**	**68 218 677,21**

11.Environnement :

62,174 M€ de dépenses réalisées / **5,41%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **81%** en investissement et **97%** en fonctionnement / taux de programmation **98%** pour les AP et **96%** pour les AE.

Environnement	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
70 - Services communs	25 155 302,27	3 917 919,28	29 073 221,55
71 - Actions transversales		273 717,56	273 717,56
731 - Politique de l'eau	9 564 076,87	10 187 096,33	19 751 173,20
733 - Assainissement		2 483 281,79	2 483 281,79
758 - Autres actions	503 663,94	2 864 565,53	3 368 229,47
76 - Préservation patrimoine naturel, risques technologiques	4 780 415,58	255 434,92	5 035 850,50
78 - Autres actions	1 343 093,70	845 020,02	2 188 113,72
Total du chapitre	**41 346 552,36**	**20 827 035,43**	**62 173 587,79**

12. Transports :

336,455 M€ de dépenses réalisées / **29,30%** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **95%** en investissement et **99%** en fonctionnement / taux de programmation **100%** pour les AP et **99%** pour les AE.

C'est sur ce chapitre qu'est mobilisée la part la plus importante des crédits consommés en 2020, dont 56% sont constitués par le reversement de la dotation de continuité territoriale à l'Office des Transports de la Corse.

L'autre moitié des crédits impacte les secteurs suivants :

- Réseau routier (27 % des dépenses du chapitre) ;
- Réseau ferroviaire (8 %) ;
- Transports scolaires (6 %) ;
- Réseaux portuaires et aéroportuaires (2 %).

Transports	Réalisé 2020		
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
81 - Transports scolaires	20 643 776,79	428 731,93	21 072 508,72
821 - Transports sur route	1 760 635,15	424 150,02	2 184 785,17
822 - Transports ferroviaires	23 823 215,81		23 823 215,81
841 - Voirie nationale	9 132,54		9 132,54
842 - Voirie régionale	4 222 656,81	40 860 295,06	45 082 951,87
843 - Voirie départementale	2 982 057,76	42 004 967,22	44 987 024,98
846 - Viabilité hivernale et aléas climatiques	229 821,80	432 318,69	662 140,49
847 - Equipements de voirie	688 490,51		688 490,51
852 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	39 510,22	3 824 389,57	3 863 899,79
854 - Ports, autres infrastructures portuaires	370 575,31	5 680 384,65	6 050 959,96
855 - Aéroports et autres infrastructures	555 432,70	475 507,96	1 030 940,66
86 - Liaisons multimodales	186 999 159,00		186 999 159,00
Total du chapitre	**242 324 464,40**	**94 130 745,10**	**336 455 209,50**

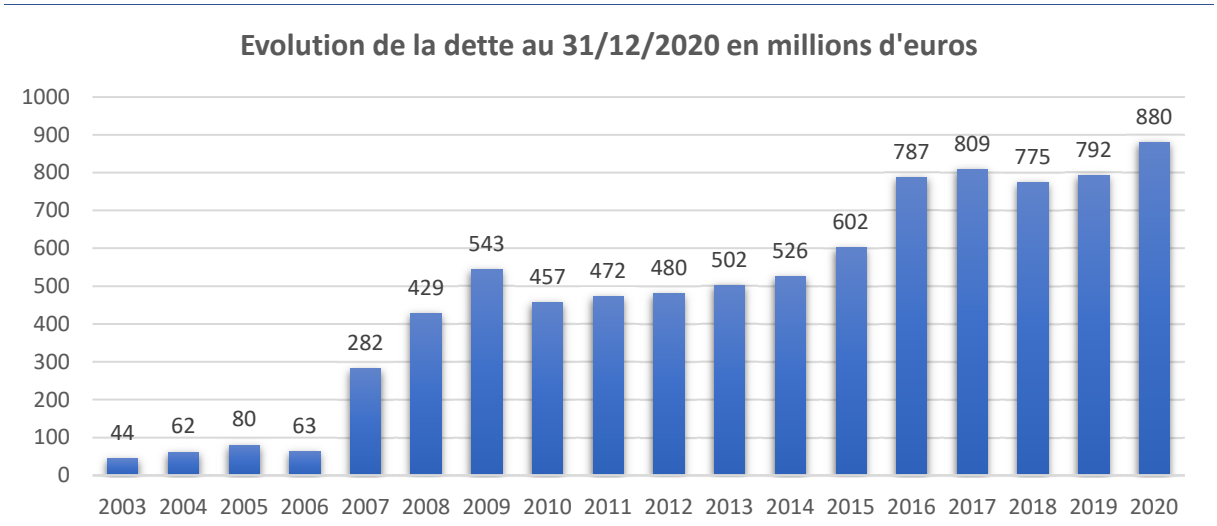
Partie 5 : Etat de la dette

Au 31 décembre 2020, l'encours de la dette de la Collectivité de Corse s'élève à 879 898 871,17 €. Les caractéristiques principales des 71 lignes qui la composent sont les suivantes :

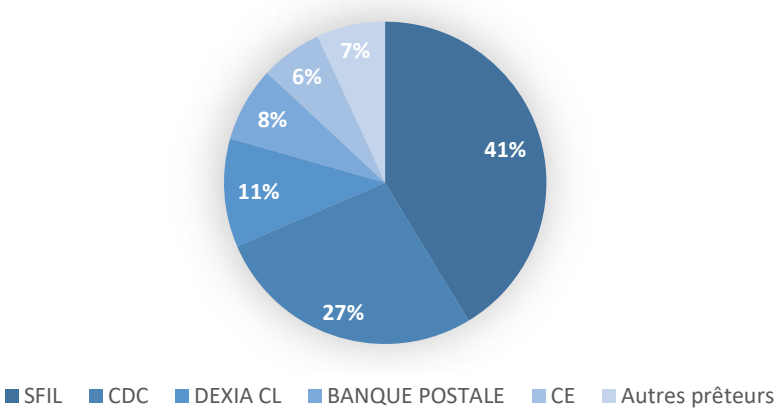
Encours de la dette	Taux Moyen (1)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne (2)	Nombre de ligne de prêt
879,898 M€	2,56%	20 ans et 3 mois	10 ans et 11 mois	71

(1) Taux moyen : cette notion de taux moyen est à comparer en fonction de la durée résiduelle de la dette et du niveau des taux de la période

(2) Durée de vie moyenne : durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû d'une dette, compte tenu de son amortissement



Dette par prêteur



Structure de l'encours de la dette de la Collectivité de Corse

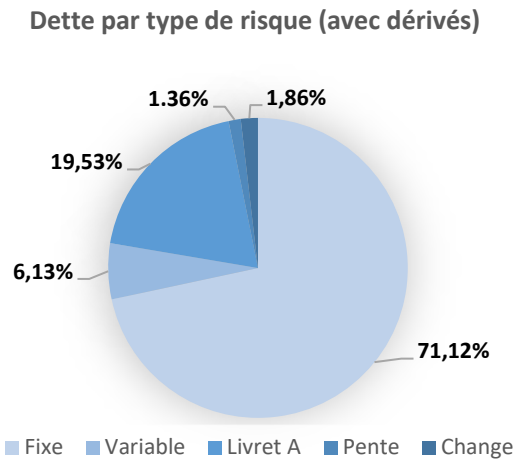
Selon la charte de bonne conduite (Charte Gissler), la dette de la CDC au 31 décembre 2020 est composée à :

- 96,78% d'emprunts classés A1 (risque le plus faible), soit un capital restant dû de 837 M€ ;
- 1,36% d'emprunts E3, soit un capital restant dû de 11,728 M€ ;
- 1,86% d'emprunts F6, soit un capital restant dû de 16 M€.

Les « typages » E3 et F6 avec un capital restant dû s'élevant à 27.728 M€ présentent un risque élevé pour la Collectivité.
Cependant, ce capital restant dû correspond principalement aux quatre emprunts toxiques renégociés à la fin de l'année 2020. De ce fait, grâce au protocole transactionnel négocié avec la SFIL, la Collectivité de Corse procède à une sécurisation plus importante de sa dette globale.
Un prêt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne en 2007, classé 6F, se trouve être le dernier emprunt risqué au sein de l'encours de dette globale de la Collectivité (capital restant dû à ce jour 4,8 M€). L'objectif étant de parvenir à un encours de dette 100% sécurisé, la Collectivité devra procéder à une négociation auprès de l'établissement bancaire concerné.

Dette par type de risque (avec dérivés)

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen
Fixe	630 188 611,50 €	71,12%	2,85%
Variable	53 012 500,00 €	6,13%	0,81%
Livret A	168 878 609,18 €	19,53%	1,55%
Pente	11 728 226,84 €	1,36%	4,97%
Change	16 090 923,65 €	1,86%	6,17%
Ensemble des risques	**879 898 871,17 €**	**100,00%**	**2,56%**



Mouvements sur l'encours de dette au cours de l'exercice 2020

Durant l'année 2020, la Collectivité de Corse a effectué différents mouvements sur son encours.

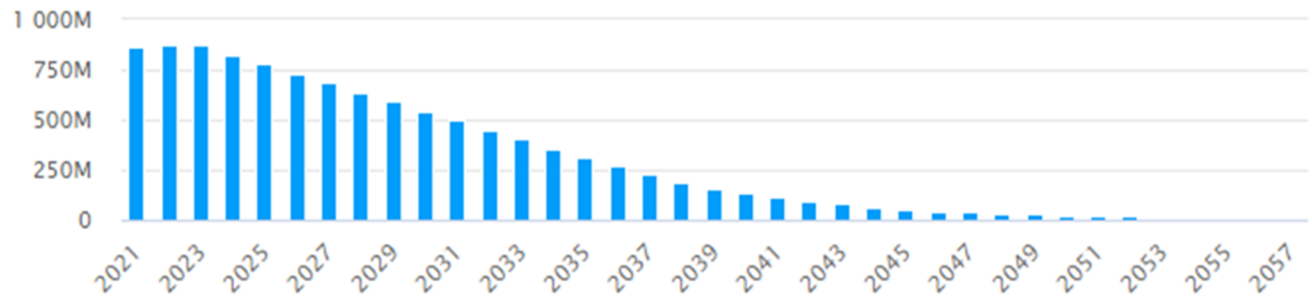
- 2 emprunts ont été contractés auprès de la SFIL en 2020 pour un montant total de 60 M€ ainsi qu'un emprunt auprès du Crédit Agricole de la Corse pour un montant de 15 M€.

- 2 emprunts toxiques ont été renégociés en fin d'année et ont donné lieu à deux nouveaux emprunts incluant le capital restant dû ainsi que les IRA pour un montant total de 68.85 M€. Pour mémoire, il faut retenir que seul le montant des IRA ont impacté l'augmentation de l'encours de la dette soit (48.751 M€), le capital restant dû étant déjà inclus dans la dette antérieure.

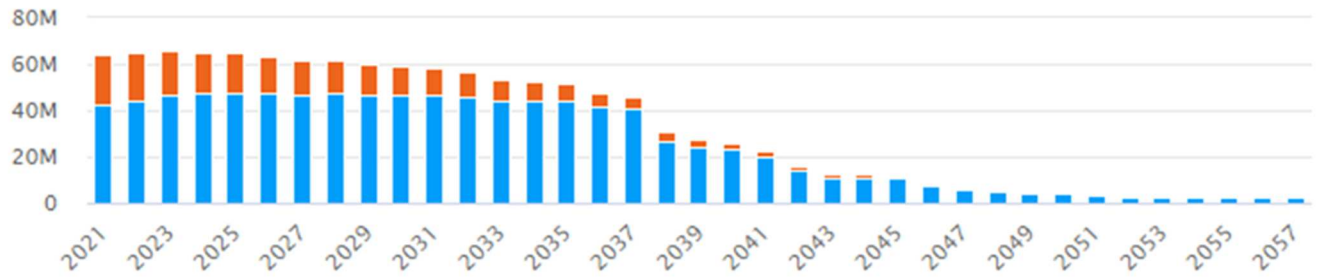
Remboursement des annuités d'emprunt au cours de l'exercice 2020

Le montant total des annuités d'emprunt remboursé au titre de l'année 2020 s'élève à 73,336 M€ dont :
- 37,588 M€ au compte 1641 (capital)
- 35,748 M€ au compte 66111 (intérêts)

Le profil d'extinction de la dette



Profil des annuités en millions d'euros de 2020 à 2057



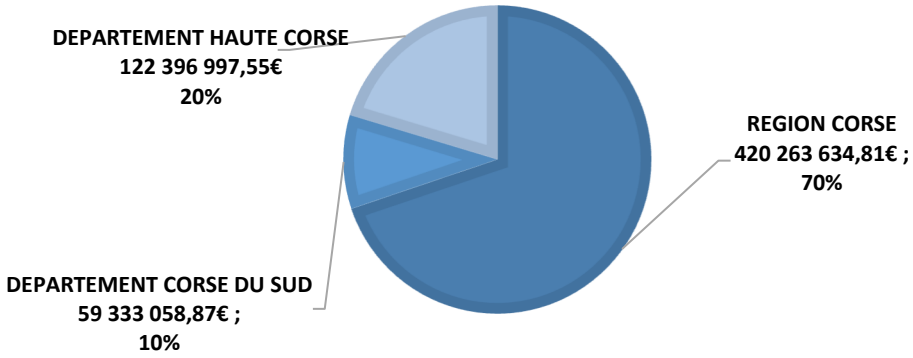
Ligne de trésorerie

Elle sert de relais en début d'exercice en attendant le versement de la Dotation de Continuité Territoriale qui intervient à la mi-février. Courant 2020, la Collectivité de Corse a contracté deux lignes de trésorerie pour un montant de 30 M€, chacune auprès de la Banque Postale.

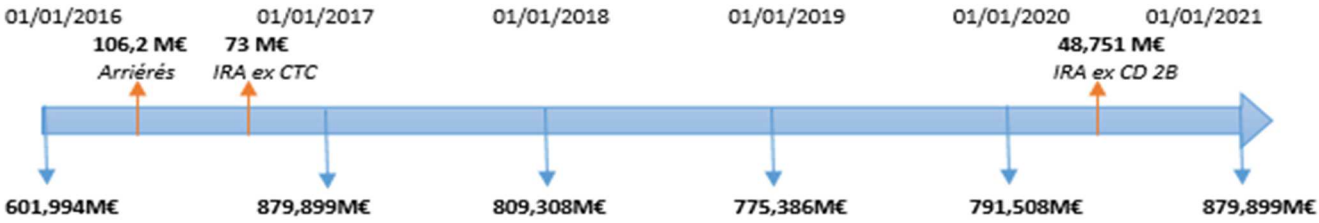
Evolution de la dette de la Collectivité depuis 2016

Au 1er janvier 2016, la dette des trois collectivités de Corse était de 601 994 691 € répartie comme suit :

Dette des trois collectivités au 1er janvier 2016



L'évolution sur la période 2016-2021 peut se représenter de la manière suivante :



- **<u>Sur la période 2016-2017</u>** (avant la fusion) : la dette des trois collectivités a évolué de 207,314 M€ représentant un montant de dette de 809 307 622 € au 1er Janvier 2018, date de la création de la Collectivité de Corse.

- Il est à noter que, durant cette période, le stock de dette a été incrémenté par :
  - 106,2 M€ d'arriérés (ex CTC) ;
  - 73 M€ de renégociation des emprunts toxiques (ex CTC) ;
  - 30,305 M€ d'emprunts d'équilibre (ex CTC) ;
  - 35 M€ d'emprunt d'équilibre (ex CD 2A).

  L'ex département 2B n'a pas effectué d'emprunt sur cette période.

- Sur la période 2018-2020 : le montant total emprunté par la Collectivité de Corse s'élève à 174 201 000 € dont 48,751 M€ au titre de la renégociation des emprunts toxiques. Retraitée de ce montant, l'augmentation de dette sur la période est de 125,45 M€ soit 41,8 M€ par an (en moyenne) qui ont contribués au financement de 813 M€ de dépenses sectorielles d'investissement (15,4% de dépenses réelles).

Partie 6 : Présentation synthétique du bilan comptable

Le bilan comptable présente la situation patrimoniale d'une collectivité à la clôture d'un exercice comptable. Il est composé de deux parties, l'actif qui est constitué des biens et valeurs appartenant à la Collectivité, et le passif qui est constitué des moyens dont la Collectivité dispose pour financer ses emplois.

Au 31/12/2020, le bilan synthétique de la Collectivité de Corse est le suivant :

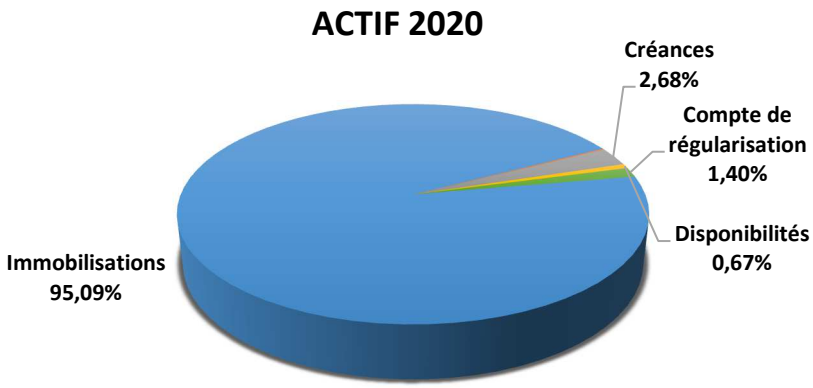
ACTIF				PASSIF			
ACTIF NET	VNC 2019	VNC 2020	EVOL % N-1	FONDS PROPRES ET PASSIF	VNC 2019	VNC 2020	EVOL % N-1
Immobilisations incorporelles	**1 210 500,31**	**1 225 752,53**	1,26%	**Apports non rattachés à un actif déterminé**	**1 046 587,71**	**1 068 348,42**	2,08%
Immobilisations corporelles	**3 486 617,02**	**3 893 362,02**	11,67%	*Dotations*	*284 068,39*	*284 656,87*	0,21%
Terrains	*50 513,59*	*50 386,81*	-0,25%	*Fonds globalisés*	*762 519,32*	*783 691,55*	2,78%
Constructions	*454 715,54*	*451 135,88*	-0,79%	**Subventions d'investissements**	**944 032,39**	**968 760,79**	2,62%
Réseaux et installation; réseau voirie divers	*1 266 531,50*	*1 590 447,08*	25,58%	*Rattachés à un actif amortissable*	*350 895,93*	*367 156,09*	4,63%
Réseaux divers	*161 051,69*	*161 151,31*	0,06%	*Rattachés à un actif non amortissable*	*593 136,46*	*601 604,71*	1,43%
Installations techniques, agencement et matériel	*29 257,14*	*31 961,84*	9,24%	**Neutralisations et régularisations**	**-788 435,01**	**-901 175,64**	14,30%
Immobilisations mises en concession ou affermées	*718,94*	*718,94*	0,00%	**Réserves**	**2 710 431,82**	**2 890 892,44**	6,66%
Autres immobilisations corporelles	*140 947,11*	*139 169,93*	-1,26%	**Report à nouveau**	**40 171,61**	**29 228,71**	-27,24%
Autres immobilisations corporelles en cours	*1 382 881,50*	*1 468 390,23*	6,18%	**Résultat de l'exercice**	**174 272,43**	**60 415,31**	-65,33%
Droits de retours biens mis à disposition ou affectés	**8 618,76**	**8 618,76**	0,00%	**Droits du concédant et de l'affermant**	**0,00**	**0,00**	
Immobilisations financières	**108 056,31**	**96 538,91**	-10,66%	**Droits de l'affectant et du remettant**	**3 488,15**	**3 488,15**	0,00%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**4 813 792,40**	**4 902 826,92**	**1,85%**	**TOTAL FONDS PROPRES**	**4 130 549,10**	**4 119 958,18**	**-0,26%**
Stocks	*0,00*	*0,00*		**Provisions pour risques et charges**	**30 696,50**	**36 615,97**	19,28%
Créances	*174 442,23*	*138 338,40*	-20,70%	*Provisions pour risques*	*30 696,50*	*36 612,38*	19,27%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**174 442,23**	**138 338,40**	**-20,70%**	*Provisions pour charges*	*0,00*	*3,59*	
Valeurs mobilières de placement	*0,00*	*0,00*		**Dettes financières**	**796 149,21**	**895 847,77**	12,52%
Disponibilités	*59 290,90*	*34 349,83*	-42,07%	*Emprunts obligataires*	*0,00*	*0,00*	
Autres actifs circulants	*208,24*	*8,234*	-96,05%	*Emprunts souscrits auprès des établissements de crédits*	*793 736,21*	*887 704,28*	11,84%
TOTAL TRESORERIE	**59 499,14**	**34 358,06**	**-42,25%**	*Dettes financières et autres emprunts*	*2 413,00*	*8 143,48*	237,48%
				Dettes non financières	**110 409,71**	**94 446,21**	-14,46%
				Fournisseurs et comptes associés	*18 445,81*	*14 366,51*	-22,12%
				Autres dettes à court terme	*20 007,14*	*16 118,14*	-19,44%
				Produits constatés d'avance	*71 956,76*	*63 961,56*	-11,11%
				TRESORERIE	**50 000,00**	**0,00**	-42,84%
				TOTAL PASSIF	**987 255,42**	**1 026 909,94**	**4,02%**
Compte de régularisation	**82 404,81**	**71 982,79**	-12,65%	**Compte de régularisation**	**12 334,05**	**638,05**	-94,83%
TOTAL GENERAL ACTIF	**5 130 138,58**	**5 147 506,17**	**0,34%**	**TOTAL GENERAL PASSIF**	**5 130 138,58**	**5 147 506,17**	**0,34%**

Données en k€
VNC : Valeur Nette Comptable (amortissements et provisions déduits)

Le total du bilan est de 5,147 M€. Il est en légère hausse par rapport à 2019 de 16,97 M€ (+0,34%).

1. Descriptif de l'Actif

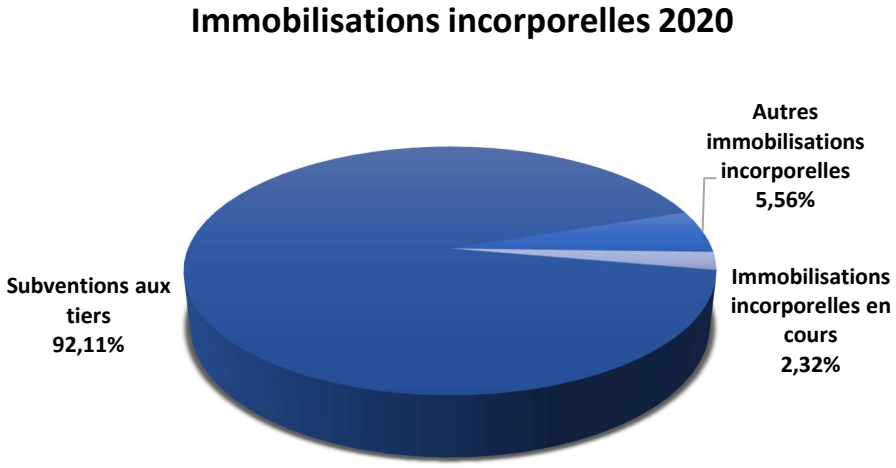
L'actif de la CDC, en hausse de 0,33% par rapport à 2019, se décompose comme suit :



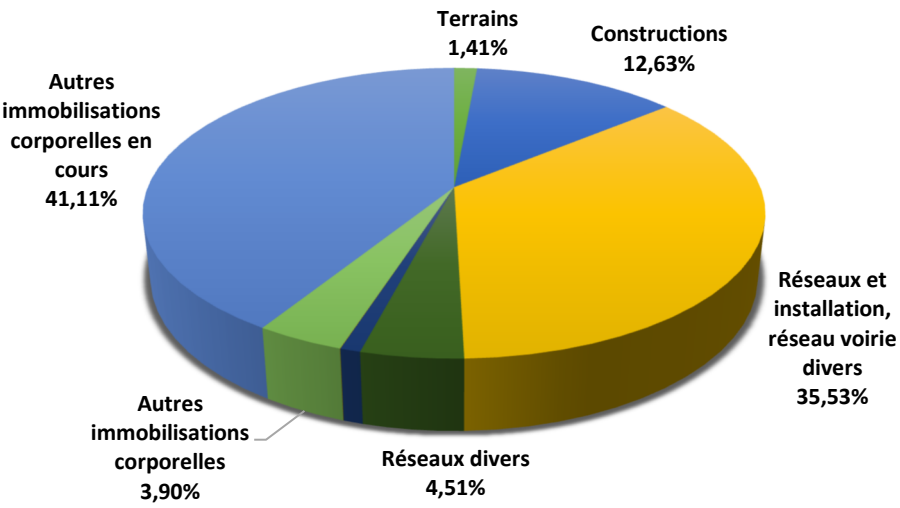
1.1 Actif immobilisé

Il est en augmentation par rapport à 2019 de + 89,035 M€ (+1,85%).

On y retrouve les immobilisations incorporelles, constituées principalement des subventions d'équipements, dont le montant est en hausse par rapport à 2019 de + 1,26%. Pour rappel, elles étaient en baisse en 2019 de 0,49%.



Les immobilisations corporelles connaissent une hausse de 85,299 M€ (+2,45%). Cette hausse fait suite à celle plus significative de 2019 (+115,266 M€).



En 2020, la part des immobilisations en cours représente plus de 41 % des immobilisations corporelles totales (39,66% en 2019). Le travail de la Collectivité pour rendre son bilan comptable fidèle au patrimoine de la Collectivité se poursuit et reste un objectif important et primordial.

Les dotations aux amortissements, qui permettent de constater dans le bilan les valeurs nettes des immobilisations obtenues à partir des valeurs brutes, en comptabilisant les dépréciations des immobilisations sont en baisse de 7%. Elles s'élèvent à 158,547 M€ contre 170,566 M€ en 2019.

Les immobilisations financières sont en baisse de 10,66%. En 2019, elles étaient en hausse de +9,64%.

La variation constatée résulte essentiellement de la sortie des emprunts structurés contractés par le Conseil Départemental de la Haute-Corse. En effet, au regard du litige opposant le CD2B puis la CdC à l'établissement de crédit concerné, les annuités de 3 emprunts faisaient l'objet d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Depuis 2018, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, la CdC comptabilise cette consignation au compte 275 (Dépôts et cautionnements versés). La fin du contentieux s'est traduit par une libération de ces fonds (émission de mandats pour le total du capital et des intérêts consignés depuis 2018) et la sortie comptable du cautionnement (émission de titre au compte 275 pour 17,57 M€).

1.2 Actif circulant

Le montant des créances de la Collectivité se monte à 137,944 M€. Pour rappel, en 2019 ce montant s'élevait à 174,442 M€, soit une baisse de près de 21%. Toutefois, cette baisse intervient après une forte augmentation entre 2018 et 2019 (+147,82%).

Les créances résultant de l'activité courante de la CdC sont de 1,89 M€. Les subventions à recevoir de l'Etat, l'UE et d'autres collectivités sont de 86,570 M€. Le compte 451 présente un solde débiteur de 4,227 M€ correspondant aux opérations de trésorerie liées à l'exécution des budgets annexes, ainsi que les prestations réciproques entre le budget principal et les budgets annexes.

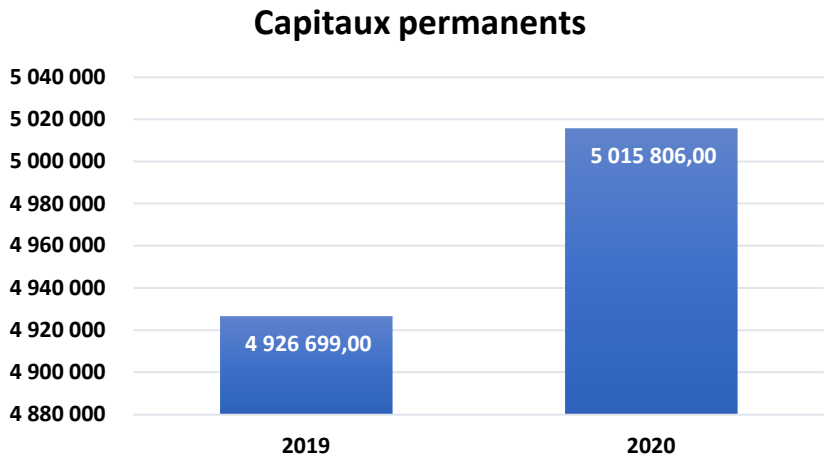
Les disponibilités sont d'un montant de 34,359 M€ au 31/12/2020 (59,291 M€ au 31/12/2019). Ce montant correspond à la trésorerie de la CdC à la fin de l'exercice budgétaire.

2. Description du Passif

La structure du passif est en légère hausse par rapport à 2019 de 16,97 M€ (+0,33%) détaillée comme suit :

2.1 Capitaux permanents

Leur montant est de 5,016 M€, en hausse par rapport à 2019 (+ 1,8%). On y trouve les capitaux propres et les dettes financières à long terme. Ils représentent 97,45% du passif total de la Collectivité de Corse.

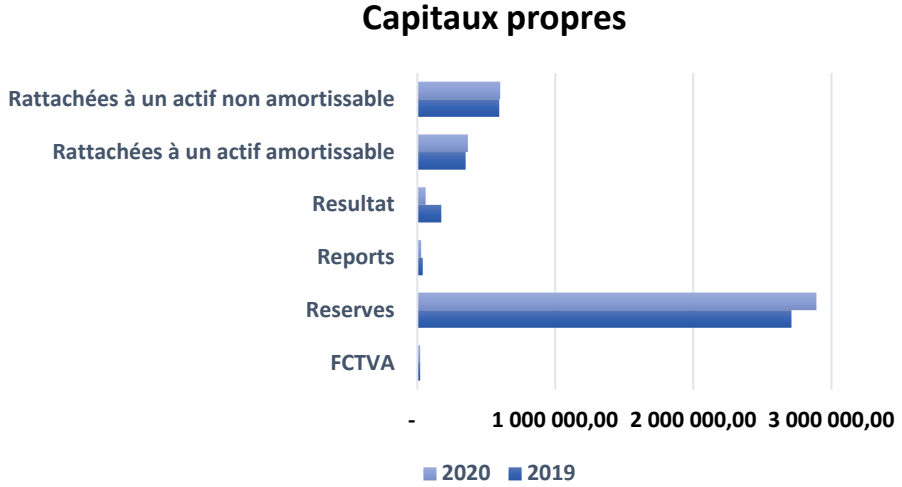


La règle du financement des emplois stables par des ressources stables est respectée. En effet, l'actif immobilisé (4,902 M€) est entièrement financé par les capitaux propres et les dettes financières.

Les capitaux propres de la CDC sont les ressources non empruntées, elles sont les suivantes :

- FCTVA (21,129 M€) ;
- Le cumul des résultats annuels de fonctionnement affectés à la section d'investissement ;
- Les reports à nouveau, une fraction du résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2019 a été reporté en section de fonctionnement pour un total de 29,229 M€ ;
- Le résultat de l'exercice (60,415 M€);
- Les subventions transférables (367,156 M€) et non transférables (601,605 M€).

Les capitaux propres représentent 82,14% des capitaux permanents de la CDC.



Les dettes à long terme sont l'autre composante des capitaux permanents en 2020, elles s'élèvent à 895,848 M€, en hausse de 12,5% par rapport à 2019.

On y trouve les emprunts souscrits auprès des établissements de crédit (887,704 M€) et les versements d'avances du PEI et des fonds européens pour 8,143 M€.

2.2 Provisions

La Collectivité de Corse a constitué une provision de 9,225 M€ (13 M€ en 2019) pour divers contentieux.

Les provisions totales au 31/12/2020 sont d'un montant de 36,616 M€. En 2020, le montant des reprises de provisions de l'exercice s'est élevé à 3,309 M€.

En ce domaine, le contentieux qui oppose la CdC à la Corsica Ferries, toujours pendant, reste un point de vigilance très signalé.

2.3 Dettes non financières

Leur montant est de 94,446 M€ pour l'exercice budgétaire (110,410 M€ en 2019) soit une baisse de 14,46% par rapport au précédent. Elles représentent 1,83% du passif (contre 2,15% en 2019).

On y retrouve :

- Les dettes à court terme, qui sont le volume de mandats ordonnancés par la Collectivité mais qui n'ont pas fait l'objet de paiement à la clôture de l'exercice budgétaire ;
- Les dettes fournisseurs, qui sont les dettes liées à l'acquisition de biens et services (retenues de garanties, rattachements de charges) ;
- Les produits constatés d'avance, Ils traduisent la comptabilisation de la recette totale attendue du fonds de soutien au titre de la sortie des emprunts structurés contractés par la Collectivité de Corse.

CONCLUSION

La situation budgétaire qui avait été présentée à l'Assemblée de Corse, à la clôture des comptes 2019 et qui faisait état, après deux années d'existence de la Collectivité de Corse, d'une trajectoire financière maîtrisée et conforme à celle exposée lors du débat d'orientation budgétaire, (épargne brute en augmentation et capacité de désendettement de 3,6 années), a permis de faire face à l'urgence en répondant de manière réactive, dès le début de la crise, aux besoins de financement des mesures portées par la Collectivité de Corse, à travers l'adoption du rapport Vince contr'à u COVID-19, mais également de financer les mesures de moyen terme prévues au plan SALVEZZA & RILANCIU.

Le compte administratif 2020 démontre qu'à l'issue de cet exercice budgétaire complexe et bien que fortement impactée par ces aléas, la Collectivité affiche une situation financière, certes dégradée par la perte de près de 56 M€ d'épargne, mais saine et bien en deçà des ratios d'alerte budgétaires communément admis.

Cette crise a d'autre part mis en avant la fragilité des ressources financières dont dispose la Collectivité de Corse au regard d'une sensibilité à la crise, bien supérieure à celles des régions et départements de droit commun.

Ce constat accentué par l'accroissement de charges de la compétence sociale, transférée par l'Etat aux départements sans compensation nouvelle, met en évidence la nécessité de repenser le modèle de financement de la Collectivité de Corse afin de lui assurer l'autonomie financière nécessaire à l'exercice de ses compétences.

Il vous est demandé de bien vouloir :

- **Arrêter** le compte de gestion établi par le Payeur de Corse ;
- **Adopter** le compte administratif de l'exercice 2020 de la collectivité dont les résultats sont conformes au compte de gestion établi par le Payeur de Corse ;
- **Arrêter** le résultat de la section de fonctionnement à **89 644 021,01 €** et le solde d'exécution de la section d'investissement à **– 59 566 916,67 € ;**
- **Acter** le résultat des comptes à hauteur de **30 077 104,34 €.**

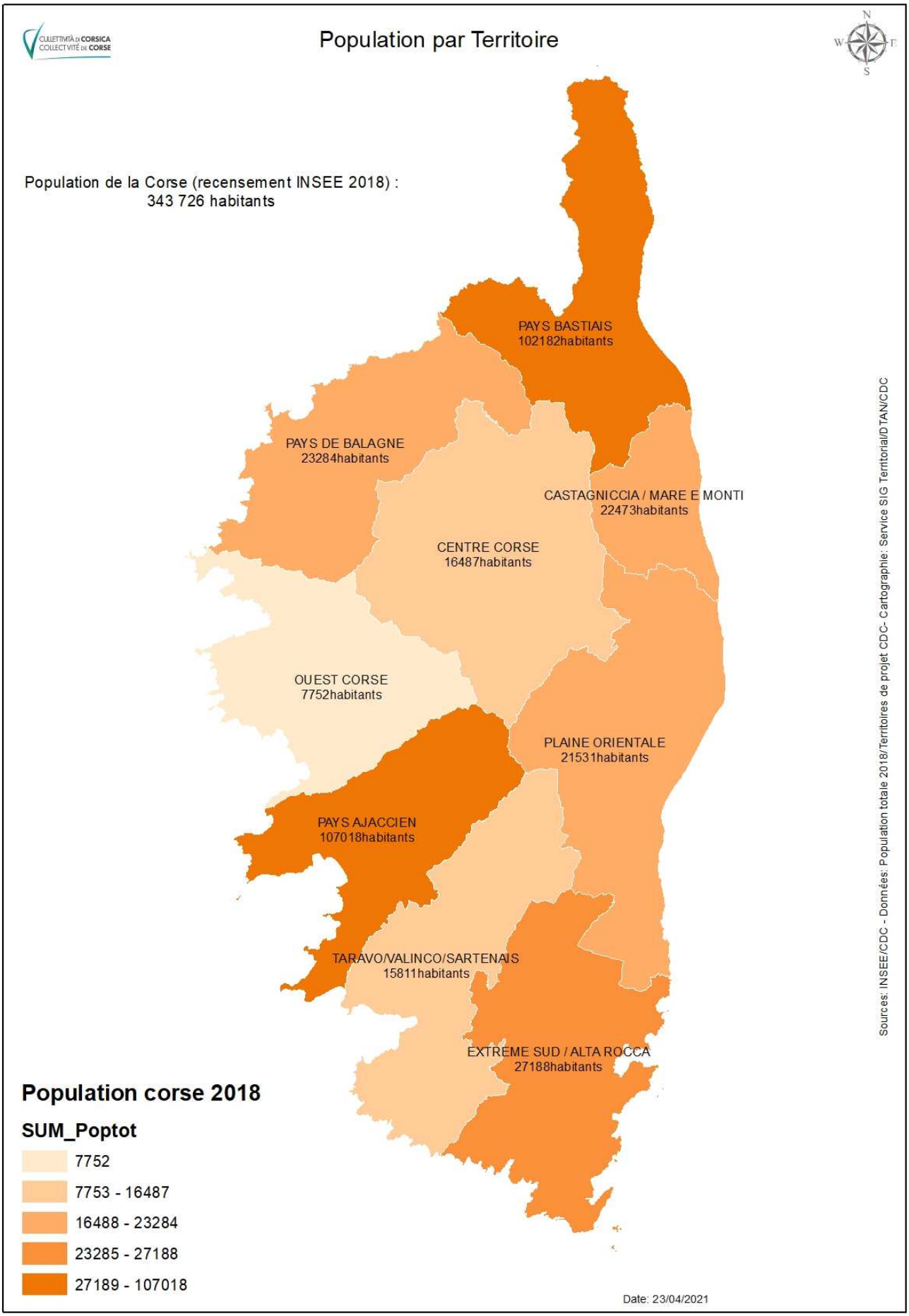
ANNEXES

ANNEXE 1
Emploi de l'excédent OTC

Opérations		Plan de financement des opérations							Affectation du reliquat par opération - Réalisé				Observations
N°	Libellé	Montant total TTC de l'opération réalisée en 2020	Montant total HT de l'opération réalisée en 2020	Financement par l'Etat	Financement par l'UE	Autres financements externes	Reste à financer par la CdC	Dont reliquat DCT dans le reste à financer par la CdC	Chapitre fonctionnel	Article fonctionnel	Progr.	Article(s) par nature	
PEI													
131360006	Port de Bastia - Plan développement Carbonite	2 531 274,02 €	2 109 395,02 €	50%			1 054 697,51 €	1 054 697,51 €	908	90854	1141	2031/2033/21578	
131390004	Etudes - Réparation des ouvrages maritimes de Bastia	18 145,10 €	15 120,92 €	44,13%			8 448,06 €	8 448,06 €	908	90854	1141	2031	
N1141CL003	Travaux - Réparation des ouvrages maritimes de Bastia	1 525 438,74 €	1 386 626,72 €	44,13%			774 708,37 €	774 708,37 €	908	90854	1141	2033/2315	
1313J0001	Etudes - Reconstruction du quai IV de Bunifaziu	23 582,56 €	19 652,13 €	50%		CCI 25%	4 913,03 €	4 913,03 €	908	90854	1141	033/2031/21578/2315	
1313J002	Travaux - Reconstruction du quai IV de Bunifaziu	795 153,35 €	708 748,77 €	50%		CCI 25%	177 187,19 €	177 187,19 €	908	90854	1141	2315	
1313B0005	MOE - Travaux de réfection de la piste de l'aéroport de Figari	12 754,80 €	10 629,00 €	50%		CCI 30%	2 125,80 €	2 125,80 €	908	90854	1141	2031	
N1142CK001	Travaux de renforcement de la piste de Figari	140 867,43 €	126 643,12 €	50%		CCI 30%	25 328,62 €	25 328,62 €	908	90855	1142	2031/2315/23158	
141190021	Etudes - Confortement parois rocheuses	59 966,30 €	49 971,92 €	70%			14 991,58 €	14 991,58 €	908	90852	1151	2031/21538/2315	N° présage 30072
1411G0021	Performance et sécurité infrastructures	612 484,15 €	556 285,00 €	70%			166 885,50 €	166 885,50 €	908	90852	1151	2315/2031	
N1151CL119	Transfert dépôt Bastia Casamozza	90 337,92 €	75 281,60 €	70%			22 584,48 €	22 584,48 €	908	90852	1151	2313/2031/2033	N° présage 40027
CPER													
1411B0041	Sécurisation des passages à niveaux - études	149 404,30 €	124 503,58 €	50%			62 251,79 €	62 251,79 €	908	90852	1151	2031	N° présage 33858
1411H0043	Commande centralisée pour voie unique CCVU - études	346 924,88 €	290 930,94 €	50%			145 465,47 €	145 465,47 €	908	90852	1151	2031/2033/2315	N° présage 35921
1411J0022	Régénération et sécurisation des tunnels - études	23 980,43 €	19 983,69 €	50%			9 991,85 €	9 991,85 €	908	90852	1151	2031	N° présage 31841
N1151CK043	Gestion des circulations du réseau - Etudes	271 891,09 €	226 575,91 €	50%			113 287,96 €	113 287,96 €	908	90852	1151	2031	N° présage 35921
Autofinancement													
N1141CL005	Travaux de réfection du Môle génois du Port de Bastia	40 370,00 €	36 700,00 €				36 700,00 €	36 700,00 €	908	90854	1141	2315	
131350004	Travaux de réparation des quais du port de commerce d'Aiacciu	6 325,00 €	5 270,83 €				5 270,83 €	5 270,83 €	908	90854	1141	23158/2315	
1313G002	Réparation des ouvrages du vieux port de Bastia	174 191,86 €	158 290,78 €				158 290,78 €	158 290,78 €	908	90854	1141	2315/2033	
131360011	Etudes - Aménagement du parking de l'aéroport de Calvi	17 478,52 €	14 565,43 €				14 565,43 €	14 565,43 €	908	90854	1141	2031/2315	
131370002	Etudes - Réaménagement et renforcement de l'aire de mouvement - Aéroport d'Aiacc	148 744,98 €	123 954,15 €				123 954,15 €	123 954,15 €	908	90854	1141	2031	
1313D0003	Travaux de réfection du poste de stationnement de l'aéroport de Calvi	13 080,00 €	10 900,00 €				10 900,00 €	10 900,00 €	908	90854	1141	2315	
N1142CL001	Travaux parking aviation générale - Aéroport de Calvi	21 347,83 €	19 380,43 €				19 380,43 €	19 380,43 €	908	90855	1142	2312/2315	
141170002	Déplacement de la gare de Calvi	39 837,05 €	33 197,54 €				33 197,54 €	33 197,54 €	908	90852	1151	2031	
141180003	Gestion des circulations du réseau - Etudes	1 207 467,54 €	1 006 222,95 €	50%			503 111,48 €	503 111,48 €	908	90852	1151	2031	Ancienne appellation des "etudes CCVU et croisement" / N° présage 25021
141190036	Mise à niveau du périrubain bastiais - études	4 958,70 €	4 132,25 €				4 132,25 €	4 132,25 €	908	90852	1151	2031	
1411D0071	Pôle intermodal d'Isula	40 045,00 €	33 370,83 €				33 370,83 €	33 370,83 €	908	90852	1151	2031	
1411D0075	Rénovation des anciennes gares	103 536,98 €	89 098,24 €				89 098,24 €	89 098,24 €	908	90852	1151	2313/2031/21351	
1411G0036	Renforcement et renouveau des dessertes - Périurbain bastiais	13 328,92 €	11 107,43 €				11 107,43 €	11 107,43 €	908	90852	1151	2031	
1411J0076	Acquisition matériel périurbain	11 261,77 €	9 384,81 €				9 384,81 €	9 384,81 €	908	90852	1151	2031	
1411J0103	Aménagement des AMG	219 403,51 €	182 836,26 €				182 836,26 €	182 836,26 €	908	90852	1151	21538/2031/2315	
1411J0106	Acquisition de logiciels de planification ferroviaire	37 112,53 €	30 927,11 €				30 927,11 €	30 927,11 €	908	90852	1151	2031	
N1151CK014	Installations de maintenance à Casamozza	70 189,19 €	63 481,62 €				63 481,62 €	63 481,62 €	908	90852	1151	2313/2031/2315	
N1151CK036	Mise à niveau du périrubain bastiais - études	7 277,94 €	6 064,95 €				6 064,95 €	6 064,95 €	908	90852	1151	2031	
N1151CK070	Pôle intermodal de Cazamozza	22 685,24 €	18 904,37 €				18 904,37 €	18 904,37 €	908	90852	1151	2031	
N1151CK078	Desserte train des plages de Balagna	129 738,74 €	116 224,22 €				116 224,22 €	116 224,22 €	908	90852	1151	1/21351/2031/2315/2313	
N1151CK112	Etudes développement périurbain	39 502,82 €	32 919,02 €				32 919,02 €	32 919,02 €	908	90852	1151	2031/2033	
N1151CL072	Pôle intermodal de Corte	25 266,69 €	21 055,58 €				21 055,58 €	21 055,58 €	908	90852	1151	2031	
N1151Cl073	Pôle multimodal de Mezzana	24 329,73 €	20 274,78 €				20 274,78 €	20 274,78 €	908	90852	1151	2031	
N1151CL120	Pôle intermodal de Caldaniccia	27 645,94 €	23 038,28 €				23 038,28 €	23 038,28 €	908	90852	1151	2031	
1121M270T	Renforcement de chaussées - RD	2 565 067,30 €	2 331 879,36 €				2 331 879,36 €	2 331 879,36 €	908	90843	1121	2315/2151	
1132M270T	Renforcement de chaussées - RT	2 795 002,12 €	2 540 911,02 €				2 540 911,02 €	2 540 911,02 €	908	90842	1132	2315	
1121M271T	Aménagement des accotements - RD	581 072,98 €	528 248,16 €				528 248,16 €	528 248,16 €	908	90843	1121	2315/2151	
1132M271T	Aménagement des accotements - RT	490 073,77 €	445 521,61 €				445 521,61 €	445 521,61 €	908	90842	1132	2315/2151	
1132M273T	Dispositifs de retenue - RD	2 620,48 €	2 382,25 €				2 382,25 €	2 382,25 €	908	90842	1132	215738/2151	
TOTAL								10 000 000,00 €					

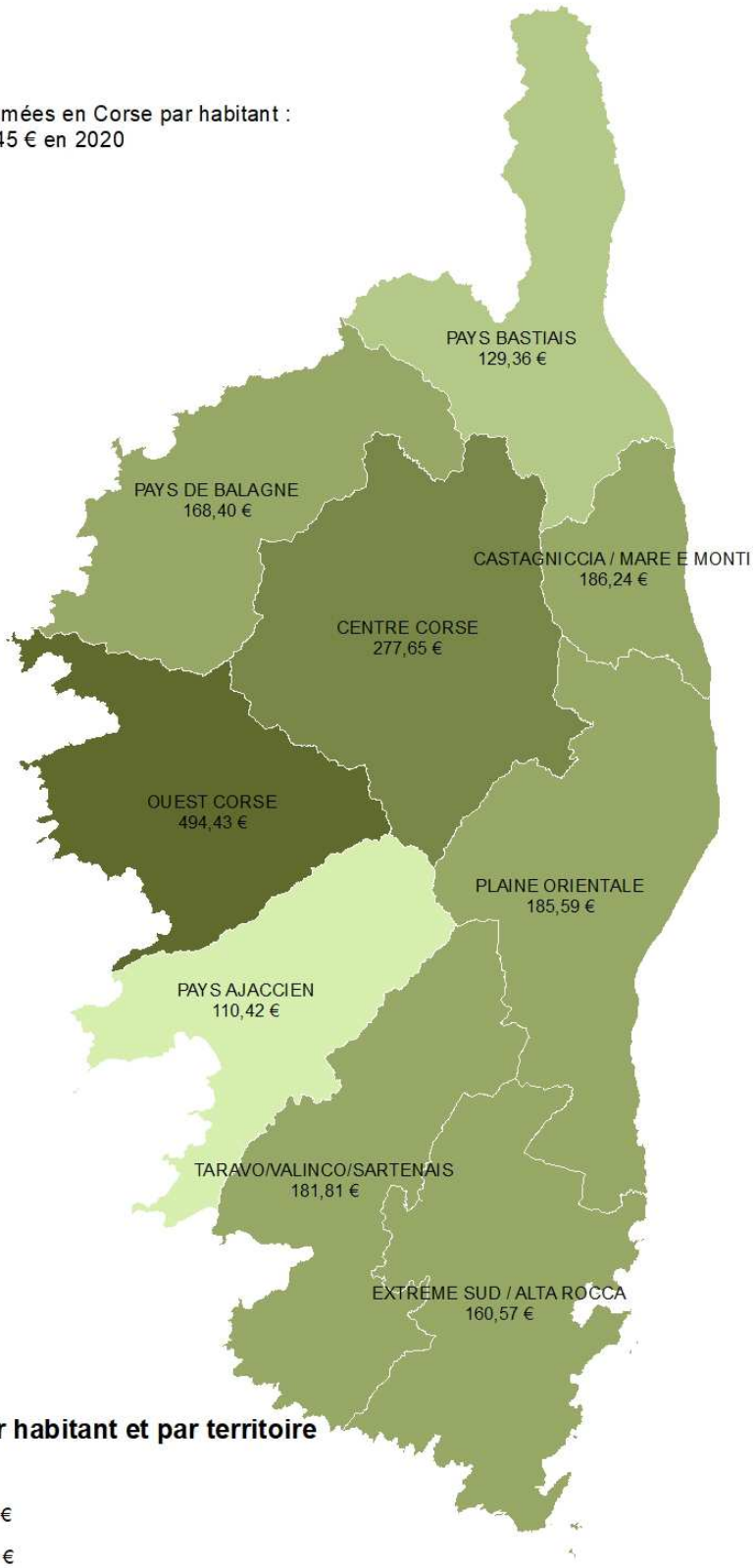
ANNEXE 2

Cartographies des aides aux communes en 2020


Population par Territoire
Population de la Corse (recensement INSEE 2018) :
343 726 habitants
PAYS BASTIAIS
102182habitants
PAYS DE BALAGNE
23284habitants
CASTAGNICCIA / MARE E MONTI
22473habitants
CENTRE CORSE
16487habitants
OUEST CORSE
7752habitants
PLAINE ORIENTALE
21531habitants
PAYS AJACCIEN
107018habitants
TARAVO/VALINCO/SARTENAIS
15811habitants
EXTREME SUD / ALTA ROCCA
27188habitants
Population corse 2018
SUM_Poptot
7752
7753 - 16487
16488 - 23284
23285 - 27188
27189 - 107018
Sources: INSEE/CDC - Données: Population totale 2018/Territoires de projet CDC- Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC
Date: 23/04/2021

Total des aides en 2020 par habitant

Total des aides consommées en Corse par habitant :
1 894,45 € en 2020



Montant global par habitant et par territoire

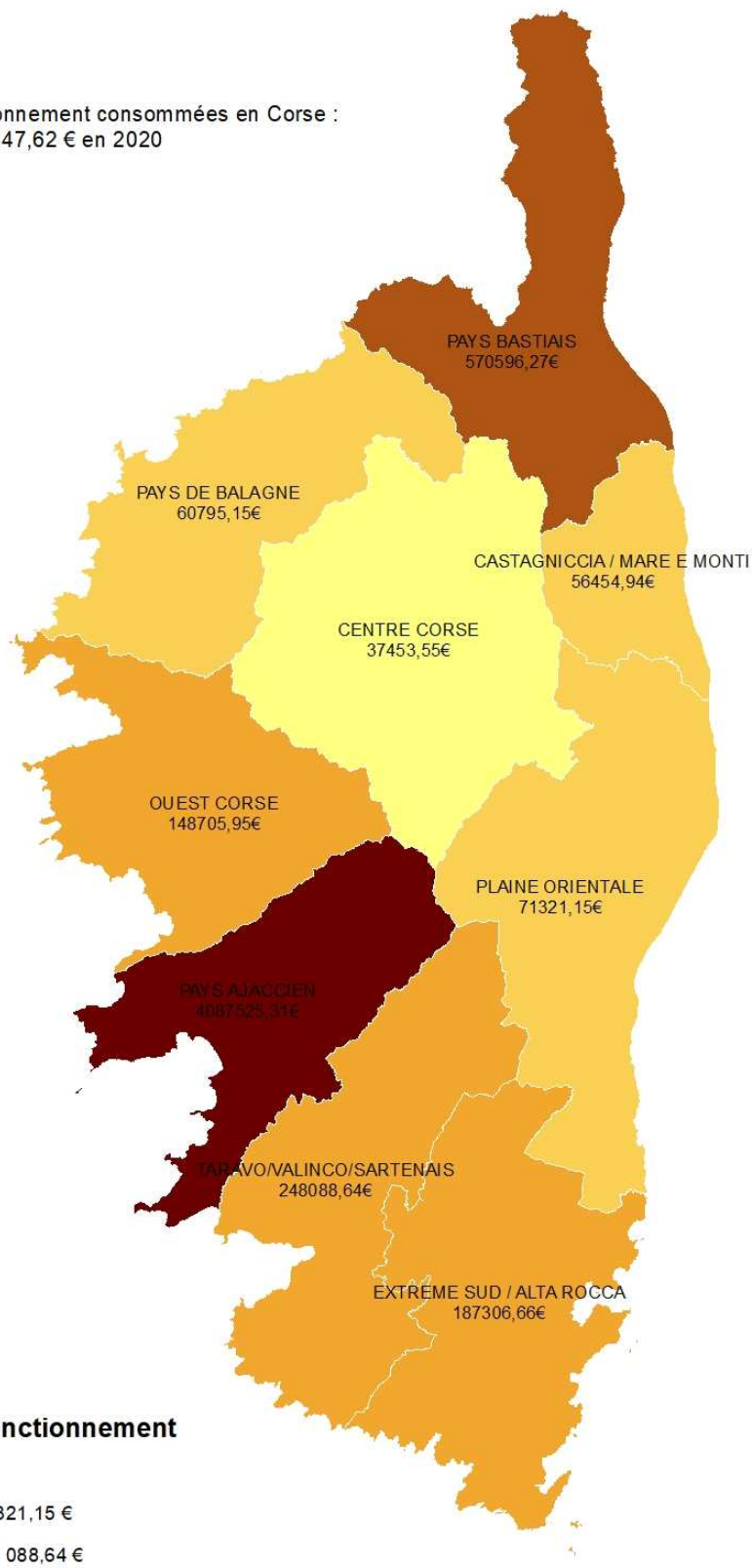
- 110,42 €
- 110,43 € - 129,36 €
- 129,37 € - 186,24 €
- 186,25 € - 277,65 €
- 277,66 € - 494,43 €

Sources: INSEE/CDC - Données: Population municipale 2018/Territoires de projet CDC- Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC

Date: 28/04/2021

Total des aides en fonctionnement aux communes par Territoire en 2020

Total des aides en fonctionnement consommées en Corse :
5 468 247,62 € en 2020



Subventions en fonctionnement

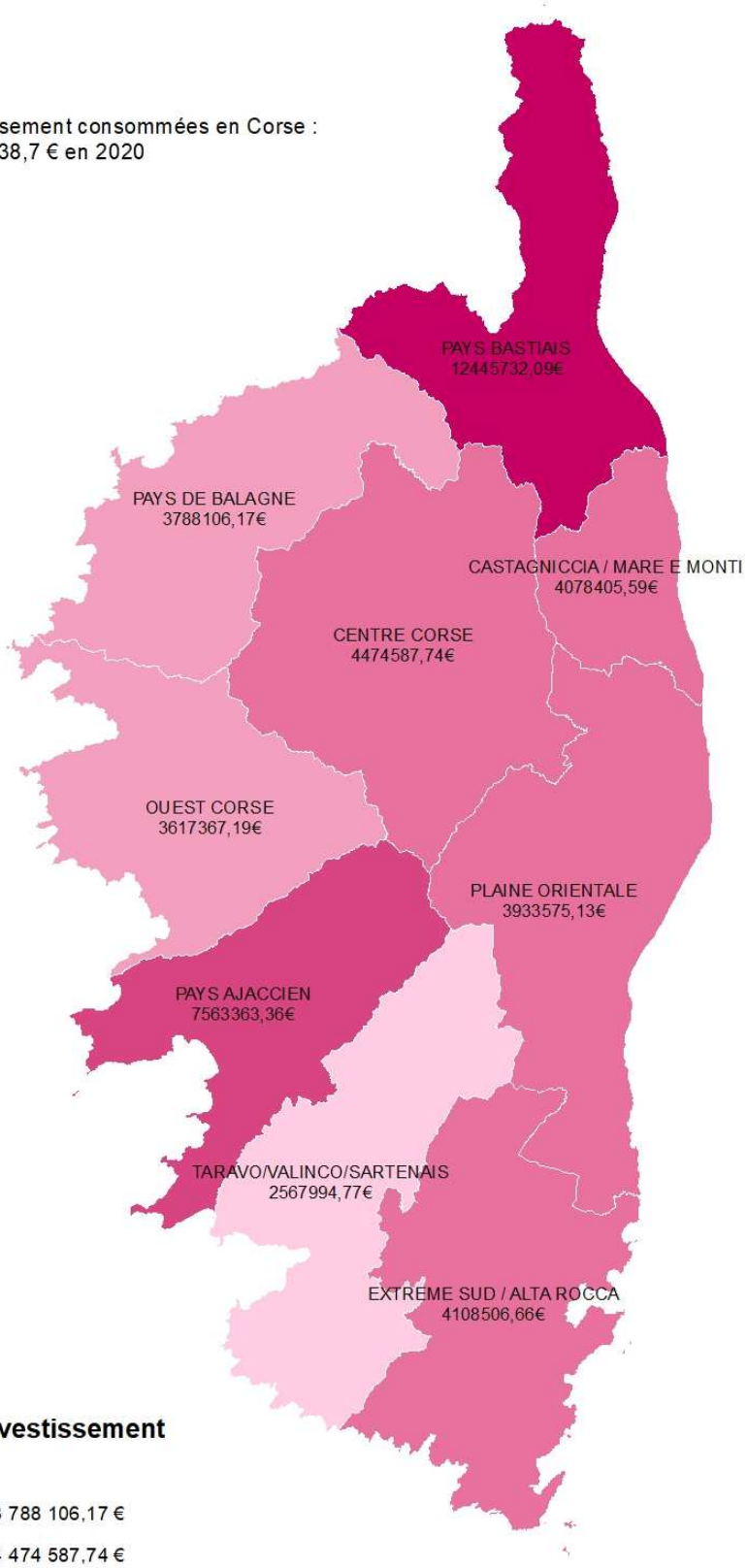
- 37 453,55 €
- 37 453,56 € - 71 321,15 €
- 71 321,16 € - 248 088,64 €
- 248 088,65 € - 570 596,27 €
- 570 596,28 € - 4 087 525,31 €

Sources: INSEE/CDC - Données: Population municipale 2018/Territoires de projet CDC- Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC

Date: 28/04/2021

Total des aides en investissement aux communes par Territoire en 2020

Total des aides en investissement consommées en Corse :
46 577 638,7 € en 2020



Subventions en investissement

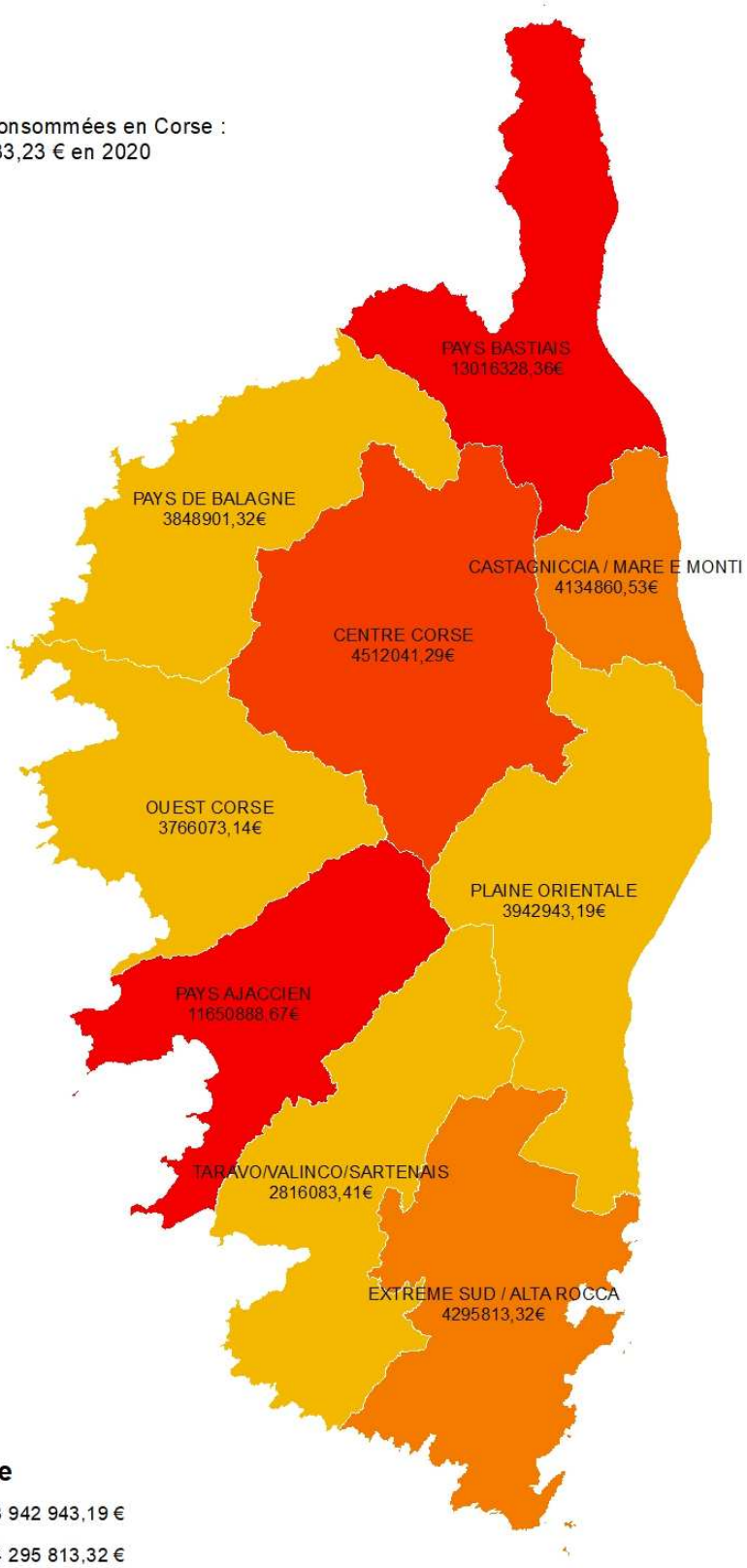
- 2 567 994,77 €
- 2 567 994,78 € - 3 788 106,17 €
- 3 788 106,18 € - 4 474 587,74 €
- 4 474 587,75 € - 7 563 363,36 €
- 7 563 363,37 € - 12 445 732,09 €

Sources: INSEE/CDC - Données: Population municipale 2018/Territoires de projet CDC- Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC

Date: 28/04/2021

Total des aides aux communes par Territoire en 2020

Total des aides consommées en Corse :
51 983 933,23 € en 2020



Subvention globale

- 2 816 083,41 € - 3 942 943,19 €
- 3 942 943,20 € - 4 295 813,32 €
- 4 295 813,33 € - 4 512 041,29 €
- 4 512 041,30 € - 13 016 328,36 €

Sources: INSEE/CDC - Données: Population municipale 2017/Territoires de projet CDC- Cartographie: Service SIG Territorial/DTAN/CDC

Date: 28/04/2021